# Centre d'études stratégiques aérospatiales



Hors série Automne 2012 La tribune de réflexion de l'air et de l'espace



« 1991-2011 : Vingt ans d'opérations aériennes Enseignements et perspectives »







Directeur de la publication:

GDA Jean-Pierre Serra

Rédacteur en chef :

Col Olivier Erschens

Secrétaire du comité de rédaction :

Cdt Anne de Luca

Comité de rédaction :

Col Dominique Colas LcI Jean-Patrice Le Saint LcI Christophe Fontaine LcI Jérôme de Lespinois Mlle Anne-Charlotte Bédino Rédaction:

Col James Drape M<sup>me</sup> Danielle Emeras Adc Jean-Paul Talimi Sgc Fanny Boyer

Responsables crédits photos :

Ltt Adeline Blanvillain Adc Jean-Paul Talimi Sgc Fanny Boyer

Photographie:

Adj Dominique Delion Sgt Gwendoline Defente Maquettage:

M. Emmanuel Batisse M. Philippe Bucher Clc Zita Martins Nunes Clc Stéphanie Moulinou

Diffusion:

M. Pierre d'Andre

Correspondance:

CESA

1 place Joffre - case 43 75700 Paris SP 07 Tél.: 01 44 42 80 32 Fax: 01 44 42 80 10

www.cesa.air.defense.gouv.fr

Photogravure et impression :

Imprimerie Moderne de l'Est

Tirage : 2 500 exemplaires

# Éditorial du général Jean-Pierre Serra directeur du Centre d'études stratégiques aérospatiales

Chers amis lecteurs,

Ce *PLAF* hors-série est pour moi l'occasion de vous adresser mon premier édito, en ma qualité de directeur du CESA. J'ai pris mes nouvelles fonctions en novembre et je suis aujourd'hui très heureux de prendre part à la belle œuvre que soutient le CESA : celle de promouvoir et développer la pensée stratégique aérospatiale. Un défi stimulant auquel je me suis d'ores et déjà attelé, à la tête de mon équipe.

Avant même de rejoindre le CESA, j'ai parcouru comme tout aviateur, les pages de *Penser les Ailes françaises*: j'y ai toujours vu un témoignage fort de l'engagement de nos hommes et de nos femmes au quotidien mais aussi un laboratoire de réflexion extrêmement riche et féconde. *Penser les Ailes françaises* se veut « la tribune de réflexion de l'air et de l'espace », aussi, je pense que la revue a un rôle particulier à jouer dans le débat qui entoure la rédaction d'un nouveau Livre blanc. La plateforme mise en place sur Intradef, nous montre clairement combien les militaires sont désireux d'être partie-prenante dans cette réflexion qui a pour but de façonner notre outil de défense. Au fil des contributions, ils partagent leurs idées, mais aussi leurs interrogations sur l'institution. Les travaux de rédaction du futur Livre blanc ont ainsi ouvert une période de réflexion intense au sein de chacune des armées.

Dans ce contexte, le CESA ne pouvait rester spectateur : c'est pour cela que j'ai décidé de livrer des travaux qui n'avaient pas initialement vocation à être publiés. En effet, les *Ateliers de l'armée de l'air* qui se sont tenus en juin 2011 et consacrés à une rétrospective autour de 20 ans d'opérations aériennes¹, avaient été retranscrits pour alimenter les études du CESA. Or, les enseignements tirés des 20 dernières années ne me semblent en rien caduques et par ailleurs, le colloque s'ouvrait sur une dimension prospective qui garde toute sa pertinence. Ainsi, je suis convaincu qu'une intervention telle que celle du colonel John A. Warden III, venu nous présenter quelques pistes de réflexion visant à utiliser la puissance aérienne au mieux de ses capacités, s'inscrit pleinement dans les enjeux présents.

L'intérêt des réflexions conduites ce jour là est intact et même renforcé par l'actualité qui nous amène aujourd'hui à réfléchir à notre outil de défense en perspective du nouveau Livre blanc. Pour ce premier numéro sous ma direction, il me tenait à cœur de participer au formidable débat d'idées qui a cours en ce moment dans notre pays pour bâtir une défense taillée pour les ambitions de la France et les défis qui ne manqueront pas. Il n'y avait pas de meilleures tribunes que *PLAF* pour partager avec vous le fruit des échanges de ce colloque.

Bonne lecture à tous!

<sup>1</sup> Ateliers de l'armée de l'air organisés par le CESA le 16 juin 2011 sur le thème « 1991–2011, Vingt ans d'opérations aériennes – enseignements et perspectives ».

# Sommaire

#### LES ACTES DU COLLOQUE

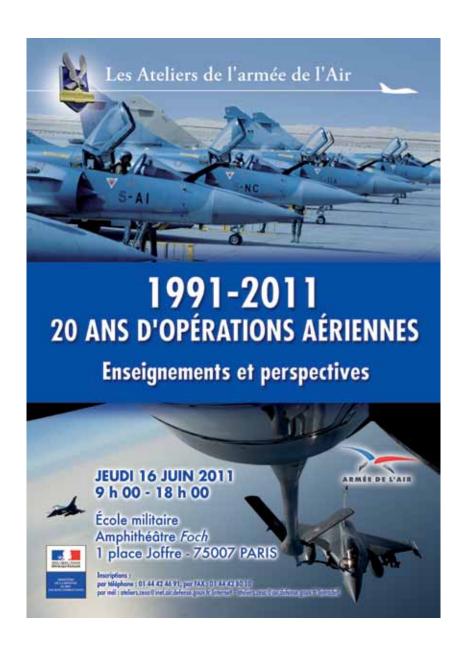
### 1991-2011 : Vingt ans d'opérations aériennes Enseignements et perspectives

Présentation, général de brigade aérienne Gilles Lemoine	6
Duverture du colloque, vice-amiral d'escadre Bernard Rogel	8
1 <sup>re</sup> table ronde : Contexte géopolitique des opérations aériennes	
Monsieur Ulysse Gosset	16
▶ Entretien avec le général d'armée aérienne (2S) Jean Fleury	
Regard sur le rôle de l'armée de l'air, Monsieur le sénateur Jacques Gautier	
Le nouvel environnement médiatique des opérations aériennes, Monsieur Frédéric Pons	
La Chine : la nouvelle donne géopolitique, Monsieur Jean-Pierre Lafon	
Destions/Réponses Questions/Réponses	
Getting the most out of Airpower, Colonel John A. Warden III	35
Destions/Réponses du colonel Warden	42
2 <sup>e</sup> table ronde : Réalités opérationnelles des interventions aériennes	
	4.
Général d'armée aérienne Jean Rannou	
La guerre du Golfe et ses enseignements, général d'armée aérienne Jean (2S) Fleury	
La guerre du Kosovo et ses enseignements, général de corps aérien (2S) Jean-Patrick Gaviard	
Decrease and Realities of Aerial Intervention, Major General Mark R. Zamzow	
Retour sur l'Afghanistan et la Libye, général de corps aérien Gilles Desclaux	
Destions / Réponses	62
3e table ronde : Quelles nouvelles conflictualités dans un monde en évolu-	tion?
Vision prospective du monde dans les 20 ans, Monsieur Nicolas Tenzer	66
Pertinence de l'outil militaire face aux nouvelles menaces,	
général de division Vincent Lafontaine	70
• Quelles évolutions pour l'armée de l'air indienne?, Air Commodore SK Ghotia	74
De Quel rôle pour l'arme aérienne dans les nouvelles conflictualités?,	
général de brigade aérienne Guy Girier	78
D Questions / Réponses	
Clâture du collegue, gánáral d'armás gárianne Isan Paul Palamáras	Of





# « 1991-2011 : Vingt ans d'opérations aériennes Enseignements et perspectives »



## Présentation par le général Gilles Lemoine, Directeur du CESA.



Monsieur le ministre, mon général, amiral, messieurs les ambassadeurs, mesdames et messieurs les parlementaires, madame et messieurs les officiers généraux, mesdames et messieurs,

C'est un grand honneur pour moi de vous accueillir ici aujourd'hui, en amphithéâtre Foch, pour lancer les *Ateliers de l'armée de l'air* 2011 qui ont pour thème « 1991 – 2011, vingt ans d'opérations aériennes ; enseignements et perspectives ».

Durant ces vingt dernières années, aucune journée ne s'est déroulée sans que les aviateurs, en particulier français, soient impliqués sur les théâtres d'opérations extérieures, sans que l'armée de l'air soit en première ligne sur de nombreux fronts. Une journée n'aurait pas suffi pour faire témoigner l'ensemble des acteurs de ces opérations, qui ont toutes été réalisées dans un cadre interarmées et interallié. Ainsi, nous ne pourrons pas évoquer aujourd'hui les opérations qui ont eu lieu au Rwanda, au Tchad, en Haïti et dans bien d'autres endroits encore, où l'armée de l'air a toujours répondu présent dans les délais les plus brefs.

Cette journée, placée sous le signe du croisement des expériences, des expertises mais également des visions, se fixe pour objectif de mieux appréhender les opérations aériennes, depuis la

première guerre du Golfe jusqu'à l'intervention en Libye en passant par celle en Afghanistan, opérations qui se poursuivent encore aujourd'hui sur ces théâtres libyen et afghan.

Croisement des expertises d'abord, avec une première table ronde consacrée à la présentation du contexte géopolitique des opérations aériennes, autour des interventions de personnalités politiques, diplomatiques et médiatiques de haut rang qui nous feront part de leur regard sur les opérations aériennes, telles qu'ils les ont vécues dans le cadre de leurs fonctions et de leurs responsabilités.

Croisement des expériences ensuite, avec une deuxième table ronde consacrée aux réalités opérationnelles des interventions aériennes, qui permettra à de hautes autorités militaires françaises et étrangères d'échanger sur les opérations qu'elles ont commandées et sur les enseignements qu'elles en ont tirés.

Croisement des visions enfin, au sein d'une troisième table ronde qui s'interrogera sur les nouvelles conflictualités, autour de penseurs et de stratèges qui apporteront leur regard prospectif sur le futur des opérations aériennes dans un monde en pleine évolution.

Nous avons également l'honneur de recevoir parmi nous le colonel John Warden, qui a planifié en 1991 les frappes aériennes contre l'Irak durant l'opération Tempête du désert et qui figure parmi les stratèges américains les plus célèbres pour avoir défini une nouvelle approche de la conduite de la guerre, qu'il vous exposera en fin de matinée.

Ces ateliers s'inscrivent également dans la complémentarité de l'ouvrage coédité par l'ECPAD et l'armée de l'air ; ouvrage de Monsieur Patrick Facon, Du Golfe à la Libye, 20 ans d'opérations aériennes, que je tiens à remercier devant vous et qui ne résistera pas au plaisir de dédicacer quelques exemplaires.

Les travaux de cette journée feront l'objet de restitutions, qui seront retranscrites dans un numéro spécial d'une des prochaines éditions de la revue Penser les Ailes françaises, et qui seront également en ligne sur le site web du CESA dès que possible.

Pour terminer mon intervention, et avant de céder la parole au vice-amiral d'escadre Bernard Rogel, sous-chef d'état-major Opérations à l'état-major des armées, qui ouvrira les travaux de cette journée, je souhaite remercier chaleureusement l'ensemble des intervenants, que je ne pourrai malheureusement pas tous citer, et qui nous font l'honneur de leur présence aujourd'hui parmi nous.

Amiral, je vous cède donc la parole.

par le vice-amiral d'escadre Bernard Rogel, sous-chef d'état-major Opérations à l'état-major des armées.

Le vice-amiral d'escadre Bernard Rogel, sous-chef d'état-major Opérations à l'état-major des armées, ouvre les *Ateliers de l'armée de l'air* en rappelant le caractère interarmées des opérations militaires modernes. Il revient sur les diverses opérations (l'Irak, le Kosovo et l'Afghanistan) dans lesquelles les armées ont été engagées depuis vingt ans, afin de tirer des enseignements pour les futurs conflits.



Je suis particulièrement honoré que le général Paloméros m'ait demandé de prononcer le mot d'ouverture de cette journée des *Ateliers de l'armée de l'air*.

Cela peut encore paraître curieux à certains que ce soit un amiral sous-marinier qui ouvre un colloque consacré aux opérations aériennes, mais je crois que cela reflète bien la réalité de nos opérations qui sont désormais pleinement interarmées et dans lesquelles chacun exerce sa fonction à la place qui lui revient. Ma présence aujourd'hui parmi vous témoigne du travail continu et quotidien que l'état-major des armées réalise avec les soldats, les marins, les aviateurs pour assumer, ensemble, la lourde charge de la conduite des opérations de notre pays. Le chef d'état-major des armées est en effet le responsable des opérations, quelles qu'elles soient. Responsable devant nos autorités politiques à qui nous devons assurer que nous sommes en permanence parés à faire face, dans

toutes les fonctions stratégiques. Responsable également devant nos militaires dont la prise de risques doit être toujours finement appréciée à l'aune des effets escomptés.

Pour autant, je ne me risquerai pas naturellement à traiter devant vous des enseignements tactiques de la conduite des opérations aériennes. Cela n'entre pas dans mon périmètre et il y a tant d'expérience en ce domaine rassemblée dans cette salle que je risquerai d'être rapidement pris en défaut de compétences.

En préambule de vos travaux, et sans déflorer les tables rondes de la journée, je voudrais tout d'abord effectuer un bref rappel historique sur l'emploi des forces aériennes dans les opérations de ces vingt dernières années, toutes de nature très différente.

Certaines d'entre elles ont été des étapes décisives dans l'évolution de notre réflexion doctrinale, sur les théâtres extérieurs mais aussi sur le territoire national.



Jaguar engagé durant l'opération Daguet en Irak en 1991

1<sup>er</sup> jalon décisif : la guerre du Golfe de 1991 qui a changé considérablement la perception de nos opérations et conduit à une véritable réforme de nos moyens.

Il s'agissait, pour la France, de sa première participation à une opération de grande ampleur, en coalition, avec une campagne aérienne massive relativement indépendante de la campagne terrestre qu'elle a précédée. Cette opération a été déterminante dans notre réflexion. D'abord par notre prise de conscience de l'importance des structures de planification et de conduite (JFAC et CAOC) mais aussi par la découverte de l'importance de la coordination interarmées.

Étape décisive ensuite, parce que la stratégie mise en place avait pour but la recherche d'effets plutôt que la destruction séquentielle et systématique d'objectifs tactiques. Pour cela, les moyens utilisés étaient novateurs : permanence, furtivité, précision. Ils ont permis de réussir cette évolution des modes d'action, qualifiée à l'époque de révolution dans les affaires militaires, la fameuse RMA.

Jalon décisif enfin, parce que pour la première fois, les médias se posaient en témoins immédiats et permanents des opérations, pour ne pas dire en juges de notre intervention.

#### 2º étape : 1999, le Kosovo

De nouveau, une opération en coalition basée dans un premier temps sur une campagne exclusivement aérienne. Cette opération a démontré l'importance de la fonction de contrôle national et a confirmé le besoin d'analyse systémique des réseaux de l'adversaire afin d'obtenir les effets recherchés. Dans un environnement opérationnel complexe, elle a été aussi révélatrice de l'importance de



Identification d'une cible.

L'opération aérienne au Kosovo, en 1999, démontre que dans un environnement opérationnel complexe il est important de posséder une capacité d'identification ainsi que des armements de précision, afin de gérer très finement les dégâts collatéraux.

posséder une capacité d'identification ainsi que des armements de précision, afin de gérer très finement les dégâts collatéraux.

Avant de passer au troisième jalon, l'Afghanistan, je voudrais faire un « arrêt sur image » sur le 11 septembre 2001. Ce n'est évidemment pas une opération mais un événement majeur qui a marqué le retour dans les consciences collectives de la notion de protection du territoire et la prise de conscience de la vulnérabilité de l'espace aérien national. Il a entraîné le développement de nouveaux modes d'action contre les menaces aériennes asymétriques.

### 3º jalon : depuis 2001, l'Afghanistan

Après le déploiement au sol des troupes de l'OTAN, les opérations aériennes ont été « consacrées », certains diraient « limitées » mais ils auraient tort, au soutien de l'action terrestre. L'importance de la coordination 3D, de la complémentarité des effets et de la nécessité de contrôler les dommages collatéraux y est réaffirmée. Il s'agit également là du premier engagement opérationnel national de drones stratégiques et d'armements guidés GPS.

#### Enfin, notre sujet d'actualité, la campagne en Libye, dessine une nouvelle évolution

Il s'agit d'une opération planifiée très vite, qui nous a amenés à mettre en œuvre très rapidement d'abord les moyens de l'armée de l'air puis ceux des trois armées. Cette mission est menée une nouvelle fois en milieu urbain, avec la nécessité de protéger la population, ce qui demande des moyens de renseignement et des armes de précision.

Ce qui est relativement nouveau pour nous dans cette coalition, c'est que les Européens sont sur le devant de la scène et, d'une certaine manière, face à leurs responsabilités.

Ce qui est nouveau également, c'est que toutes les phases traditionnellement séquencées d'une campagne aérienne (suprématie – interdiction – appui) ont été réalisées en même temps.



Mirage F1 et Rafale engagés dans l'opération Harmattan « En Libye, toutes les phases traditionnellement séquencées d'une campagne aérienne (suprématie – interdiction – appui) ont été réalisées en même temps. »

Il est bien sûr encore trop tôt pour tirer tous les enseignements de cette opération, mais il ne fait aucun doute dans mon esprit qu'ils seront riches et pèseront dans nos concepts futurs.

Comme vous pouvez le constater, les thèmes de réflexion ne manquent pas et cela vous promet une journée féconde en débats.

# Enseignements : Quels facteurs de puissance pour l'avenir ?

Quels enseignements puis-je tirer à mon niveau, en termes de facteurs de puissance, de la réalité de toutes les opérations nationales aujourd'hui?

D'abord, les armées françaises soutiennent parfaitement notre diplomatie pour assurer le rang et les obligations de la France. Et cela, nous le devons aux femmes et aux hommes qui inlassablement remplissent leur mission, défendent nos intérêts et nos compatriotes partout dans le monde, œuvrent pour la paix et la sécurité internationale. Ces femmes et ces hommes qui, dans notre monde moderne plutôt égocentrique, ont décidé de mettre leur vie au service des autres sont notre bien le plus précieux. C'est leur entraînement, leur préparation physique et morale, leur détermination, leur courage, qui sont à la base de tout. C'est cette richesse que nous devons préserver en priorité.

Je voudrais venir maintenant plus précisément sur les principes fondamentaux qui se dégagent des caractéristiques de nos engagements actuels. Adepte des moyens mnémotechniques, je voudrais les regrouper, toujours vus du niveau stratégique naturellement, en quatre lettres : P3 et C, ce qui n'a rien à voir avec le fameux aéronef de patrouille maritime, pour ceux qui pourraient être tentés de voir une allusion maritime dans mes propos.

Ce sont Permanence, Polyvalence, Précision et Complémentarité.

#### 1er P: Permanence

La permanence est l'une des qualités demandées aujourd'hui au dispositif opérationnel par le chef d'état-major des armées.

Notre monde est instable et volatil; il est marqué désormais par l'imprévisibilité. Les derniers événements l'ont prouvé. Qui peut dire aujourd'hui quelle sera la prochaine crise sérieuse ? En réalité, il faut en permanence imaginer l'impensable et se préparer à l'imprévisible. Car, quoi qu'il arrive, on nous demandera rapidement si nous avons des moyens prêts et leurs délais de mise en œuvre : c'est là la vie quotidienne de la chaîne Opérations de l'EMA. Cela nécessite de disposer de moyens entraînés et disponibles, prêts à réagir dans toutes nos zones d'intérêt. Sur le plan aérien, cette permanence géographique est représentée dans notre stratégie nationale par notre dispositif d'alerte sur le territoire national, par les aéronefs de tout type répartis au sein de notre dispositif prépositionné et sur le groupe aéronaval s'il est déployé.

Ces moyens nous permettent d'agir vite, en premier échelon ou sur des crises de petite ampleur, dans la plupart des zones crisogènes traditionnelles. Il faut être conscient de l'importance de ce dispositif, car la rapidité des médias à rendre compte de tout événement, le souci de protéger nos concitoyens où qu'ils se trouvent, nous obligent. Il y a une sorte de compétition permanente entre les temps militaire, politique et médiatique. J'y reviendrai. Cela se traduit aussi parfois par une sorte d'écrasement entre les niveaux stratégique, opératif et tactique.

Car le temps de réaction est souvent un facteur clé. Il s'agit de porter l'effort rapidement pour éviter qu'une situation ne dégénère. Pour reprendre une image presque écornée mais vraiment toujours d'actualité, il s'agit bien de pouvoir verser un verre d'eau sur un début d'incendie plutôt que d'être contraints d'y envoyer plus tard un Canadair qui nous coûtera du potentiel humain, financier et organique. Nous avons souvent employé nos moyens aériens lors de crises de ce type et je me souviens très clairement de l'intervention décisive de nos chasseurs lors de la prise à partie d'une section française par des rebelles dans le nord de la République centrafricaine. Certes, ce n'était pas une action militaire qui



« Notre monde est instable et volatil ; il est marqué désormais par l'imprévisibilité. En réalité, il faut en permanence imaginer l'impensable et se préparer à l'imprévisible. »

restera gravée dans la mémoire collective mais elle le restera sans nul doute dans celle de la vingtaine d'hommes qui ont dû leur salut à cette intervention menée de main de maître par nos aviateurs. Notre capacité à assurer sans délai une intervention de faible ampleur mais suffisante pour être déterminante demeure l'une de nos spécialités.

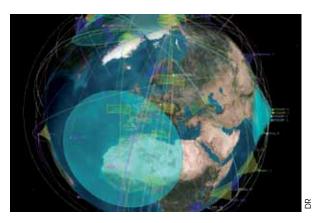
L'endurance des moyens lors d'une crise majeure s'inscrit également dans cette notion de permanence. Depuis la guerre d'Irak en 1991, tous les conflits se sont inscrits dans la durée (Kosovo, Afghanistan). Si la partie haute intensité se résout en quelques jours, voire quelques semaines, il convient ensuite de garantir la permanence de notre action jusqu'à ce que les conditions de sécurité, obtenues par nos efforts, permettent de désengager nos forces terrestres. Il est donc important de savoir durer. Cela passe par un soutien logistique de haute qualité et on ne souligne jamais assez l'importance du soutien dans nos opérations.

Cette permanence se traduit aussi par la nécessité d'avoir du renseignement de qualité sur toutes les zones où nos armées pourraient être amenées à intervenir. Cela permet de compenser une éventuelle surprise et d'avoir à notre disposition, dès le début d'une crise impromptue, tous les outils pour modéliser la structure de l'adversaire et déterminer ainsi quels sont les effets à appliquer pour toucher ses centres de gravité.

Pour terminer ces remarques sur la permanence, je crois qu'elle se traduira aussi, dans une période budgétaire contrainte, par la nécessité de déployer tous nos efforts pour « partager le fardeau » avec nos alliés dans les domaines capacitaire et opérationnel. C'est ce que nous avons fait récemment en mutualisant nos moyens de transport au sein de l'EATC.

#### 2<sup>e</sup> P : Polyvalence

Dans le passé, les conflits étaient de nature interétatique. Ils voyaient s'opposer frontalement un État ou une coalition à un autre État



« Cette permanence se traduit aussi par la nécessité d'avoir du renseignement de qualité sur toutes les zones où nos armées pourraient être amenées à intervenir. »

ou à une autre coalition. Force est de constater qu'aujourd'hui, si des conflits de ce type sont encore possibles, un nouveau type de conflit est apparu qui oppose une coalition à une rébellion armée ou aux forces d'un État failli. La méthode des centres de gravité doit se décliner d'une autre manière sur ce nouveau type de conflit. Effets politiques, militaires et diplomatiques s'y enchevêtrent à loisir. Il convient alors de revoir en permanence, presque au quotidien, notre action pour obtenir les meilleurs effets sur les différents centres de gravité sur lesquels on veut agir.

Ce phénomène est compliqué par le fait qu'il devient rare d'avoir le temps de déterminer, avant le début de la crise, quels sont les effets à privilégier et de pouvoir se préparer, car souvent, et nous en avons eu encore la preuve récemment, un conflit ou une crise peuvent se déclencher en quelques jours. Il s'agit alors pour la chaîne Opérations de l'EMA de pouvoir positionner rapidement ses moyens, de prendre les mesures d'urgence et de mettre ensuite en place une stratégie des effets.

C'est pour cette raison, dans des armées de notre taille, que la polyvalence de nos moyens aériens, comme ceux des autres armées d'ailleurs, revêt une importance capitale afin que nous puissions changer nos modes d'action sans avoir à repositionner tous les moyens. Plus le porteur est polyvalent, plus il est capable d'emporter, tour à tour ou en même temps, un *pod reco* NG,



des bombes lisses, inertes ou guidées GPS, un canon ou des missiles de croisière, plus grande sera la palette des options mises à disposition pour obtenir l'effet recherché.

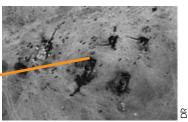
#### 3<sup>e</sup> P: Précision

La précision est aujourd'hui une qualité indispensable dans la conduite des opérations. L'acceptation de l'usage de la force par nos propres compatriotes, par nos médias, par les militaires eux-mêmes, ne saurait souffrir de débordements sur des populations civiles.

Les règles de la guerre ont évolué fort heureusement et, sauf exception, il n'est plus envisageable aujourd'hui qu'un conflit classique se traduise par une pression volontaire sur la population civile. De là à penser qu'il n'y a plus désormais que quatre cercles dans la théorie de John Warden, c'est peut-être l'un des sujets de réflexion dont vous pourriez débattre aujourd'hui.

Ce souci de maîtrise des dommages collatéraux dans des conflits qui sont de plus en plus souvent à connotation urbaine impose des désignateurs d'objectifs de qualité et des armements qui permettent d'engager des objectifs mobiles dans les rues d'une cité.

Le besoin de précision impose également un renseignement de très grande qualité, rafraîchi en permanence et exploité en boucle courte.



Opération Harmattan: une batterie d'artillerie au milieu de véhicules civils.

« Les règles de la guerre ont évolué fort heureusement et, sauf exception, il n'est plus envisageable aujourd'hui qu'un conflit classique se traduise par une pression volontaire sur la population civile. »

Tout cela semble d'une grande évidence mais l'interdiction et l'appui aériens ne pourront s'exercer qu'à ces conditions, ce qui pose naturellement beaucoup de questions auxquelles il convient de trouver des réponses : l'utilisation et l'armement des drones qui constituent désormais un élément clé du champ de bataille, les J-Star, l'exploitation rapide du renseignement, le degré d'autonomie de notre fonction connaissance-anticipation, sa qualité qui passe toujours par les interprétateurs photo. Sans renseignement précis et exploitable rapidement, l'interdiction et l'appui aériens ne fourniront pas les effets escomptés. Or, l'appui et l'interdiction sont aujourd'hui à mon sens des capacités indispensables dont on ne pourra plus se passer dans les crises modernes, même si naturellement la supériorité aérienne demeure toujours un facteur-clé, dès que l'adversaire dispose lui-même de capacités aériennes ou sol air.

### Le grand C : Complémentarité

Ce point me paraît peut être le plus important. Nous devons aujourd'hui donner l'assurance de résultats rapides. Le temps est désormais une variable essentielle. Ou, plus exactement, la combinaison de trois temps : opérationnel, politique et médiatique. Ce qui me paraît certain, c'est que, globalisation et médiatisation aidant, nous serons amenés à obtenir des résultats tangibles très vite sous peine d'être immédiatement accusés d'enlisement, voire d'inefficience. Le temps est un facteur clé pour moi et dès qu'une crise débute, pour les

aficionados de Fort Boyard, la clepsydre est retournée et on ne doit pas perdre de temps pour trouver les clés du succès...

Il ne s'agit donc jamais pour la chaîne opérations de céder aux effets de mode mais bien de trouver la solution au problème toujours complexe posé par la recherche des effets.

J'ai, en tant que sous-chef opérations, un problème, simple dans l'esprit, difficile dans la lettre, à résoudre, c'est de combiner tous les moyens mis à ma disposition par les états-majors d'armée afin de déterminer, au plus vite et de la manière la plus efficace, les effets qui permettront d'atteindre le but escompté, qui est toujours de faire plier l'adversaire. Pour cela, tous les moyens doivent être complémentaires et interopérables afin d'élargir le champ des possibles.

Je voudrais dire un mot sur cette interopérabilité tant désirée mais qui semble à chaque opération si difficile à obtenir. Cette interopérabilité est nécessaire entre alliés, elle l'est aussi entre armées. Cela veut dire que nous devons la rechercher systématiquement dès le stade de planification des opérations. Cela veut dire qu'il convient, dans la programmation capacitaire, de concevoir nos équipements dans ce but. Cela veut dire enfin qu'il faut appliquer cette réflexion, dès le temps de paix, dans l'entraînement combiné de nos forces.

Il est parfois difficile d'expliquer que dix ans après le Kosovo nous en soyons parfois à nous demander si nous allons réussir à avoir le matériel nécessaire pour parler aux autres composantes de la force ou à nos alliés. De nombreux exemples me viennent à l'esprit : les Rovers, les radios cryptées... Ils démontrent que nous n'avions probablement pas assez réfléchi sur les hypothèses d'engagement de nos forces, sous l'angle de la complémentarité. Mais ne nous leurrons pas, malgré tous nos efforts, ce problème est éternel et nous le retrouverons à chaque crise : cette recherche de l'interopérabilité demeure en quelque sorte notre quête du Graal, quête que nous devons poursuivre inlassablement.



Centre opérationnel Air à Paris lors de l'opération *Harmattan* : la clef des guerres modernes réside dans l'orchestration des compétences.

Mon général, mesdames, messieurs, pour conclure, je voudrais vous dire que je crois qu'il faut se garder d'un modèle unique où la guerre se ferait par étapes successives parfaitement différenciées.

Nous sommes dans un monde où tout s'enchevêtre et où la recherche des effets, en termes d'opérations, nécessite, plus que jamais, une panoplie de capacités provenant de toutes les armées, capacités que nous devons nous appliquer à faire travailler ensemble, avec les réseaux de commandement adéquats.

Il y a dans cet excellent ouvrage, Air Campaign de John Warden, une comparaison qui me plaît beaucoup, c'est celle du concerto. Pour réussir un concerto, il faut que tout le monde joue bien et en mesure, que le chef d'orchestre ait à sa disposition des instruments à vent, à cordes et des percussions. La question stratégique n'est pas « qui joue le mieux ? » mais bien comment harmoniser et diriger l'orchestre. Et je cite encore John Warden : la condition sine qua non des guerres modernes est l'orchestration.

Je partage totalement cette analyse. Et c'est bien pour cela que nous avons besoin de forces armées équilibrées, prêtes à répondre rapidement à toute sollicitation, aptes à travailler ensemble pour atteindre le seul et unique but que nous, militaires, devons nous fixer : le succès de nos opérations.







# 1<sup>re</sup> table ronde: Contexte géopolitique des opérations aériennes

Modérateur : Monsieur Ulysse Gosset

# Monsieur Ulysse Gosset, journaliste à France Télévisions.



**Ulysse Gosset** 

Bonjour à tous. Le contexte géopolitique a radicalement changé depuis la fin de la guerre froide. Le temps du monde bipolaire est bien loin. Le centre de gravité du monde se déplace lentement mais sûrement, parfois de façon spectaculaire, vers l'Asie et le Pacifique. La suprématie américaine est remise en cause, même si les États-Unis restent pour au moins encore une ou deux décennies la grande puissance mondiale, notamment en matière militaire.

Que nous réserve aujourd'hui ce monde multipolaire ? Il suffit de lire la presse, d'écouter la radio chaque jour pour être surpris par cette imprévisibilité du monde. L'Europe est confrontée au défi du Printemps arabe. On assiste à une répression féroce et à une crise humanitaire en Syrie, à une drôle de guerre du XXIe siècle en Libye. En Asie l'on peut voir des poussées de fièvre en mer de Chine, théâtre de rivalités entre les États-Unis et la Chine, qui s'apprête à lancer son premier porte-avions. Dans ce contexte d'incertitude, de bouleversements et de montée en puissance des pays émergents, nous sommes dans un contexte politique nouveau. Jamais la France n'a été autant engagée sur d'aussi nombreux théâtres d'opérations depuis la seconde guerre mondiale : de l'Afghanistan à la Libye, en passant par la Côte-d'Ivoire, le Sahel ou le Kosovo. Jamais nous n'avons été soumis à de telles contraintes budgétaires. Dans ce contexte, quel est l'apport des opérations aériennes? Quel bilan peut-on en tirer? Quel est le rôle de la diplomatie aérienne ? Comment se conjugue-t-elle avec l'action politique? Peuton accorder le temps militaire, long, et le temps de l'immédiat des médias?

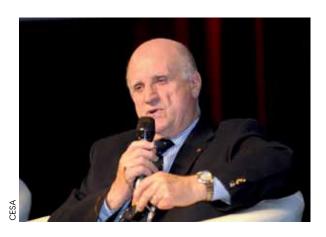
Pour en parler, plusieurs personnalités qui ont vécu des opérations aériennes. Je remercie le général Fleury d'avoir accepté, au pied levé, de participer à cette table ronde. Pour disposer d'une vision globale, nous donnerons la parole au sénateur des Hauts-de-Seine Jacques Gautier, membre de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées.

## Entretien avec le général (2S) Jean Fleury

Le général Fleury rappelle que la force aérienne est une composante spécifique des armées puisqu'elle intègre la troisième dimension. Son expérience de la guerre du Golfe lui a permis de voir à quel point il est important que le chef d'orchestre mène la stratégie aérienne de manière intelligente, en coordination avec les autres armées afin qu'elles puissent, toutes ensemble, remplir les buts de guerre. L'opération au Kosovo en 1999 a néanmoins montré que lorsque la politique s'immisce dans la définition des opérations militaires, les buts de guerre s'en retrouvent brouillés. Il remarque que, ces vingt dernières années, l'utilisation de l'arme aérienne a permis d'élargir la vision géopolitique du monde au plan militaire et d'accroître son rôle grâce à ses capacités d'allonge et d'intervention rapide.

#### **Ulysse Gosset**

Je me tourne vers le général Fleury. Vous avez été chef d'état-major de l'armée de l'air et participé à la première guerre du Golfe. Quel regard portez-vous sur ces vingt dernières années et comment voyez-vous le rôle des forces aériennes dans le nouveau contexte géopolitique ? Quelle est l'utilité de cette « diplomatie aérienne » ?

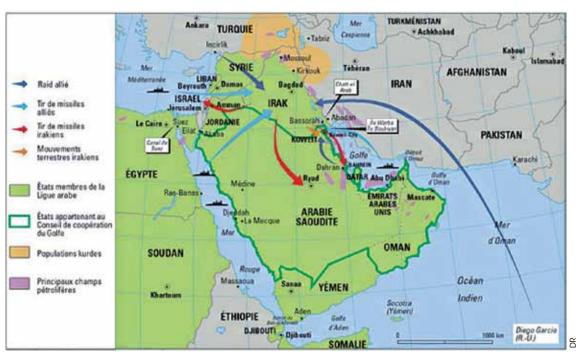


Général (2S) Jean Fleury

Elle s'avère indiscutablement indispensable. Les forces aériennes constituent l'une des composantes de nos armées, nécessaire comme les autres mais spécifique. On ne soulignera jamais assez la spécificité de cellesci, leur emploi dans la troisième dimension avec leurs caractéristiques de réactivité et de souplesse d'emploi. Elles apportent de fait des éléments absolument essentiels. Deux

sont primordiaux pour moi ; ils ont été mis en évidence durant la première guerre du Golfe – l'opération Desert Storm. Le premier tient à l'utilisation intelligente de la stratégie aérienne par un chef d'orchestre qui utilisait de la même façon les autres composantes. J'avais écrit un article en avril 1990 expliquant comment il convenait d'employer l'armée de l'air, ce qui m'avait valu des critiques plus qu'acerbes de hauts responsables militaires des autres armées. J'ai eu la satisfaction de voir que ce concept avait été mis en œuvre. Ce n'est ni l'armée de l'air, ni la marine, ni l'armée de terre qui ont gagné la guerre. C'est l'ensemble des trois armées, sous les ordres d'un chef militaire, en fonction des buts de guerre définis par l'ONU, qui a « rempli le contrat ». Cela a marqué un virage extrêmement important dans les réflexions des politiques et des militaires sur l'intérêt et l'emploi de l'arme aérienne.

Deuxième élément, cette fois sur le plan géopolitique : je crois que cette guerre a changé complètement le point de vue des politiques sur les zones d'intérêts primordiaux de la France. Jusqu'en 1990, la France s'intéressait aux problèmes africains et méditerranéens. Cela s'arrêtait là. Le président de la République, François Mitterrand, a considéré en 1990 que la France devait participer à la libération du Koweït à la hauteur de ses intérêts. Dès lors, la France a élargi sa vision géopolitique du monde au plan militaire. En conséquence, l'armée de



Guerre du Golfe : situation en 1991

l'air a pris encore plus d'importance grâce à son allonge et à ses délais d'intervention extrêmement courts.

#### **Ulysse Gosset**

Quels sont les apports de l'intervention au Kosovo en 1999 ?

#### Général (2S) Jean Fleury

Je crois que cette intervention marquait une continuation. Le fait que le résultat diplomatique n'ait pu être obtenu aussi rapidement que lors de la première guerre du Golfe a



Aide humanitaire réalisée par le bataillon français de la KFOR au Kosovo à la fin de l'été 1999.

suscité un certain étonnement. Je crois que l'on n'avait pas vu qu'il avait fallu 43 jours d'opérations aériennes pour cette dernière. De même aujourd'hui, face aux massacres prévus en Libye, la situation politique n'évolue pas aussi vite que nous l'aurions souhaité. Il faut là encore donner « le temps au temps ».

Cette opération s'est inscrite dans le droit fil de la guerre du Golfe. Elle a posé cependant un autre problème, tenant à la définition des opérations militaires. L'amiral Rogel a indiqué tout à l'heure qu'il fallait un chef d'orchestre. Ce chef d'orchestre ne peut néanmoins remplir son contrat que s'il a des buts de guerre clairs et bien fixés. Or, durant ces opérations au Kosovo, le politique s'est immiscé de très près dans le détail des opérations, venant poser de véritables problèmes. Certes, les responsables civils doivent donner leurs ordres aux armées et s'assurer qu'elles remplissent les missions qu'ils leurs ont confiées. Il importe cependant, comme l'a brillamment démontré l'opération de 1991, que le politique reste au politique et que les opérations militaires restent aux militaires. Quand le politique se mêle de conduite des opérations militaires, cela ne fonctionne pas et vice versa.

## Regard sur le rôle de l'armée de l'air

par monsieur le sénateur Jacques Gautier, membre de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des force armées.

Monsieur le sénateur Jacques Gautier, membre de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, évoque le contexte géopolitique des opérations aériennes. Son propos s'articule autour de trois axes : quotidien, continuum et liberté d'action.



Monsieur le sénateur Jacques Gautier, membre de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mesdames et Messieurs, chers amis,

L'amiral indiquait tout à l'heure que nous devons toujours être prêts à faire face à des conflits auxquels nous ne sommes pas préparés. Je tiens à adresser un salut amical à mon collègue Jean-Claude Viollet, qui aurait été mieux placé que moi pour en parler, du fait du travail qu'il accomplit tout au long de l'année pour la défense de l'armée de l'air et de ses budgets.

Pour préparer cette table ronde, je me suis replongé dans le concept de l'armée de l'air. Le général Stéphane Abrial indiquait, en 2006, que « l'armée de l'air sert à explorer la troisième dimension pour garantir la protection de nos concitoyens, pour soutenir l'action d'un

décideur politique, pour participer à des engagements militaires en offrant de produire une gamme originale d'effets dans un cadre interministériel ou interarmées ». Je serais tenté de m'arrêter là : tout est dit dans cette citation. Je ne voudrais pas néanmoins vous priver d'une petite intervention et j'articulerai mon propos autour de trois mots qui me serviront comme autant de balises de navigation pour ordonner mes idées. Ces mots sont : quotidien, continuum et liberté d'action.

#### 1. Quotidien

Si ce mot m'est venu à l'esprit, c'est parce qu'en lisant le sujet de cette table ronde j'ai traduit mentalement « opérations aériennes » par « opérations extérieures » et j'ai tout de suite pensé à l'action de nos forces dans l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan ou en Libye. Or cela serait évidemment par trop réducteur. Les opérations aériennes se déroulent tous les jours, H-24, dans l'entraînement, bien sûr, car nos aviateurs ne seraient pas capables de faire ce qu'ils font en Afghanistan ou en Libye sans un entraînement intensif qui commence dès l'école, dès leurs premiers vols sur *Alphajet*.

Au-delà, le premier rôle, le premier devoir, la première opération d'une armée de l'air, c'est de garantir, de protéger le territoire national tant dans sa dimension terrestre que maritime et de protéger les flux civils et les réseaux qui



« L'armée de l'air contribue de façon quotidienne et décisive à l'exercice par l'État du monopole de la violence légitime dans son ciel et à l'utilisation des ressources offertes par la troisième dimension. »

les traversent. La première opération d'une armée de l'air, tous les jours de l'année, toutes les années, c'est d'assurer la surveillance et la maîtrise de l'espace aérien, d'identifier les 10 000 aéronefs qui survolent quotidiennement la France, d'être prête à intervenir pour les aider en cas de problème, de s'assurer de leurs intentions en cas de doute et de les empêcher de nuire en cas de besoin. Il en est ainsi par exemple des avions de tourisme qui s'égarent régulièrement du côté de Cherbourg pour tenter de voler des images de nos installations sensibles. À l'autre bout du spectre, la première opération aérienne est de tenir l'alerte nucléaire et l'alerte aérienne tous les jours et en tous temps.

N'oublions pas qu'en 2001, le 11 septembre, par temps clair et dégagé, une organisation terroriste jusqu'alors quasiment inconnue du grand public s'est transformée en puissance aérienne en détournant des avions de ligne américains et en les fracassant contre les symboles de la puissance américaine dans les conditions que nous savons. N'oublions pas qu'il y a quelques mois, en novembre 2010, les nations alliées de l'OTAN, réunies à Lisbonne, prenant acte de la prolifération de la menace balistique, ont décidé de développer leur capacité à protéger leurs populations et leurs territoires contre une attaque de missiles balistiques et d'en faire « un des éléments centraux de notre défense collective, qui contribue à la sécurité, indivisible, de l'Alliance ».

Le premier enseignement que je tirerais donc des vingt dernières années, c'est que l'armée de l'air contribue de façon quotidienne et décisive à l'exercice par l'État du monopole de la violence légitime dans son ciel et à l'utilisation des ressources offertes par la troisième dimension. Il faut pour cela que nous lui en donnions les moyens. Je pense en particulier à la rénovation du système de commandement et de contrôle des opérations aérospatiales SCCOA et au report de sa modernisation, que je regrette beaucoup.

#### 2. Continuum

La maîtrise de l'espace aérien ne s'arrête pas à l'atmosphère. En vertu d'un décret de 1975, modifié en 1994, l'armée de l'air a pour mission de garantir la souveraineté et la liberté d'action dans l'espace aérien national, de surveiller les approches aériennes du territoire, du sol jusqu'à l'espace. Cette mission permanente suppose de pouvoir s'adapter à tout type de menace. Les vitesses d'évolution des intercepteurs peuvent par exemple être très faibles. Il faudra alors des hélicoptères pour les intercepter, tels que ceux de l'escadron qui veille à la protection de l'espace aérien au-dessus de la capitale.

Or trop souvent par le passé nous avons pensé uniquement les opérations aériennes en termes d'aviation de combat ou d'aviation de trans-

port. Nous avons négligé l'espace - ou plus exactement les moyens militaires spatiaux. Nous tardons à remplacer nos satellites d'observation au risque de rupture capacitaire. Le successeur d'Helios B – Musis n'a toujours pas été lancé. Pour l'observation électromagnétique - CERES - de même que pour l'alerte avancée, le successeur du démonstrateur Spiral, nous prenons du retard. De la même façon, nous avons négligé l'utilisation des drones dans l'exercice de la puissance aérienne, les drones MALE en particulier. Cela constitue un grand enseignement du passé et une source de réflexion pour le futur. De ce point de vue, certains ici connaissent mes positions. Je vous en ferai grâce. Je dirai simplement qu'il faut savoir parfois dissocier les enjeux industriels des enjeux opérationnels et ne pas essayer de courir tous les lièvres à la fois.

Nos troupes ont besoin de capacités ISR en Libye. Elles en ont besoin maintenant et non dans trois ans. Or il n'existe pas divers moyens d'y arriver. Les opérations aériennes s'inscrivent dans un « continuum capacitaire » allant de l'avion d'entraînement jusqu'à l'armement en passant par le *pod* qui permet la désignation.

#### 3. Liberté d'action

L'armée de l'air apporte aux décideurs politiques que nous sommes deux grands avantages. Le premier tient à sa flexibilité. Elle offre des possibilités précieuses d'appui des initiatives politiques et diplomatiques et s'intègre dans une « diplomatie coercitive » qui fait appel à un usage maîtrisé de la force. Tel est le cas en Libye. Le but ne consiste pas à conquérir ou à détruire mais à interdire le massacre de populations civiles et d'entrer en négociation pour obtenir le départ du colonel Kadhafi. Cette diplomatie coercitive peut s'exercer de manière graduelle, sur la durée comme au Kosovo en 1999, ou de manière ponctuelle par des attaques brèves mais ciblées, comme lors de la première guerre du Golfe. En outre, l'intervention aérienne présente un caractère réversible car son empreinte logistique est faible. Elle peut en effet être interrompue à tout moment, dès lors que les objectifs qui ont motivé son emploi ont été atteints, et cela en fait un outil très précieux pour les politiques.

Le second avantage de l'arme aérienne est l'ubiquité, c'est-à-dire la capacité qu'elle offre à nos autorités politiques d'intervenir en tous points



« L'armée de l'air offre des possibilités précieuses d'appui des initiatives politiques et diplomatiques et s'intègre dans une « diplomatie coercitive » qui fait appel à un usage maîtrisé de la force. »

du globe, avec des délais de mise en œuvre relativement brefs. Avons-nous besoin de renseignement en Afrique sub-saharienne ? Cela est possible, sans nécessairement risquer des moyens ou des hommes dans une manœuvre de renseignement dont l'échec pourrait avoir des conséquences graves. C'est possible, bien sûr, à condition de s'en être donné les moyens préalablement et de ne pas « bricoler » comme nous, Français, le faisons trop souvent, avec les moyens du bord, même si parfois le bricolage atteint des niveaux élevés dans l'art de la guerre et suscite l'admiration des professionnels.

Là encore, il est grand temps de moderniser nos ravitailleurs et de passer, enfin, l'appel d'offre du programme MRTT. Je pense qu'il faut toujours, en matière de défense comme ailleurs, proportionner ses ambitions à ses moyens. Avec des moyens de 1,6 % de notre PIB, nous ne pouvons avoir des ambitions de même nature. Cette situation ne peut perdurer et il nous faut trouver les voies et les moyens de faire autrement. Il existe des pistes dans le domaine bilatéral et multilatéral.

L'armée de l'air est un des instruments les plus précieux qui soit dans la conduite des affaires internationales. Pour pouvoir jouer son rôle, l'exécutif et le législatif doivent lui en donner les moyens.



Monsieur Ulysse Gosset, journaliste à France Télévisions.

#### **Ulysse Gosset**

Vous avez fait allusion à l'intervention en Libye. Quelle a été votre réaction lorsque vous avez compris que, pour la première fois, les États-Unis ne prendraient pas la tête de cette intervention de l'OTAN, laissant Français et Britanniques en première ligne ? N'êtes-vous pas troublé par les mises en garde du secrétaire d'État à la Défense, Robert Gates ?

#### **Jacques Gautier**

Nous soulignons depuis de nombreuses années que l'Europe doit enfin prendre ses responsabilités et ne pas toujours se retrancher derrière les Américains. Nombre de nations européennes, de par leur histoire, leur tradition ou leur taille, ont depuis trop longtemps privilégié à tout prix le maintien de l'aide américaine et n'ont pas pu, voulu ou su faire les efforts financiers et politiques nécessaires pour se doter d'armements leur permettant de répondre aux besoins.

L'Europe, pour prendre toute sa place, doit être capable de se doter d'un commandement pour faire face à ce type de missions. Les États-Unis vont de plus en plus se tourner vers la Chine et le Pacifique, et les Européens devront, au sein voire en dehors de l'OTAN, prendre leurs responsabilités. Cette fois encore, même si les Américains ne se trouvent pas en première ligne, ils restent indispensables pour la logistique, avec leurs avions ravitailleurs et leurs drones, qui nous offrent une plus grande efficacité dans nos tirs. C'est le début d'une marche que nous devons mener, et l'accord franco-britannique constitue un pas dans ce sens. Nous devons prendre nos responsabilités et, tout en comptant sur nos alliés américains, être capables, petit à petit, de conduire des opérations avec d'autres pays européens. Il faut pour cela que certaines mentalités changent. Je pense notamment à nos amis allemands qui doivent réfléchir à leur place au sein de cette Europe de la défense.

# Le nouvel environnement médiatique des opérations aériennes

par monsieur Frédéric Pons, rédacteur en chef du service « Monde » de l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*.

Frédéric Pons, fort de son expérience de Casque bleu au Liban et de très nombreuses autres opérations extérieures, présente les effets de la médiatisation dans un conflit armé. Les progrès techniques permettent aujourd'hui aux médias de couvrir en instantané tous les conflits à travers le monde. Il faut donc préparer les forces armées à communiquer sur leur action.

Mon général, Mesdames, Messieurs, je vous propose une histoire, trois constats et deux recommandations.

#### 1. Une histoire

C'est l'histoire d'un petit âne gris tué par un tir d'obus de mortier français, quelque part dans un djebel du Sud-Liban en 1978. Exploitée par tous les hostiles de la zone, l'affaire remonta jusqu'au Conseil de sécurité de l'ONU. Les Français durent se justifier. Ce fut laborieux, pénible. C'est aussi l'histoire d'un petit sous-lieutenant de permanence ce soir-là au QG français. Il prit de plein fouet la tempête médiatico-politique soulevée par la mort du petit âne, alimentée par les médias libanais et étrangers, l'état-major de la FINUL, l'ambassade de France à Beyrouth et quelques affolés à Paris. Bien que nul, famélique et insolent, comme le veut la tradition, le sous-lieutenant n'oublia jamais le petit âne gris pulvérisé dans la montagne. Ces deux histoires n'en forment qu'une. Elles forment pour moi l'axe de cette réflexion que je vous propose, sur le contexte géo-médiatique qui se trouve aujourd'hui au cœur de toutes nos opérations, qu'elles soient terrestres, navales ou aériennes.

Le sous-lieutenant devenu journaliste retint quelques enseignements de cet épisode :

- ✓ sur la réactivité, la brutalité, le cynisme des médias ;
- ✓ sur la capacité d'affolement des politiques et des diplomates et leur soumission subie ou consentie au tempo des médias ;
- ✓ sur la naïveté et la vulnérabilité des militaires en opérations, lorsqu'ils sont soumis à cette pression médiatico-politique.

Aujourd'hui le journaliste devenu rédacteur en chef en tire quelques constats :

- ✓ que la puissance, l'influence et l'autorité ne sont plus toujours, dans nos sociétés démocratiques et hyper-médiatisées, du côté des responsables légitimement élus ou légitimement désignés par les élus ;
- ✓ que les militaires sont parfois dépassés, piégés, voire dépossédés de la plénitude de leurs responsabilités opérationnelles par le couple politique et médiatique, leur partenaire obligé en temps de paix, de crise ou de guerre;
- ✓ que toutes les opérations sont marquées par une contraction spectaculaire du temps politico-médiatique, une constante depuis 1991, voire 1978.



Trente ans après le Liban, après 15 ou 20 OPEX vécues comme journaliste reporter de guerre ou officier de réserve, je retiens trois facteurs qui aujourd'hui conditionnent les opérations et renforcent, amplifient ou aggravent le rôle des médias et la relation particulière entre les trois grands acteurs que sont les militaires en opérations, les politiques en décision et les journalistes.

#### 2. Trois constats

Mon premier constat tient à l'évolution des techniques de communication, marquées par la transmission instantanée des données audio, photo, vidéo et dont les caractéristiques sont parfois un peu négligées par les militaires en opération : l'ubiquité, la rapidité, l'instantanéité du recueil et de la diffusion des informations, leur exploitation tous azimuts, en boucle, sur un temps, en l'absence quasi totale de toute limitation géographique ou juridique. Cette évolution technique majeure n'a fait que renforcer la pression des médias sur les décideurs, civils ou militaires, en temps de paix comme en temps de guerre. Ceux qui ne se sont pas préparés à cela le paient très cher et ceux qui ignorent que la clepsydre est retournée dès la première seconde des opérations s'exposent à de terribles désillusions.

Le deuxième facteur de l'évolution de ce contexte est le facteur humain. Ce sujet s'avère difficile à aborder mais revêt une grande importance pour comprendre certaines attitudes ou évolutions qui peuvent parfois étonner, voire choquer les responsables des opérations que j'ai

souvent vus sur le terrain désarmés, désarçonnés dans certaines circonstances, face aux politiques ou aux médias. Ce facteur humain peut se résumer de façon caricaturale dans la sousculture militaire ou opérationnelle qui règne au sein de la classe intellectuelle supérieure, celle à laquelle appartiennent les décideurs politiques, les journalistes et tous les intellectuels un peu donneurs de leçons du genre de ceux que l'on rencontre un jour à Sarajevo, le lendemain à Benghazi, entre deux séjours à Marrakech. Cette sous-culture s'illustre par une incompréhension parfois immense et des approximations très graves devant la nature des opérations et leur spectre, du stratégique au tactique, en passant par l'opératif et le purement technique. Je ne ferai pas ici le catalogue des perles et bourdes. Simplement, je constate que ces propos inappropriés et approximations suscitent dans l'opinion une incompréhension, des attentes injustifiées et une impatience de mauvais aloi, tout cela rejaillissant toujours dans la perception des opérations et même dans leur conduite, lorsque les politiques, sous la pression de l'opinion publique et des médias, exigent des militaires ou chefs opérationnels des modes d'actions ou des attitudes qui n'étaient pas au départ inscrits dans l'ordre d'opération.

Mon troisième grand constat constitue presque un lieu commun. Il s'agit de la redécouverte de la guerre de contre-insurrection. Dans ce type de conflit, vous le savez, les populations et donc les opinions publiques sont replacées



Les opérations sont marquées par une contraction spectaculaire du temps politico-médiatique, une constante depuis 1991, voire 1978.

au centre de gravité de l'effort. Cela modifie l'art de la guerre car il n'est plus aussi simple de commander ou de combattre qu'au temps des guerres napoléoniennes ou que dans le déroulé de la méthode de raisonnement tactique. Ces nouveaux conflits exigent en effet de la part des chefs une capacité énorme d'adaptation et de coordination des acteurs extrêmement divers qui interviennent dans le domaine des opérations et qui ne sont pas tous militaires. Les chefs aujourd'hui savent que la manœuvre se situe dans une stratégie interministérielle civilo-militaire d'ensemble, ce que le Livre blanc nomme « l'ensemble des instruments diplomatiques, financiers, civils, culturels et militaires ». J'y ajoute l'instrument médiatique. Il est utilisé mais il est parfois un peu négligé. Nous sommes là au cœur de ce concept - que vous connaissez tous - d'approche globale ou intégrée que l'OTAN a découvert bien après que Lyautey l'eut énoncé lorsqu'il était au Maroc.

Nos opérations sont donc toujours civilomilitaires parce qu'elles sont aussi placées en permanence sous l'œil d'observateurs civils que sont les médias, au profit des opinions publiques. Le problème tient au fait que ces observateurs, vous le savez, ne sont pas toujours doués d'une impartialité ou d'une honnêteté garanties. Il faut faire avec. C'est l'une des contraintes actuelles majeures du paysage géo-médiatique. Ces opérations se font le plus souvent au sein des populations avec des contraintes majeures :

- ✓ La durée d'engagement. Plus l'opération va durer, plus le doute va s'instiller dans l'opinion publique sur les raisons initiales de l'engagement, sur les buts de l'opération, sur la légitimité des efforts financiers et humains. L'adversaire, quel qu'il soit, sait aujourd'hui parfaitement exploiter ces faiblesses dans ses actions de communication ou de propagande qui visent les opinions publiques par le biais de nos propres médias. La durée contribue à miner les volontés.
- ✓ La complexité des situations. Plus la situation est complexe, plus elle engendre la



Patrouille de soldats britanniques en Irak.

confusion et brouille les repères. En coalition, notamment, la multiplicité des acteurs civils et militaires rend la tâche extrêmement difficile. Ces acteurs sont autant d'interlocuteurs naturels des médias, ce qui prive le chef opérationnel, ses amis ou les gens mandatés pour la communication de la plénitude de l'exercice de cette responsabilité. Dès lors que tous les acteurs sont susceptibles de parler, les médias ne se gênent pas pour les solliciter. Les chefs militaires perdent ainsi la capacité à exprimer seuls la communication sur l'opération.

- ✓ La globalisation de l'information. Cette globalisation « sans frontières » contracte le temps, accroît la pression et modifie l'agenda de la décision. Le temps des politiques se trouvera en permanence en décalage par rapport au temps des militaires, tout cela sous la pression du tempo médiatique. De fait, l'agenda s'accélère, le tempo des médias tend à supplanter celui des politiques et des militaires, ce qui entraîne des réactions imprévisibles qui viennent parfois polluer l'ordre naturel des opérations.
- ✓ L'exposition informationnelle permanente des opérations est aujourd'hui prise en compte H 24, sans frontières et sans limite de temps. Chaque action est aussitôt exposée dans les médias.
- ✓ L'accumulation des données entraîne un effet de saturation et de lassitude au sein des opinions publiques. Plus les informations sont nombreuses sur les avions au combat, les



« Le temps des politiques n'est pas le temps des militaires. »

Z

patrouilles en Afghanistan, plus les opinions ont tendance à se lasser, avec un effet consécutif de *zapping*. Ces sujets passent de la une au milieu du journal avant de disparaître. Cet effet est précisément mesuré dans les médias par le Médiamat, les réactions des lecteurs ou des sondages réguliers. Les opérations aériennes actuelles en Libye commencent à lasser. Le désintérêt de l'opinion publique traduit d'une certaine façon la lassitude des décideurs politiques.

En illustration, je ne peux que vous renvoyer à l'Afghanistan, à la Côte-d'Ivoire et à la Libye. À peine commencée, une opération doit présenter son clap de fin. Il faut annoncer la sortie voire l'issue de secours. Plus les armements engagés sont puissants et massifs, comme en Libye aujourd'hui ou au Kosovo en 1999, moins l'opinion, les médias et les pouvoirs publics comprennent que les choses n'aillent pas plus vite. Si l'on ne sait pas expliquer pourquoi il n'en est pas ainsi, la lassitude gagne et l'opération commence à être perturbée.

#### 3. Deux recommandations

Je retiens, pour terminer, deux recommandations:

✓ **Un impératif de pédagogie**, rendu d'autant plus nécessaire que la culture militaire dans notre pays tend à disparaître du fait notam-

ment de la suspension du service national. Déjà, la classe intellectuelle supérieure n'a pas fait de service militaire. Parmi les « planqués », certains sont des élus de la nation ou exercent des responsabilités gouvernementales majeures et il leur faut des efforts particuliers pour comprendre la nature exacte des rapports humains au sein des armées, comprendre le sens de l'engagement, du sacrifice suprême, sans parler des contraintes des opérations ou des capacités offertes par tel ou tel armement. Il ne s'agit pas de se connaître pour le plaisir, dans une stratégie « bisounours » d'aimez-vous les uns les autres. Il s'agit de rendre les logiciels compatibles, de donner aux politiques et aux journalistes une culture militaire et vice versa. Il en va de la légitimité réciproque, chacun dans son domaine professionnel. Il s'agit d'apprendre à se connaître et à se comprendre pour travailler ensemble sans attendre le choc et la pression des opérations. À cet égard, les visites de nos élus et journalistes dans les unités s'avèrent très utiles. Cette méthode doit sans doute être développée et étendue. Combien de parlementaires connaissent aujourd'hui les questions militaires ou de défense? Entre 20 et 50, tout au plus. Les journalistes ont eux aussi un énorme effort à accomplir. Nous le faisons, dans le cadre de l'association des journalistes de défense, avec des stages, voyages et rencontres. Ce travail doit continuer car nous assistons ces dernières années,

en particulier depuis 2002, à un regain d'intérêt des jeunes journalistes pour les questions de défense. L'une des tâches de l'association des journalistes de défense (AJD) est de les aider, en liaison avec la DICOD et les SIRPA.

✓ Un impératif de communication, auquel personne n'échappe. Aucun système ne peut plus concevoir d'action aujourd'hui sans communication. Je ne dis pas que la communication permet de gagner une guerre mais je prétends qu'une guerre, même bien menée, peut être perdue ou brouillée faute de communication et qu'une bonne communication facilitera forcément une bonne perception de l'opération en installant sa légitimité et en permettant d'atteindre l'effet final recherché. La guerre du Golfe, qualifiée par l'amiral Rogel de premier jalon décisif dans les opérations, a constitué un jalon majeur dans la communication. La communication était alors pour les armées proche de zéro. En vingt ans, la situation a complètement changé. Les armées ont mis en place des structures et formé du personnel compétent. Cela se passe globalement plutôt bien, malgré quelques menus accrochages, qui ne sont pas toujours le fait des militaires chargés de la communication. La communication parfois leur échappe, récupérée par le niveau politique. C'est souvent là que naissent les problèmes. La tentation reste le repli. Il ne faut pas y céder car c'est ce que cherche l'adversaire, qui l'exploitera pour rester maître du champ de bataille et placer sa propagande et plaider ses intérêts. Pour terminer, en plaidant pour la communication, vous pourrez croire que je défends mon métier, dans une logique corporatiste. Je vous rassure. Cela n'est pas mon genre. Je me réfère simplement à ce que dit un habitué des raids médiatiques ciblés ou massifs: « La communication est à l'action ce que la préparation de l'artillerie est à l'infanterie. » Ce constat est une recommandation. Elle est faite par Nicolas Sarkozy, chef de l'État et des armées.



Une équipe de télévision américaine suit des Marines décrivant les principes des opérations contre-insurrectionnelles.

## La Chine : la nouvelle donne géopolitique

par monsieur Jean-Pierre Lafon, ancien ambassadeur de France au Liban et en République populaire de Chine.

Jean-Pierre Lafon, ancien ambassadeur en Chine, explique en quoi ce pays est différent des pays occidentaux. Les Chinois, qui estiment avoir été humiliés pendant 150 ans, sont aujourd'hui particulièrement attachés à rétablir leur souveraineté et leur rayonnement dans le monde. Devenue une véritable puissance économique, la Chine a néanmoins conscience de ses faiblesses, telles que sa démographie, qui la rend dépendante des importations en matière de ressources énergétiques ou son manque de maîtrise de l'espace satellitaire. Depuis 20 ans, la politique militaire chinoise se réorganise avec le développement de sa marine pour assurer la protection de ses axes de communication et empêcher les survols américains, de son aviation, et de son système spatial pour détenir des armes capables de détruire les satellites américains. Dans ce contexte en pleine mutation, la Chine mène une course à la technique afin de devenir un acteur majeur sur la scène internationale.

#### **Ulysse Gosset**

Notre dernier interlocuteur est l'ambassadeur Jean-Pierre Lafon, qui fut **ambassadeur en Chine et au Liban**. La Chine sera sans doute la première puissance mondiale à l'horizon 2030-2050. Quelle est sa stratégie en matière militaire? Comment faut-il voir cette nouvelle Chine? Constitue-t-elle une menace?

#### Jean-Pierre Lafon

Sans doute faut-il commencer par introduire le propos sur la pensée chinoise. Ce monde, qui s'est forgé totalement en dehors de l'Occident, cinq siècles avant Jésus-Christ, a des modes de pensée très différents des nôtres. Le grand stratège Sun Tzu a défini l'art de la stratégie chinoise: « Vaincre sans combattre ». Confucius ne dit pas les choses différemment. Il dit : « À celui qui me conseille l'audace, je préfère celui qui gagne par la circonspection et la stratégie. » Sans doute y-a-t-il eu des combats en Chine mais c'est la dernière option. La Chine est un peuple de stratèges. Sun Tzu indiquait aussi :



« Connais l'ennemi mais connais-toi toi-même, connais le terrain, connais le climat et tu seras invincible. Si tu veux engager le combat et que



la situation n'est pas bonne, n'engage pas le combat. Change la situation et, quand tu auras changé la situation, au moment où tu engageras le combat, tu l'auras déjà gagné. » Cela a été écrit cinq siècles avant Jésus-Christ mais cela reste d'une actualité parfaite. Mao Zedong, dans ses écrits sur la guerre révolutionnaire, se référait d'ailleurs constamment à Sun Tzu.

La Chine, le pays du milieu, la puissance mondiale la plus importante jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, sort de 150 ans d'humiliation. La première guerre contre la Chine, la guerre de l'Opium, a été déclenchée en 1842 parce que les commerçants britanniques voulaient vaincre la résistance des Chinois à l'exportation de l'opium en Chine. Humiliation par les Occidentaux mais aussi par les Japonais. Mao reste une idole parce qu'il a rétabli la dignité de la Chine, au même titre que le premier empereur chinois, Shi Huangdi, très connu chez nous par l'armée enterrée.

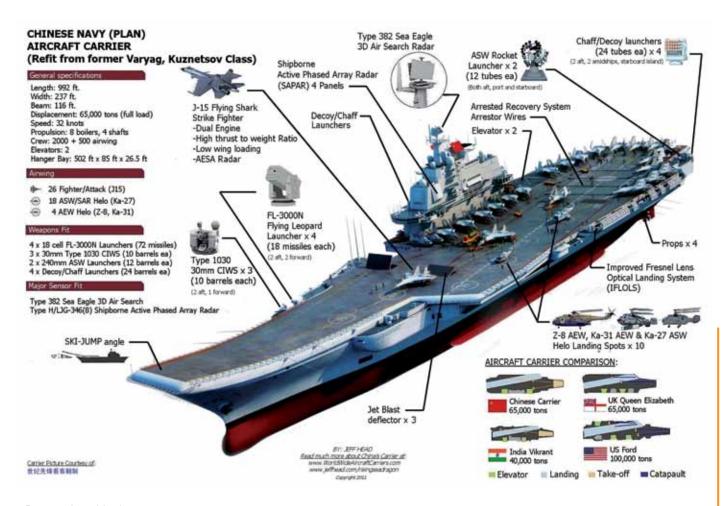
Face à cette pensée, les Chinois conduisent plusieurs objectifs. Ils souhaitent en premier lieu rétablir le rayonnement de la Chine. Or les Chinois ont une conception du temps différente de la nôtre. Ils pensent que le balancier a changé, que l'Occident, pendant 300 ans, a dominé le monde jusqu'aux dix dernières années, mais que nous entrons aujourd'hui dans un nouveau cycle qui verra émerger tous les pays humiliés, au premier rang desquels figurera la Chine. L'axe du monde passera ainsi de l'Atlantique au Pacifique. La Chine rétablit déjà sa puissance économique. Elle vient d'introduire une institution de nota-

tion économique des dettes du monde, qui a récemment dégradé la dette américaine. Les Chinois connaissent aussi leurs faiblesses. Ils sont particulièrement conscients de leurs deux faiblesses actuelles. Ils estiment qu'ils n'ont pas la totale maîtrise de leur souveraineté, maîtrise totale qui suppose la maîtrise de l'espace aérien au sens large, c'est-à-dire aussi l'espace satellitaire. Par ailleurs, leur progression économique, leur chiffre de population - 1,350 milliard d'habitants - et leur développement à venir entraînent leur dépendance envers les ressources énergétiques du monde. Ils créent aujourd'hui une toile d'approvisionnement des matières premières dans le monde mais cela constitue une vulnérabilité. Il faut assurer la protection des moyens de communication. Or une grande partie de ces approvisionnements passent par la zone sensible du détroit de Malacca, qui pourrait être, le cas échéant, bloqué par une puissance étrangère détentrice de moyens militaires considérables.

C'est sur la base de ces données que la politique militaire chinoise s'élabore depuis vingt ans et continuera à l'avenir de s'élaborer. Les Chinois se sont réorganisés dans les années 1990, à l'initiative de Den Xiao Ping. Les armées chinoises comptent plus d'1,5 million de militaires et 500 000 réservistes. La Chine a réduit



Le stratège chinois Sun Tzu (544-496 av. J.-C.).



Porte-avion chinois.

ses forces terrestres pour mettre l'accent sur la marine, l'aviation et le système spatial. La capacité navale a augmenté et continue d'augmenter. Vous évoquez la menace chinoise. La Chine considère qu'elle est appelée à reprendre son rôle traditionnel et que le budget par habitant des États-Unis du point de vue militaire est six ou sept fois supérieur à celui de la Chine. Elle estime donc qu'il est normal qu'elle dispose des moyens militaires comme les États-Unis. La construction d'un porte-avions n'a donc rien d'extraordinaire à ses yeux. Pour protéger ses voies de communication, elle a constitué une série de bases navales au Pakistan, au Bangladesh, en Birmanie, en installant, au travers de ce dernier pays, un pipe-line lui permettant d'éviter de passer par le détroit de Malacca. Ce « collier de perles » constitue un sujet d'inquiétude pour l'Inde. Ces forces navales sont chargées, outre de protéger les voies de communication, d'interdire progressivement l'espace de Taïwan aux avions américains. La souveraineté chinoise n'est pas respectée, du fait de l'espionnage par les avions

et les satellites américains. Or la Chine, du fait de l'humiliation passée, reste particulièrement sensible au respect de sa souveraineté. La Chine n'a pas fait échouer le sommet de Copenhague, comme les Occidentaux le pensent. Elle est au contraire plus consciente que nul autre pays des défis climatiques, subissant au premier chef les conséquences du réchauffement qui entraînent une désertification de son territoire. Les Occidentaux ont voulu créer un observatoire international du respect des normes



J-11 de l'armée chinoise.

de lutte contre le réchauffement de la Terre, contrevenant à la souveraineté. Seule la Chine peut juger de son propre respect des normes sur son territoire. C'est donc sur ce point que la Chine s'est opposée.

La première illustration de cette sensibilité à fleur de peau de la Chine en matière de souveraineté fut l'interception, en 1999 ou 2000, d'un avion espion américain qui frôlait le territoire chinois pour observer les bases chinoises du détroit de Taïwan. Il a été intercepté par un avion chinois et conduit sur l'île de Hainan, quelques mois après l'élection du président Bush qui avait ciblé la Chine comme son premier adversaire. Les États-Unis ont immédiatement protesté et menacé. Les Chinois ont invité le consul américain à visiter les prisonniers mais exigé des excuses du Gouvernement américain, pour « humilier » l'adversaire. Les Américains ont refusé et les Chinois ont décidé de conserver l'avion et les prisonniers jusqu'à ce que les Américains expriment leurs regrets. Les Chinois ont libéré les prisonniers puis, trois mois plus tard, l'avion, en pièces détachées. Telles sont les méthodes chinoises : elles visent à connaître les techniques, donner un signal et humilier l'adversaire.

Sur le plan aérien, les Chinois renforcent leurs capacités. Leur stratégie consiste à emprunter les techniques partout où ils les trouvent. La Russie leur a vendu 24 *Sukhoï* avant que les Chinois ne rompent le contrat et développent un nouvel avion à 90 % chinois. Il en est de même de leur fusée *Long March*, qui est basée sur les techniques russes. Dans le cadre du développement de leur stratégie navale, les Chinois ont besoin d'un nouveau type d'avion, avec les ailes repliables, pour leur porte-avions. Or la Chine constitue un marché considérable. Les Chinois ont donc acquis auprès de l'Ukraine un exemplaire de l'avion russe et en possède désormais la technique.

#### **Ulysse Gosset**

Cela relève d'un changement stratégique considérable.



Fusée chinoise Long March

#### Jean-Pierre Lafon

C'est le changement stratégique du monde actuel, dans lequel émerge la Chine. La même démarche est entreprise aujourd'hui pour l'espace. La Chine prépare une station spatiale chinoise et, après s'être retirée du programme Galileo, un système de positionnement spatial chinois. Leur plan est prêt. Tout cela devrait être mis en œuvre dans les années 2015-2020. Cela n'est qu'une première étape dans leur volonté de maîtriser l'espace et de détenir des armes capables de détruire les satellites américains. Cela participe de la logique de sauvegarder leur souveraineté nationale et de devenir un acteur majeur dans la maîtrise de l'espace. Acquérir la technique représente l'une de leurs priorités. Le Président chinois avait indiqué que l'Europe comptait trois grandes puissances: le Royaume-Uni pour la finance, l'Allemagne pour l'industrie et la France pour la technique, ajoutant que c'était ce dernier point qui primait.



#### **Ulysse Gosset**

Nous avons dressé un tableau assez vaste. Il est temps de vous donner la parole.

#### Général Jean-Paul Paloméros, chef d'étatmajor de l'armée de l'air

Je voulais remercier cette table ronde très diversifiée. Passionnante, elle correspond bien à l'esprit des *Ateliers de l'armée de l'air* qui, depuis leur origine, visent à nous stimuler et nous pousser dans la réflexion. Les opérations menées en 1995 en Bosnie ont été déterminantes non seulement pour l'avenir de la Bosnie, sans doute pour l'avenir de la Serbie, mais aussi pour la perception qu'ont eue ensuite les hommes politiques sur l'intérêt d'une puissance aérienne bien utilisée, ce qui n'était pas

le cas jusqu'alors dans les Balkans. L'arrestation récente de Mladic est une grande joie pour moi et beaucoup d'autres. Cette guerre de Bosnie, où l'OTAN, pour la première fois, est intervenue en soutien des forces de l'ONU, dans un cadre complexe, interarmées, international, dans un milieu complexe, urbain. Je me souviens des frappes à Sarajevo, où nous devions distinguer les forces russes de l'ONU, les forces serbes qu'elles venaient ravitailler, avec des dizaines d'avions qui venaient frapper, avec des précisions métriques, avec le soutien des hommes au sol qui étaient intégrés dans les compagnies terrestres de manière à désigner les cibles. Cela a constitué les prémisses des opérations aériennes que nous vivons aujourd'hui en Afghanistan et, sous certains aspects, en Libye. Les premiers drones décollaient de Hongrie, survolaient la Bosnie et



Situation avant la guerre de Bosnie-Herzégovine

Situation après la guerre de Bosnie-Herzégovine



transmettaient leurs informations aux centres d'opérations aériennes construits pour mener ces opérations. Tout cela donnait bien le cadre des opérations actuelles. Je pense que l'intervention ultérieure au Kosovo n'est ni plus ni moins que le prolongement de ce qui s'est passé en Bosnie, les politiques comprenant qu'ils ne pouvaient plus laisser faire la même chose et devaient agir. Prenant exemple de l'action déclenchée en Bosnie, ils ont lancé ces opérations aériennes. Depuis lors, il est clair à mon sens que les opérations aériennes constituent, aux yeux des décideurs, un moyen souple et relativement pratique et efficace pour apporter au moins un premier élément de réponse aux crises. C'est ce que nous avons vécu le 19 mars dernier, lorsqu'il s'est agi d'arrêter les frappes sur Benghazi.

#### ? Ulysse Gosset

Monsieur Chevènement, souhaitez-vous réagir?

#### ✓ Jean-Pierre Chevènement

François Mitterrand était un homme de grande culture historique. Il se souvenait assurément de l'alliance étroite entre la France et la Serbie durant la première guerre mondiale ainsi que pendant la seconde, et du combat héroïque des Yougoslaves contre le nazisme. Il a été très affecté lorsque vers 1994 le monument à la France a été recouvert d'un voile noir. Sans faire parler les morts, je pense que l'affaire du Kosovo se révélait quand même problématique. Il faut aussi juger de ces stratégies du point de vue de leur résultat politique. Le Kosovo constitue un État non viable, dont les dirigeants sont mis en cause par le Conseil de l'Europe. Les généraux français sont toujours intervenus pour limiter les objectifs dans une opération qui se plaçait dans le cadre de l'OTAN. Les cibles ont fait l'objet de discussions, fatiguant énormément les États-Unis. Cet élément a participé à leur décision d'intervenir seuls, en 2003, en Irak. Le général Fleury a évoqué le déplacement de nos centres d'intérêts au-delà de la Méditerranée et de l'Afrique. Nous sommes effectivement intervenus en Irak. Nous détenons une base à Abu Dhabi. Nos troupes sont engagées en Afghanistan. Ce mouvement ne correspond-il pas à celui qui a conduit la France, par un processus lent mais, semble-t-il, irréversible à réintégrer l'OTAN ? Notre doctrine de l'indépendance nationale nous faisait intervenir dans les zones où étaient concentrés nos intérêts sinon vitaux du moins essentiels. Au-delà, nous étions présents commercialement. François Mitterrand a indiqué un jour que nous avions mille fois plus d'intérêts pour le Liban que pour



le Koweït, zone qu'il considérait relever des Anglo-Saxons. Il avait une vision relativement traditionnelle. Il me semble quand même que nos interventions militaires au-delà de ce cercle traditionnel répondent aujourd'hui au fait que nous agissons désormais sous le contrôle opérationnel des États-Unis, comme en 1991, ou dans le cadre d'opérations de l'OTAN, comme au Kosovo en 1999. Nous ne sommes pas intervenus en Irak en 2003 mais, malgré nos réticences initiales, nous intervenons en Libye, en tant que nation pilote, un pays proche peut-être de nos intérêts en Tunisie ou en Égypte.

# ? Colonel Luc de Rancourt, commandant de la base aérienne d'Orléans-Bricy

Au-delà de ce sentiment d'humiliation, les Chinois s'inscrivent-ils dans une vision des relations internationales fondées sur la coopération internationale ou dans une approche réaliste des relations internationales qui constitueraient un jeu à somme nulle, légitimant un dilemme sécuritaire dans le Pacifique et dans le monde entier ?

#### ✓ Jean- Pierre Lafon

Dans la vision chinoise classique, il existe un concept important d'harmonie, que les Chinois mettent largement en avant, tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique extérieure. Leur but officiel est

d'obtenir un monde plus harmonieux. Dans le domaine de l'espace, ils prônent l'internationalisation de l'espace et son utilisation pacifique. La politique chinoise, au cours des 25 dernières années, a consisté, dans l'ensemble, à conclure des relations pacifiques avec l'ensemble de ses voisins. Elle l'a fait à la fois pour des raisons de priorités de politique intérieure et parce que ses voisins détenaient des ressources de matières premières et pétrolières, une coopération pacifique pouvant donc être utile à ses intérêts. Au-delà de ce concept officiel, la Chine participe de plus en plus aux opérations de l'ONU et occupe une place grandissante au sein des instances internationales. La Chine souhaite une politique de coopération et non de domination, même si, désirant ardemment retrouver sa place de pays du milieu, le monde devrait de plus en plus tourner autour d'elle. Je mettrai deux bémols à cette politique. La Chine détient un domaine de souveraineté sur lequel elle n'accepte aucune intervention. Il s'agit de son territoire, allant de Taïwan jusqu'au Tibet et comprenant aussi la zone maritime jusqu'aux îles revendiquées aussi par le Japon et les îles Spratley revendiquées par le Vietnam et les Philippines, zone qui peut comporter des ressources pétrolières très importantes. Pour l'ensemble du monde, la Chine est plutôt dans une attitude de coopération, la mentalité chinoise n'étant pas celle d'une domination physique. Pour autant, tout doit tourner autour de la Chine, qui a constitué l'empire du Milieu durant deux décennies et doit le redevenir.

## Getting the Most Out of Airpower.

par le colonel John A. Warden III, USAF.

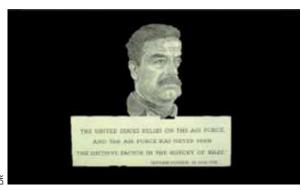
Le colonel Warden, célèbre pour sa théorie des cinq cercles, présente des pistes de réflexion visant à obtenir le meilleur de la puissance aérienne dans les années à venir. Selon, lui, il est indispensable pour y parvenir, d'envisager la puissance aérienne au niveau stratégique et non pas de la claquemurer au niveau tactique. Le colonel Warden propose ainsi de promouvoir l'arme aérienne comme un véritable outil stratégique. Reprenant la théorie des cinq cercles, il démontre toute la pertinence de la puissance aérienne dans les conflictualités modernes.



John A. Warden III.

## I. Preamble

I would like to give you some ideas as to how we can get the most out of the airpower that we have available to us, as well as what we will develop in the future. Regarding the perception of airpower just before 1990, both outside and within the US, Saddam Hussein was quoted in the *Washington Post* on 30 August



The airpower in 1990.

1990 as saying that the US relies on its air force, and that the air force has never been a decisive factor in the history of wars. This bet turned out to be a bad one, because it was several months before Iraq was in a state of strategic, operational and tactical paralysis.

## II. Airpower

#### 1. Problem

Today we have an extraordinary amount of capability from all kinds of research platforms, and this will probably only get better. However, there is a twofold problem, despite a number of successes during the 1990s and up to the first part of the Afghanistan war. That is because airpower tends to be seen as a tactical rather than a strategic tool. Secondly, national leaders, and in some cases leaders of airpower, are not getting enough out of airpower because they are not thinking about it at an appropriately strategic level.

## 2. Solution

The solution is twofold. Firstly, we need to make a concerted effort to link airpower application to strategy, using the word to mean being successful in war. Secondly, we need to market airpower effectively as a strategic tool, as opposed to marketing it in terms of capabilities and platforms at a tactical level. Approaching the first part of the problem, we need to resolve a problem that has been with

us since the birth of aviation, and that is that there are two views of war.

## III. Tactics vs. Strategy

#### 1. Tactics

One view is the tactical view, which is that battle is the supreme factor in war; this was articulated by Carl von Clausewitz. Airpower is then a tactical supporting tool no different from artillery, if he is right that war is about winning a decisive battle. The other view is that battles are tools from a strategic standpoint, but the idea is to win in war. Four centuries before the birth of Christ, Sun Tzu made the point that it is best to win without fighting. More recently, Maurice de Saxe said that a clever general could avoid battle during his entire career. Therefore, the strategic view of war is that you only do battle as an occasional tool. The question that comes up is whether we are interested in fighting battles or winning wars, and if the latter, we take a very different approach.

## 2. Thinking about Strategy

Strategy is sometimes a very complex and confusing subject, but after a great deal of experience of thinking about strategy in military and business contexts, you can break strategy down into four simple words, and it is about answering the questions posed by these words. These are Where, What, How and Exit. Where do we want to be in the future? Think about that as a future picture in order to solidify the idea that we are talking about some-

Where Do You Want To Be At Some Future Point In Time? Where? (Future Picture) What Are You Going To Apply Your Resources Against? What? (The Enemy As A System--Centers Of Gravity) How Will You Execute How? Your Strategy? (Fast And In Parallel) An Exit Plan For Strategic Mistakes, Failure And Successes? (War And Peace Transitions)

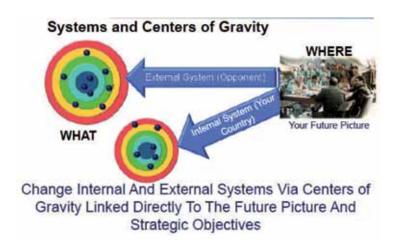
The key to war and airpower success.

thing very real. Secondly, what will we put our resources against? This includes airpower, ground power, diplomatic and communications resources. Thirdly, how will we execute our strategy, with particular attention to the standpoint of time? Fourthly, how will we get out of what we have got ourselves into, whether successful or not? I will expand on each of these.

#### 3. Future Picture

We can think about the surrender of the Japanese on board the Missouri as our future picture at the time of the Pearl Harbour attack in 1941, where Japan would be in a position where they had to surrender and do whatever we wanted it to do. What do we need to apply our resources to in order to make that future picture a reality? There are two ideas. The first one is that the enemy system must change. Something dramatic had to change; it had to be an overall change in the system leaving Japan no choice to go through this ceremony. The other part is that there are always two systems in military or other competitive operations, the other being our own. The American system did not have the capability in 1941 of making this happen, and a lot of things had to change in order to create this future picture. Therefore, the idea is to focus on external and internal systems and find the centres of gravity or control points, applying the appropriate resources to create system change to reach this future picture. That turns out to be changing centres of gravity that are directly linked to this future picture; the more direct it is the better.

When Iraq finished its invasion of Kuwait, it was a very strong power, dominating the Persian Gulf. Our objective, the desired system effect, was to reduce its capabilities to the point where it was no longer a dominating power or a strategic threat to its neighbours, but still had the ability to defend itself and could be economically viable. We wanted to reduce the energy level so that it accorded with our future picture for the war that took place.



## IV. Five Rings

## 1. System

We need a method for finding centres of gravity. The method we used in for planning the first Gulf War, and which has had application in other areas, business as well as military, was the concept of the five rings. This concept says that any organisation, whether a state, a terrorist organisation, an air force etc has the same pattern. It has leadership elements in the centre, groups of people trying to move the system in a particular way. The second ring consists of a set of processes which are really about energy conversion. The third ring is the physical infrastructure serving the various parts of the system.



Desired system effects Iraq 1991.

The fourth is the population ring where we find demographic groups, people who will respond in different ways to different messages. The last ring consists of fielded forces. Note that if we were looking at this from Clausewitz's viewpoint, we would probably put the fifth ring in the middle, which does not make sense, because it is a means to an end.

#### 2. Observations

We need to think about the entire enemy, not just one part of it: we need to change the entire system in order to achieve our future picture. Secondly, you start thinking about war from the inside outward, as opposed to the Clausewitzian schema, which does the reverse. Those two aspects together provide a significant amount of help in reaching the future picture. For example, looking at the first Gulf War, there was not very much in the initial presentation which had to do with the fielded forces; it had more to do with facilitating other operations. This provided a succinct way of establishing what we wanted to accomplish and how.

#### 3. Example

Regarding the importance of connecting a centre of gravity with a strategic effect, I recognise that there is some controversy about shutting off electricity. We believed that it was essential to creating a state of strategic paralysis in Iraq which would help us achieve our future picture. However, as our objective was for Iraq to be economically viable as soon as possible after the war, we were forced to think about the kinds of things we could attack so that the system could be restored very quickly. For example, it costs a lot of time and money to blow up a dam or a generator. We looked at what would affect the electrical system but could be rebuilt very quickly at low cost after the war, and the answer was the step-up transformers. Therefore, we had to link all of these

Leadership	Processes	Infrastructure	Population	Fielded Forces
Saddam Hussein	National Communications	Railroads	military officers	Air Defense
Key Baathists	Electrical System	Bridges	shiites	Air and Missile Offense
Ministry of Defense	Petroleum System		sunnis	
	Weapons of Mass Destruction Program			

First Gulf war centers of gavitiv

Al Qaida centers of gavitiy

Leadership	Processes	Infrastructure	Population	Action Units
[Osama Bin Laden]	Communications	Organization	members	Action Groups
Principal Deputies	Transportation	Safe Houses	supporters	Support Groups
Key Clerics	Document Production	Training Locations	clerics	Internal Security Agencies
Key Media	Recruiting & Training			Intelligence Agencies
Key Financiers	Financing			
	Research, Development & Acquisition			

things to the future picture at a high level, but also to think about the methodology to use to ensure we did not create problems that would counter the future picture.

## 4. Different Organisations

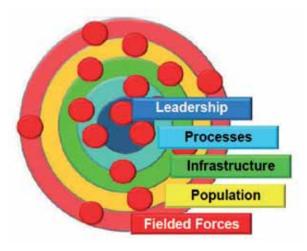
Can you apply this thinking to other kinds of organisations? The answer is that it is quite straightforward. For example, there is Al-Qaeda, but outside it there are key clerics in the Islamic world who, if they started talking about Al-Qaeda in a different way, would begin to reduce its ability to recruit. There would be an impact if Al-Jazeera started presenting things differently etc. Therefore, if we were able to have an impact in all these areas, and we have done quite well in a lot of them, Al-Qaeda would become significantly less powerful. Therefore, you can extend this model to a variety of different places, as well as applying it at an operational level to an enemy organisation at different levels.

## 5. Impact

We would like to have some idea of the relative impact of our applied efforts, our return on investment; we find that we will get a higher return when we do things against the first two rings than against the fifth. This does not mean we do not put any effort against the fifth, but that we will spend a lot of time and effort there without getting the same returns on the same time and effort applied to the first two.

## 6. Using Centres of Gravity

First of all, if we are to get a future picture, we need to change the opponent's system, and we do this by affecting strategic centres of gravity as directly as we can. That may be a positive or negative operation. For example, in Afghanistan we were conducting a negative operation against the Taliban, trying to destroy or otherwise damage them, and at the



Finding centers of Gravity

same time we were dropping food and blankets out in the hinterlands as a positive operation, to try to get people to be more supportive of what we were doing. Regarding military operations, anything that flies through the air is airpower, regardless of who owns it or its launch platform. Therefore, in whatever manifestation, airpower can address most centres that are susceptible to force. There are obviously a lot of centres of gravity that you cannot affect through force of any kind, so airpower in that case has no more value than ground or any other power; this is a mistake we frequently make.

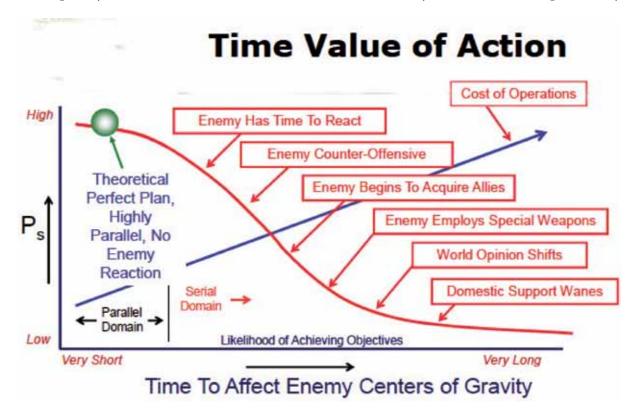
## V. Executing Strategy

## 1. Parallel Impact

The third question is how we compress time as we apply our resources. Iraq being much too big, we choose a handful of centres of gravity to attack in the first 24 hours of the operation with the intention of creating a parallel impact, driving the opponent into a state of strategic paralysis. This gives results in a short period of time and with a relatively short cost in blood and treasure. You break the elastic limits, meaning that you drive the opponent into a different energy state from which they cannot instantly return; this means you do not get a competent response from the system.

## 2. Time Value of Action

We can take the concept of short being good and long being bad and put it into what we call a time value of action: if we want a high probability of success, we want to operate in the parallel domain in a very compressed time period where the opponent cannot react. A couple of things happen over a longer period of time. Firstly, we find that the probability



of success drops off dramatically, and a lot of things happen which are not good from our point of view. This does not mean that you cannot win a long war, but that your probability of winning one is dramatically lower than winning a short war conducted in the parallel domain. Secondly, as you move out in time, the cost of operations goes up a lot, whether in terms of airplanes or people lost on your own side, and civilian casualties and other things on the opponent's side.

### 3. Values

Therefore, if we are putting together a war operation, we need to figure out a way to operate in this parallel domain. Secondly, and this is more of a national strategy issue, if you decide that you cannot attack the relevant centres of gravity in a short period of time, it is a good time to make the decision that it is not a very good idea. There are two sets of values here: one tells you what you need to do, and the other tells you what you should not do.

## VI. Planning

## 1. Information

My initial inclination when we started the planning for the first Gulf War was simply to bring together a small number of people I knew very well and come up with a really good plan. However, we ended up doing the opposite, and in that two-day period we ended up with 300 people involved in the planning operation; the results were amazing. Firstly, if you have a lot of people participating, you have an answer to almost any question that may come up, and if you do not have the answer, somebody in the room knows whom to call to get it. Therefore, because information is available to you, you are able to plan faster than otherwise.

## 2. Commitment and Responsibility

Secondly, the people participating in the planning are part of the creation, and now have a passion to make sure it happens and is success-

ful. Thirdly, many of the people participating at this initial strategic level will have responsibility for operations at an operational or even a tactical level. When these people discover that the situation is different from what was envisaged in the initial planning, it is very easy for them to make the right kinds of decisions, because they were involved in the overall planning and will make the right decisions.

## 3. Judgement

However, if there are not a lot of people who thoroughly understand what is going on, they will continue to make decisions on the periphery, but these decisions will be based on their own judgement of what is tactically smart, not strategically right. They cannot make a strategic judgement if they do not know what the strategy is. I cannot overemphasise how much of a fan I have become of open planning, and we have used this for some time in our business strategy work as well as military operations.

#### 4. Swatch

The Swiss, who had long dominated the watch industry, lost a significant amount of their market to Japanese competitors in the 1980s, and they were trying to figure out a way to get back to making money in the watch business. Swatch came up with the idea that they should not compete with the Japanese based on the accuracy of timekeeping or anything else, but rather that they should change the game and make a watch that was not just about telling the time but that was a piece of jewellery, something you could have fun with etc. Swatch started selling huge numbers of watches in short period of time and made a good deal of money over the next 15-20 years before people were able to catch up.

#### 5. Marketing

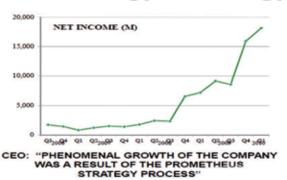
The relevance of this is that we have to market it: if we have a good product and do not market it, it will not be used. Nobody will buy a product or service if they do not understand it

or know about it. They will not buy it if they do not think the producer believes in what they are doing. We need to market the concept and idea of airpower, in other words, its link with success in warfare, and let the platforms take care of themselves. We tend to spend the majority of our talking time on something like an F-22, but when we talk about a platform outside the concept of what it will accomplish, we lose a lot of people, especially those that make budget Finally, we need to find a way to market the concept of airpower in a way that is imaginatively equivalent to the Swatch watch, so that people start asking for it as opposed to our having to go out marketing it. Ideally, we would like the customer to come to us and ask how we will use the concept of airpower in a particular circumstance.

### 6. Strategy and Commerce

The concept of strategy applies equally whether you are talking about the development of a peacetime air force or about the development or growth of a company. It does not make any difference where you use it, but you have to use it and think it through.

## Strategy Is Strategy



## VII. Winning

## 1. Strategy First

Finally, there is the concept of winning with airpower, in the dual sense of promoting the concept and succeeding with it in a war situation. The main thing is that we have to think in terms of strategy first, not tactics; you have to get the strategy right, and the tactics will follow later. The basic thrust of strategy is Where, What, How and Exit, and if we force ourselves to go through each one every time we think about doing something, we end up being significantly more strategic than otherwise.

## 2. Direct Effects

Secondly, we should use airpower to the maximum extent possible to create direct strategic effects, effects which will lead to the system change, leading in turn to the future picture. We need to apply this anywhere, anytime, very quickly, precisely, and in a very parsimonious way. We are, in other words, applying it where it needs to be applied, not wasting it doing something else.

### 3. Vocabulary

We need to use an airpower vocabulary. A lot of the vocabulary we use is associated with the ancient Clausewitzian view of war, driving the attention of listeners back to another way of doing war. We need to start using a vocabulary that captures the concept if we genuinely believe we can have a strategic impact with airpower. We need to operate in parallel, fast and short, and we need to stay out of the serial domain to the maximum extent possible. We need to be prepared to exit; this is really difficult, successful or not, and a subject unto itself.

#### 4. Tomorrow

We need to think about what the next war might be, and realise that the one thing we can say with near certainty is that it will not look much like the one in which we are currently engaged. Finally, if we really want to win with airpower, we need to think about marketing. It is not something that those in uniform think about a lot, but it is as important for those who own a resource like airpower as it is for the people who are trying to sell watches etc. It will not happen if you do not market it.

## ? From the floor, Acquisition Agency

You discussed organic essentials in your first book, but you have now moved on to processes. What made you evolve from organic essentials to processes?

### ✓ John A. Warden III

When I was at the Command and Staff College, a student asked why I was so interested in agriculture, because the second ring was about organic essentials. That led me to understand that we were using a term that was perfectly clear to me but unclear to a lot of other people. We went through a lot of terms and finally came up with processes, which everyone seemed to understand and could be applied in the business and military worlds.

## ? Général Antoine Noguier, état-major particulier, présidence de la République

Ma question est sûrement sur toutes les lèvres et tient en un seul mot : Libye. Si l'on vous demandait aujourd'hui de nous faire part de votre expertise concernant la planification des opérations en Libye, en prenantent compte tout ce qui s'est passé depuis le début et la résolution 1973, quels seraient vos conseils ?

## ✓ John A. Warden III

I am not sure there is a simple answer. We need to go back, not to say we did something wrong, but just to clarify. The first question is what the future picture is; this needs to be absolutely clear, and it needs to be something people in the real world can make happen. An example of an instruction at the highest level

which was none of those things was President Wilson said on going into the First World War. He said that the objective was not personal gain but to make the world safe for democracy; that might be a nice idea, but does not give the vaguest idea of what to do from a military standpoint.

Therefore, there needs to be a connection between military operations and realising the future picture. I am not sure that we have been presented with a clear picture of what the US was trying to accomplish in Libya. The second thing to ask is what the centres of gravity were to bring under attack and how they were arranged in terms of time compression. Thirdly, we need to think clearly about the time value of action, and whether we have kept it in this compressed time period or have allowed it to move into that serial world where the costs are going up. I would be inclined to say, as an outsider, that we have probably wandered pretty far into the serial world, whereas the operation should have been completed in a much shorter period of time than three months.

The fourth question would be what the exit plan is, how we will transition to some other form of government. The second part of that question is, supposing that we are not moving towards our future picture by a certain time, how we are going to get out as quickly as possible with as little damage as possible.

## ? From the floor

You said that airpower is a strategic tool and should be marketed as such. However, I have never seen airpower successfully used to attack the leadership. Looking at Iraq, Afghanistan and Osama bin Laden, special operations always conduct these operations. Could you expand and clarify on this point about marketing airpower as a strategic tool?

### ✓ John A. Warden III

Let us take a couple of examples. We spent a lot of effort in the first Gulf War trying to get Saddam Hussein, and we did not. However, the fact of trying to get him put him into a position where it was impossible for him to run the war in any competent way. What he would do was to drive around Baghdad in a small convoy and stop at a random house to spend the night, meaning that he was incommunicado for half the war and had no information during the rest of it. Therefore, the impact on the leadership was substantial.

Secondly, the strike against Gaddafi in the El Dorado Canyon operation apparently had enough impact that he pulled back significantly in his sponsorship of the kind of things we did not particularly like. My impression in today's war is that the attacks against Gaddafi are probably having at least some impact on the people around him. The larger point is that you will very rarely find a single centre of gravity; there is always more than one leadership element, and you will almost always have to approach a variety of centres of gravity in the system to achieve the system change necessary to accomplish an objective. Having said that, if we really want to get someone and think it can be done with special operations, we do.

The idea is first to find what the centres of gravity are, and having decided what effect you want to have, you decide how to go about doing it. Probably the best approach in many countries we might be at war with has little to do with special operations or bombing, and more to do with offering a bribe. My point is that, if there is a military solution, airpower will generally have a better opportunity of addressing these centres of gravity than with some other methodology.

### ? Colonel Vigilant, commandant de la base

J'ai particulièrement apprécié votre présentation de l'application au niveau stratégique de la puissance aérienne ; j'aurais voulu savoir dans quelle mesure nous pouvons avoir une réflexion interarmées puisque les objectifs que vous exposez ici, ces centres de gravité, sont aussi des actions pour les autres composantes des forces armées. Avez-vous déjà conduit des réflexions pour faire en sorte que les stratégies de chacune des armées, en fonction du milieu dans lequel elle opère, puisse permettre d'atteindre les objectifs stratégiques d'une opération militaire?

### ✓ John A. Warden III

Regarding the first Gulf War, we had people from the Navy and Marines; the Navy did the majority of its targeting from within Checkmate, which was perfect, because they could see everything that was going on, and we could see what they were doing, and that was an ideal way to ensure that the cruise missiles were doing what they were most capable of doing. My second point is hypothetical. Say that somebody said there was to be a war, and that ground power could win it in a matter of days at very low cost, with no need for sea or airpower. We would be in favour of that, because our objective is to win the war, not to bring as many people into it as we can. Therefore, we do things jointly because we get value out of them, but sometimes we find ourselves doing so simply for its own sake. It is a balance, and it is not necessarily easy to achieve.







## 2<sup>e</sup> table ronde: Réalités opérationnelles des interventions aériennes

Modérateur : Général (2S) Jean Rannou

# Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air.

Le général (2S) Jean Rannou explique que, ces vingt dernière années, la dissuasion nucléaire est devenue le fondement de la défense française. Aujourd'hui, la défense anti-missiles assure la souveraineté et la sécurité du ciel face à une menace devenue diffuse. La mission de police du ciel, qui possède d'importantes capacités d'intervention, constitue une posture permanente de sécurité et de sûreté aérienne, réactive et robuste pour assurer la protection du territoire et des intérêts vitaux. L'espace exo-atmosphérique étant devenu vital pour l'activité économique et la sécurité internationale, la surveillance de l'espace est un enjeu majeur de sécurité.



Nous allons, à travers quatre témoignages, mettre en lumière les grandes caractéristiques des opérations aériennes durant les vingt dernières années. Ce choix est évidemment très réducteur. Aussi, avant de vous présenter nos intervenants, j'évoquerai en préambule les missions des forces aériennes qui ne seront pas développées par la suite.

La dissuasion nucléaire constitue le fondement de notre défense. Avant sa mise en place, les forces aériennes participaient aux missions nucléaires tactiques au sein de l'OTAN, et ce dès le milieu des années 1950. Les Forces aériennes stratégiques ont été créées dans les années 1960. Équipées du *Mirage IV*, elles ont pris l'alerte en 1964, suivies par les missiles sol-sol balistiques du plateau d'Albion en 1971. Nous avons également participé aux missions nucléaires dites tactiques puis préstratégiques

avec le *Mirage IIIE*, le *Jaguar*, le *Super Étendard* de la Marine et le *Mirage 2000N*. Aujourd'hui, les Forces aériennes stratégiques sont équipées du *Rafale*, doté du missile air-sol à moyenne portée amélioré ASMPA. Le ravitaillement en vol revêt également une grande importance dans cette mission.

La mobilité stratégique et tactique est assurée par le transport aérien militaire. Cette capacité se révèle centrale pour les armées. Or elle souffre aujourd'hui d'un déficit important. L'Airbus *A400M* et le *MRTT* seront donc les bienvenus et sont attendus avec impatience.

La souveraineté et la sécurité du ciel national s'étendent, depuis le sommet de Lisbonne, à la défense anti-missiles. Cette sécurité du ciel est assurée par le CDAOA, commandé par Gilles Desclaux. C'est une mission permanente, interarmées et interministérielle. La menace militaire contre le territoire s'est estompée mais les risques au quotidien ne cessent de croître. Ils peuvent emprunter la voie des airs par le biais de l'aviation commerciale ou de l'aviation de loisir, qui ont connu des développements importants. Il s'agit d'une menace diffuse, difficile à discriminer dans le flux des usagers du ciel, très nombreux. Durant notre table ronde, entre 1 000 et 1 500 avions vont nous survoler, au-dessus desquels évolueront une trentaine de satellites. Il faut donc dispo-



ser d'une posture permanente de sécurité et de sûreté aérienne, réactive et robuste pour assurer la protection de notre territoire et de nos intérêts vitaux.

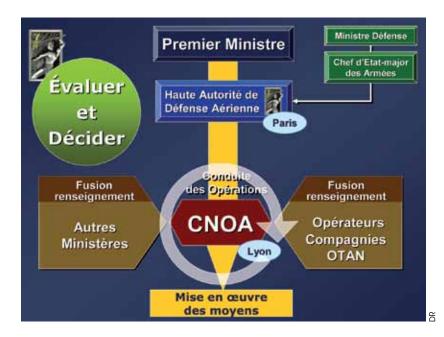
La mission de police du ciel repose sur trois piliers développés en cohérence. La surveillance est assurée par un réseau maillé de 88 radars civils et militaires. Ce réseau forme la base de notre souveraineté nationale. Un processus de fusion du renseignement extrêmement réactif a été institué, au profit d'une chaîne de décision directe, sous la responsabilité du Premier ministre. Il compte enfin un dispositif d'avions et d'hélicoptères armés, capables d'intervenir en tout point de l'espace aérien en moins de quinze minutes. Cette capacité permanente mobilise 900 personnes 24 heures sur 24. Elle assure également l'assistance en vol au profit d'aéronefs en difficulté ainsi que les recherches en cas d'accident.

Cette capacité est renforcée pour la protection d'événements durant lesquels les risques peuvent augmenter de façon notable. Le Premier ministre ordonne alors la mise en place d'un dispositif particulier, sur une zone ciblée, durant un laps de temps déterminé. Un tel dispositif est fondé sur l'établissement et la publication de règles interdisant le survol de la zone aux appareils non autorisés. Cela légitime l'utilisation de mesures coercitives par l'autorité aérienne à l'encontre des contrevenants. Pour que cela fonctionne, il faut une surveillance renforcée, afin de s'assurer qu'aucun aéronef ne puisse s'approcher sans être détecté, et il faut également surveiller ce qui se passe

au sol. Selon les cas, peuvent être utilisés des radars mobiles, des radars aéroportés, des guets à vue. Le drone *Harfang* a apporté une contribution très précieuse dans le dispositif mis en place lors du sommet du G8 à Deauville. Les capacités d'intervention sont également renforcées par des avions de combat, des hélicoptères armés et des systèmes sol-air. Enfin, un réseau de communication dédié et sécurisé met en relation tous les acteurs de cette chaîne de sécurité, notamment le préfet chargé de la sécurité globale de l'événement.

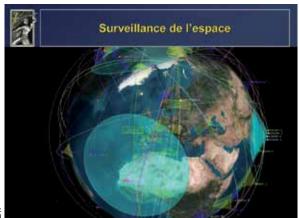
Aujourd'hui, la coordination interministérielle est la règle en matière de sûreté de l'espace aérien national. Elle est même nécessaire pour évaluer la situation. Elle est maintenant facilitée par la présence de représentants permanents du ministère de l'Intérieur et de la direction générale de l'aviation civile au centre national des opérations aériennes du général Desclaux. Cette cellule interministérielle a permis des coopérations nouvelles puisque des avions de reconnaissance renseignent désormais régulièrement la police et la gendarmerie nationales. Ce dispositif permet aussi la surveillance des prisons et assure des missions particulières au profit des douanes. De leur côté, les systèmes de détection aéroportés, les AWACS, dont le radar à très grande portée est extrêmement performant sur la mer, agissent régulièrement au profit de la Marine nationale et des Douanes pour lutter contre la piraterie et les trafics.

L'espace exo-atmosphérique est devenu vital pour l'activité économique et la sécurité internationale. Or les objets qui gravitent au-dessus de nos têtes peuvent constituer des menaces. Surveiller l'espace constitue donc un enjeu majeur de sécurité. Le CDAOA suit et catalogue quotidiennement plus de 2 400 objets grâce au radar *GRAVES* mis au point par l'ONERA – Office national d'études et de recherches aérospatiales. Grâce au radar *GRAVES*, la France est entrée dans le club très restreint des pays disposant d'une appréciation spatiale autonome et a, du même coup, développé des relations privilégiées avec les Allemands et les Américains. La restitution des



orbites permet d'analyser et surtout de prévoir l'activité spatiale. Les détections de *GRAVES* servent à pointer d'autres capteurs tels que les radars de trajectographie comme le *SATAM*, qui élaborent, à partir de la détection initiale, des trajectoires très précises. En produisant des images des objets spatiaux, le radar allemand *TIRA* complète les capacités du système français. Le couplage de *GRAVES* et de *TIRA* en temps réel a été réalisé récemment, et *TIRA* peut désormais photographier un satellite dès son premier passage dans le champ de détection de *GRAVES*.

Nous sommes ainsi en train de mettre en place une boucle de surveillance de l'espace très similaire aux opérations de sûreté aérienne. À partir de la détection et de l'analyse, il est possible d'orienter les capteurs spécialisés et de permettre certaines actions, en particulier pour



le CNES – le Centre national des études spatiales – afin de réaliser des manœuvres d'évitement et d'anticollision. Aujourd'hui cette boucle est réalisée en quelques jours. Elle pourrait être opérationnelle en quelques heures si nous disposions en permanence d'un radar imageur.

Après ces quelques rappels sur les missions permanentes de nos forces aériennes, je me tourne vers nos grands témoins. Nous allons parcourir vingt ans d'opérations aériennes, depuis la guerre du Golfe jusqu'à la Libye. C'est une période de grands changements géopolitiques mais également doctrinaux et techniques. Les moyens et les capacités des forces aériennes ont fortement évolué grâce aux innovations techniques (GPS, drones, Rafale). Le contexte et la nature des missions ont également évolué. De la guerre contre une armée régulière, comme en Irak, aux opérations de soutien à la rébellion en Libye, les forces aériennes ont dû s'adapter, non seulement aux situations nouvelles mais aussi aux comportements nouveaux des acteurs. Chacun des intervenants va mettre l'accent sur des sujets caractéristiques. Ainsi, grâce à ces coups de projecteur, nous allons essayer de voir comment les forces aériennes ont accompli leur mission d'intervention au cours de ces vingt années, comment elles se sont adaptées, les grandes évolutions qu'elles ont vécues mais aussi les grandes constantes qui caractérisent leurs actions.

## La guerre du Golfe et ses enseignements

par le général d'armée aérienne (2S) Jean FLEURY, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air.

Le général Fleury rappelle que pendant la guerre du Golfe, si les relations interarmées sur le terrain ont été aisées dès le départ, au niveau de l'état-major des armées, l'organisation des chaînes de commandement a amené à des décisions incohérentes, jusqu'à la création par le Président de la République, d'un Conseil de défense réunissant les quatre chefs d'état-major. En revanche, les contraintes spécifiques des armées de l'air leur ont permis de s'entendre dès le début des opérations. Selon lui, l'opération *Tempête du désert* a été une réussite parce que la stratégie générale a su combiner les stratégies des différentes armées, en prenant en compte les apports de chacun et leurs règles d'emploi.

## Général (2S) Jean Rannou

Nous commencerons par la guerre du Golfe, avec le général Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air à cette époque, qui a récemment publié deux ouvrages – *Les guerres du Golfe* et *Le bourbier afghan*.

## Général (2S) Jean Fleury

S'agissant du calendrier de l'opération, le 2 août 1990, les troupes de Saddam Hussein envahissent le Koweït. Le 15 septembre 1990, après le sac de la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït City, le président de la République, François Mitterrand, prend la décision d'envoyer une division et trente avions de combat en Arabie Saoudite pour participer si besoin est aux opérations militaires de libération du Koweït. Le 29 novembre 1990, la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies demande à tous les États de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, y compris les moyens militaires, pour la libération du Koweït. Le début des opérations militaires intensives contre l'Irak intervient le 17 janvier 1991. Le 24 février débute l'offensive massive terrestre. Enfin, le 28 février, le président Georges H. Bush décide de l'arrêt des combats. Avant le 17 janvier, les forces aériennes menaient déjà une veille particulièrement active pour éviter un raid aérien irakien.



De même, les forces terrestres surveillaient activement la frontière.

Sur le terrain, les relations interarmées ont été aisées comme elles le sont toujours entre les trois armées. J'ai cependant rencontré de sérieux problèmes au niveau de l'état-major des armées car, dans les différentes chaînes de commandement et d'organisation, chaque poste n'est tenu que par un officier qui relève forcément du milieu marin, terrestre ou aérien et qui ne connaît pas bien les spécificités des autres armées. C'est ainsi que le sous-chef Opérations de l'état-major des armées a arrêté le décollage des Transall qui préparaient la mise en place de l'aviation de combat à Al-Ahsa parce qu'il n'avait pas saisi que ces avions devaient faire une escale pour leur chargement. Les aviateurs se sont alors retournés vers moi. Le 17 janvier, ce type de problème a été

réglé. Le président de la République a décidé de tenir chaque soir un conseil de défense réunissant les quatre chefs d'état-major. Une réunion préparatoire se tenait dès lors sous l'égide du chef d'état-major des armées. Cette nouvelle organisation a permis de régler tous les problèmes dans une relative sérénité. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé, lorsque la paix est revenue, que le chef d'état-major de l'armée de l'air devienne le conseiller « air » du CEMA pour la conduite des opérations. On m'a bien sûr ri au nez.

En ce qui concerne les relations internationales entre les armées de l'air, elles se sont révélées faciles car l'osmose entre l'armée de l'air française, l'US Air Force et la Royal Air Force est fondée sur des relations très anciennes. N'oublions pas que notre armée de l'air s'est rebâtie à partir de 1940 avec l'aide des Alliés, que de nombreux pilotes ont été formés aux États-Unis et au Canada suite à la première guerre mondiale puis dans le cadre de l'OTAN. Nous menons toujours beaucoup d'échanges de personnel et d'escadrons, de même que des exercices communs, en particulier l'exercice Red Flag, effectué dans le Nevada; des armées de l'air de nombreux pays y participent. Les chefs d'état-major ont entretenu des relations fréquentes et très amicales au sein de l'OTAN et de l'Europe, celles au sein de notre continent ayant été institutionnalisées après mon départ. J'ai même eu la chance, trois mois après la libération du Koweït, de passer une journée en tête à tête avec mon homologue soviétique, le général Chapochnikov. J'ai constaté à cette occasion que nous avions rigoureusement le même point de vue sur le comportement de Saddam Hussein et la non-utilisation de son armée de l'air, la conduite des opérations, les problèmes de fermeture des bases, de sécurité des vols et d'entraînement. Entre les aviateurs, « le courant passe » car nos contraintes se révèlent très spécifiques mais ne diffèrent pas d'une armée de l'air à l'autre.

Enfin, la stratégie générale doit combiner les stratégies terrestre, navale et aérienne pour obtenir les effets escomptés. Ce n'est pas une armée particulière qui gagne la guerre mais le chef d'orchestre qui va gagner, en combinant les emplois *optima* des différentes armées pour parvenir au résultat voulu. Le non-stratège est celui qui néglige les apports des différentes armées ou méconnaît leurs règles d'emploi, comme le général Gamelin, qui avait accepté en 1940 le morcellement de l'armée de l'air. La maxime de base de Saddam Hussein, évoquée par le colonel Warden, a eu les mêmes effets.

Ma présentation de la stratégie aérienne, en 1990, trois mois avant l'invasion du Koweït, m'avait valu des remarques acerbes et des critiques véhémentes. Quelqu'un a même demandé au ministre de la Défense de l'époque de me réprimander. Je remercie monsieur Chevènement de ne pas l'avoir fait.

La stratégie aérienne s'articule autour de trois phases :

- ✓ **Maîtriser le ciel**. Il faut impérativement que nos avions disposent de la liberté d'agir et de détruire les positions ennemies, sans être attaqués par l'aviation adverse, et puissent interdire à cette dernière d'agir.
- ✓ **Préparer l'engagement terrestre** qui, dans ce cadre, s'est avéré nécessaire à la libération du Koweït, par des actions dans la profondeur.





Mirage 2000-N pendant l'exercice Red Flag dans le Nevada, 1992.

✓ Appuyer cet engagement, si besoin est par de l'appui rapproché qui ne doit pas être négligé; mais il n'est possible que si l'on dispose de la maîtrise du ciel et donc que l'aviation ennemie ait été affaiblie.

De plus, il existe deux règles d'emploi :

- ✓ Une manœuvre centralisée : l'aviation doit être conduite dans une seule main car un avion tout seul ne fait pas grandchose. Seule la projection massive de la force aérienne est efficace.
- ✓ **L'adaptation** de la stratégie en fonction des buts de guerre définis par le pouvoir politique et des forces en présence.

Tempête du désert m'a apporté deux énormes satisfactions : celle de n'avoir perdu aucun des miens du fait des opérations militaires et d'avoir aidé mon camarade de l'armée de terre à faire de même; puis celle de démontrer que, grâce à un emploi intelligent de l'armée de l'air, les opérations ont été parfaitement conduites et les buts de guerre atteints. Oublier l'apport des forces aériennes est une erreur qui ne pardonne pas.

### Général (2S) Jean Rannou

Je demanderai au général Fleury, notre « ancien », quels sont les changements qui, selon vous, sont intervenus depuis vingt ans dans les opérations aériennes ?

## Général (2S) Jean Fleury

L'arrivée du Rafale, avion totalement polyvalent, représente pour moi le premier grand changement, en offrant une souplesse d'emploi pour laquelle se battait déjà, on peut le dire, Clément Ader. Deuxièmement, nous avons commencé à travailler en réseau, ce qui constitue un autre vrai changement.

J'en profite pour encourager tous les officiers moins âgés que moi à prendre la plume pour expliquer à quoi sert l'armée de l'air. En outre, mettre par écrit sa pensée constitue sans doute une bonne manière de l'affiner.

## Réalités opérationnelles des interventions aériennes

par le général de corps aérien (2S) Jean-Patrick Gaviard, ancien commandant des forces aériennes françaises lors de l'opération *Allied Force*.

Le général Jean-Patrick Gaviard, qui a été chef des affaires aériennes durant la guerre du Kosovo en 1999, a tiré pour enseignement de cette opération, exclusivement aérienne, l'absolue nécessité d'une définition par les politiques de l'effet final recherché pour accompagner la planification interarmées. Il estime aussi que sont indispensables l'appréciation de situation autonome et le ciblage en temps réel, ainsi que la capacité d'adaptation des moyens et de la stratégie afin de coller à l'évolution du conflit.

#### Jean-Patrick GAVIARD

L'opération « Allied Force » au Kosovo a duré 78 jours : du 23 mars au 10 juin 1999 et fut, comme chacun sait, exclusivement aérienne. Cette opération d'envergure fut précédée de très nombreuses réunions diplomatiques (« Rambouillet » I et II) de janvier à mars 1999 qui échouèrent. Tous les pays de l'OTAN furent impliqués dans « Allied Force » dont 70 et 80 % des moyens aériens furent fournis par les Etats-Unis. A noter que la France en fut le deuxième contributeur. De fait, l'armée de l'air et la marine, avec son porte-avions, ont contribué largement à cette opération longue et complexe qui a déjà fait l'objet d'un certain nombre d'enseignements.

Pour ma part, je souhaiterais insister sur **quatre points** qui me paraissent majeurs :

En premier lieu il convient de connaître clairement l'effet final recherché (« EFR ») par l'ensemble des décideurs politiques souhaitant s'engager dans une opération. Une planification cohérente en coalition, gage de l'engagement politique des différentes nations, ne peut se bâtir correctement qu'à cette condition. Cet « EFR » se révèle bien difficile à dégager tant les visions peuvent différer au sein d'une coalition. Toutefois, sans une vision globale partagée en amont la coalition peut connaître ultérieurement des tensions importantes allant



jusqu'à la faire éclater. L'appréciation de situation autonome constitue le deuxième enseignement. En effet, chaque pays au sein de la coalition souhaite, à juste titre, connaître la situation sur le théâtre d'opérations et suivre l'engagement de ses moyens propres. Dans ce cadre, la problématique des moyens de renseignements (ISR) nationaux est essentielle. Le ciblage en temps réel constitue le troisième élément majeur. En 1999, les systèmes sol-air adverses, extrêmement mobiles, ont fortement perturbé les opérations aériennes. Il a donc fallu élaborer de nouvelles procédures concernant le ciblage en temps réel, dénommé aujourd'hui le time sensitive target (« TST »). C'est aussi, dans ce cadre que l'importance des drones sur un théâtre d'opérations a été confirmée. Le quatrième enseignement concerne le rôle majeur joué par les centres de commandement et plus particulièrement le position-



Un militaire français du 3° RPIMa, le 12 juin 1999 près du village de Vladovo au Kosovo (Joel Saget AFP/Archives)

nement du commandant air (« CFACC ») au niveau du théâtre. Ainsi, le Général M. Short, commandant Allied Force reconnut plus tard qu'il aurait du se positionner à Naples, au sein du centre de commandement opératif de l'opération pour mieux proposer de nouvelles stratégies aux décideurs politiques.

## 1. L'effet final recherché

Il est évident que lors des opérations au Kosovo, la vision américaine a différé sensiblement de celles des Européens et en particulier des Français. Cette différence de vue a entraîné des problèmes et des frictions au sein même de la coalition. Les Américains, à plusieurs reprises, ont mené leur propre campagne, entraînant des dissensions entre alliés. Je prendrai deux exemples. Allied Force comportait deux premières phases d'intervention exclusivement au Kosovo. La troisième phase correspondant aux attaques en Serbie devait d'abord être actée par le Conseil de l'Atlantique nord (CAN). Or les Etats-Unis ont agi en Serbie dès la phase 2 engendrant de nombreuses tensions. Si les attaques dans Belgrade ont soulevé des difficultés, le refus par la France d'y attaquer des ponts sur le Danube a suscité une forte frustration chez nos alliés américains. Le Président Chirac souhaitait limiter les destructions en Serbie pour reconstruire rapidement, à l'issue de la guerre, les relations avec un pays situé au centre de l'Europe et dont le Danube est un symbole. Ces deux exemples montrent que sans un effet final recherché commun, il s'avère difficile de décliner une planification et une sortie de crise consensuelle. Les Américains de leur côté en ont tiré une conclusion différente. Ainsi à la fin du Kosovo, ils n'ont plus souhaité participer à une alliance où chaque pays a son droit de veto comme c'est le cas au sein de l'Otan. Cela a donné naissance au concept de la « coalition sur volontariat ». Ce concept implique que chaque nation volontaire pour participer à des opérations menées par les Américains leur signe un « chèque en blanc », comme ce fut le cas lors de l'Irak en 2003, par exemple. Il semble qu'aujourd'hui les États-Unis soient revenus de cette vision. Dans ce contexte, un autre concept comme celui de « nation-cadre » mérite d'être étudié de plus près.

## 2. L'appréciation autonome de situation

Lors d'une opération d'envergure, les décideurs politiques souhaitent légitimement pouvoir l'évaluer de manière autonome. Après la première guerre du Golfe de 1991, le Ministre de la Défense, Monsieur Joxe, avait souhaité donner à la France une organisation, des structures et des capacités permettant à notre pays de disposer d'une appréciation autonome de situation qui nous avait fait largement défaut pendant la première guerre en Irak. C'est ainsi que fut créée en 1992 la DRM. Les centres images CF3I et CF3E, EMIA se sont installés également à cette époque à Creil pour renforcer cette capacité. Le premier satellite HELIOS fut mis en orbite en 1995. Nous disposions aussi, en 1999, de capteurs de renseignements modernes appelés « ISR » : le C160 Gabriel, qui permet de réaliser des écoutes et le F1CR mais aussi le DC8 Sarigue, le Mirage IV, les Etendards 4P de la marine nationale et le radar Horizon de l'armée de terre aujourd'hui retirés du service. Tous ces moyens de renseignements étaient alors basés à Solenzara. Nous y disposions également des capacités indispensables d'analyse et de fusionnement des informations recueillies par nos capteurs. Pendant Allied Force, nous avons cherché assez tôt à vérifier l'efficacité des frappes de la coalition et des nôtres en

particulier. Pour ce faire, nous avons tenté d'insérer les F1CR de reconnaissance dans les missions afin de satisfaire le besoin national. Nous nous sommes heurtés à l'opposition du général Short qui ne souhaitait engager que des avions bombardiers protégés par des appareils de de lutte contre les très dangereuses batteries sol air serbes. Ce sont donc les Mirage IV qui ont survolé quotidiennement le Kosovo et la Serbie à 50 000 pieds et à Mach1.8. Les photos des Mirage IV étaient convoyées chaque jour par un Alphajet de Solenzara au CAOC de Vincenza, en Italie. Nous avons pu alors ainsi bénéficier des résultats de nos frappes et fournir à la coalition ceux des objectifs attaqués par les autres nations sans moyen de renseignement autonome. Ce partage d'informations particulièrement apprécié des alliés, illustre clairement la nécessité de disposer en permanence de capteurs nationaux adaptés et performants en temps réel.



Opération Tempête du désert (1991)

## 3. Les cibles mobiles

Au Kosovo, il a fallu tenir compte, comme cela a été déjà dit, des défenses sol-air très mobiles voire très agiles. Pour combattre cette menace dangereuse et « volatile » tout au long des 78 jours d'opérations, la coalition a décidé de créer, à côté de la salle de conduite en temps réel, une FLEX-Cell – Force Level Execution Cell – où étaient regroupées, à défaut de fusionnées, toutes les informations nécessaires pour faire tourner la boucle « Observation Orientation Décision Action » le plus rapidement possible. Par ailleurs le drone « Prédator » a su délivrer

en permanence et en temps réel de nombreuses informations utiles à Vicenza.

## 4. Le rôle des C2 et du commandement Air

Dès le début des opérations, le commandement « air » s'est installé dans le CAOC de Vicenza. Le SACEUR, le Général Clark, y vint discuter de stratégie et de ciblage. Mais il y fut impossible de prendre le recul suffisant pour proposer des planifications stratégiques innovantes. Près de 1 200 personnes étaient présentes à Vicenza! Les plans, gênés par la météo et un adversaire sachant exploiter toutes les erreurs de la coalition, étaient trop « classiques ». Le Colonel Warden indiquait, il y a quelques minutes, que 300 personnes peuvent fournir une analyse pertinente et proposer des visions stratégiques innovantes pour modifier efficacement le cours d'une opération. Pour le Kosovo, c'est une équipe de 6 officiers qui a rempli ce rôle à Vicenza à l'extérieur du CAOC. Ce groupe : la STRAT/GAT strategy/guidance, apportionment, and targeting —. Elle a su proposer des changements de stratégie innovants au Général Short. Par exemple, l'emploi de bombes graphites contre le système électrique serbe pour le paralyser uniquement pendant quelques heures. Elle a également proposé une diversification des axes d'entrée, pour jouer la surprise, depuis l'Italie, la Hongrie, voire la Turquie et la Bulgarie. Attaqué sur 360 degrés, Milosevic rendit les armes le 11 juin 1999.

En conclusion, l'enseignement principal de l'opération Allied Force concerne la capacité d'adaptation. Chaque opération est, de fait, différente. Mais le besoin de savoir pour anticiper et garder l'initiative est une constante. Il faut pour cela disposer certes de capacités suffisamment « ouvertes » pour faire évoluer nos moyens en fonction des besoins propres à l'opération en cours, mais surtout d'hommes avec la capacité intellectuelle d'inventer des stratégies innovantes permettant d'obtenir l'effet final recherché décidé par les responsables politiques.

## Operational Realities of Aerial Intervention

par le Major General Mark R. Zamzow, Vice-Commander Third Air Force USAF, Ramstein.

Fort de son expérience comme commandant en second de la Troisième *Air Force* de l'USAF à Ramstein, en Allemagne, le Major General Zamzow livre son témoignage de l'opération *Odyssey Dawn*. Il revient ainsi sur les différents points marquants de cette opération, tels que la chaîne de commandement, le calendrier, la mission de la coalition, ses outils. Son témoignage permet d'apprécier la mise en œuvre de l'interarmisation dans une opération de cette envergure et la cohérence du niveau d'interopérabilité entre les alliés.

## Général(2S) Jean Rannou

Je vais maintenant passer la parole au général Zamzow, qui va nous donner le point de vue américain. Je retiens des propos précédents le besoin absolu de savoir où l'on va et comment lorsque l'on décide un engagement militaire, mais également la nécessité pour les militaires de savoir s'adapter au contexte politique dans lequel ils se trouvent.

## I. Preamble

I was very fortunate to be part of *Odyssey Dawn* as Deputy Commander to the Joint Task Force. This was an extraordinary event for all of us, and coalition and interoperability, the ability to team and communicate, were absolutely critical to what we did here. It was a success in the light of the constraints we had, and overall the teamwork and the coalition enabled us to get it together.

## II. Chain of Command

Regarding the chain of command, we had the normal components in the JTF, and the other nations were working with their home nations, diplomats and governments to ensure that we were all synchronised. The maritime component was also on the *Mount Whitney*; JFACC and the staff were in Germany along with the special operations task force.

## III. Timeline

#### 1. Preparation

This was a rapid operation, and the way in which we flowed through it resulted in very little sleep

for everybody, with lots of activity in every single component both of JTF and JFACC. UNSCR 1970 was signed, and from the 19th to the 27th it was more of a humanitarian-airlift-movement mission to get Egyptian citizens from Tunisia. We were all watching what was happening and trying to plan what would happen next with different operations and branches. We saw the Transitional National Council developed on the 27th, and then we stood up. Therefore, pieces and parts were obviously moving before 3 March, and there was a long period of time from the 7th to the 17th, when UNSCR 1973 was signed, when we were planning, organising, doing the airlift, teaming with the partners etc, and then the situation evolved where President Obama made the speech. UNSCR had been signed just before that. Kinetic operations began.

#### 2. Transition

There was a lot of planning and organising before that, trying to figure out how things would go. When the NAC approved the NATO mission to support 1973, it was obviously transition time; so while continuing to support the mission, we had to work the NATO transition, which was key. Therefore, we wanted to keep our operations going up to six o'clock on the 31st so that the NATO side could begin and continue in the same mode. Very few of the *Odyssey Dawn* staff transitioned to the JTF Unified Protector.

## IV. Mission

### 1. Strategy

We were very pleased that UNSCR 1970 and 1973 were published; that gave us a printed mission set so that we could develop the strategies behind

it. It was a team effort to develop the strategy to reach the four objectives we set. Regarding the strategies, we have the centres of gravity and ensuring we have the appropriate dialogue. The most important thing was that we were all familiar with these strategies, and that common basis allowed us to work together, to have the dialogue and make sure that the national representatives on the *Mount Whitney* and those with JFACC at Ramstein all had the dialogue and worked the appropriate strategy from an air perspective, sea perspective etc. Therefore, all of these were crucial to working the evolution.

## 2. Diplomacy

Let us not just focus on the military aspect. Working with the governments and the UN, applying diplomatic pressure, making information available etc are essential for any situation. *Odyssey Dawn* was a good example of how you have to involve both government and military aspects to ensure that they integrate properly, and use the right tools for the right situation to gain a specific objective.

#### 3. Coalition

There were 12 nations, which was a tremendous advantage; we knew each other from being in NATO and doing exercises. I would like to emphasise that *Austere Challenge 10* took place a year before, and I happened to serve as the deputy JFACC to General Desclaux, and it was a tremendous success. We spent three weeks together, 200 French airmen and airmen from the US side, and we executed a major command post exercise. We all knew each other; the same goes for many of the other players. However, the foundation is that we understand joint doctrine, how to fight as a joint team, and that made it work very well.

#### 4. Tools

This is not a small country, so the tools of the trade that we brought to the fight were critically important. Aerial refuelling was already mentioned. Those nations with their alliances and agreements with neighbouring Mediterranean countries provided a puzzle in how to put those forces together logically, maintain relationships, get support and supply them, and then fighting the fight. The airspace was full, with lots of sorties going on, lots of communication; making sure that everybody understood the rules of engagement was a tremendous accomplishment for all of us.

Do not forget the maritime component. We had aircraft carriers and ships with cruise missiles on board. Therefore, these specific instruments used to achieve specific effects had to be roped together from a JFACC and JTF perspective. Airspace congestion was an interesting issue. It was very successful, because people were able to speak in a common dialogue as a result of training, to work the situation properly, keep it safe, and still get the mission done.

## V. Airpower Takeaways

You need to apply doctrine; focus on the strategies and the objectives and the effect desired, and examine those options. It is still tough with that many coalition members, but the publication of the UNSCR was our driving factor. Secondly, air superiority is foundational; it cannot be assumed, you have to go and get it, to ensure that all the other tools can be implemented effectively. Part of this is educating governments about what air superiority is and why we need it. Thirdly, persistent intelligence, surveillance and reconnaissance (ISR) is essential; it must be earned and is not a right. It must be a major part of what we do, because it gives us the knowledge to wage the ground battle.

Fourthly, forward presence and established relationships with allies are essential for basing solutions as well as operations. Fifthly, coalition interoperability is pivotal to success; we knew how to fight, were able to talk and understand, and the tactics were very similar. Finally, command relationships are critical. All those dialogues happen at the military level, at the diplomatic level inside each government, laterally through AFRICOM to EUCOM and inside each nation. The dialogue between professional airmen, soldiers, sailors are marines was wonderful. We are never perfect, but we had the dialogue and the friendships and relationships to make it work. Foundational activity is the key to our success.

## Retour sur l'Afghanistan et la Libye

par le général de corps aérien Gilles Desclaux, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes.

Le général de corps aérien Gilles Desclaux, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes, nous présente les opérations aériennes menées en Afghanistan depuis 2001 mais aussi durant l'opération *Harmattan* en Libye.

## Général (2S) Jean Rannou

Vous avez insisté, mon général, sur la comprehensive approach, plus naturelle chez les Américains que chez les Européens, encore aujourd'hui. Vous avez évoqué le travail interarmées avec la marine, l'armée de terre, les forces spéciales, l'interaction avec le politique. Pour bien travailler ensemble, il faut se préparer et s'entraîner ensemble et disposer d'une vue commune sur l'effet recherché. Nous allons terminer avec le général Gilles Desclaux, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes. À ce titre, il a été chargé du début des opérations en Libye. Il évoquera également l'Afghanistan.

## Gilles Desclaux

Ces deux opérations – Libye et Afghanistan – ont une caractéristique commune forte, tenant au fait qu'elles sont toujours en cours. Je conserverai donc une certaine réserve. Au-delà de ce point commun, ces deux opérations se révèlent bien différentes. L'Afghanistan dure maintenant depuis plus de dix ans et voit le déploiement au sol de plus de 150 000 soldats, faisant face à un adversaire qui se fond dans la population, dans une sorte de guérilla, avec des modes opératoires à base, principalement, de pièges. L'opération en Libye a été déclenchée en moins de deux jours, avec une planification



Général de corps aérien Gilles Desclaux, commandant de la défense aérienne et des opérations aériennes.

basique, sans empreinte au sol, une position américaine inédite et un adversaire étatique massacrant sa population, dans une sorte de « guerre civile ».

## 1. L'arme aérienne en Afghanistan

En Afghanistan, la crise dure depuis dix ans. Nous avons pu en tirer de nombreux enseignements. Au cours des différentes phases de l'opération, l'arme aérienne a tenu un rôle essentiel, dans des registres très variés, en fonction des effets stratégiques requis. Comme lors de la guerre du Golfe ou pour le Kosovo, l'opération a débuté par une campagne aérienne massive, qui a permis de chasser les Taliban en quelques semaines. À l'issue de cette phase, l'arme aérienne a évolué logique-

ment vers les fonctions de soutien et d'appui aux forces terrestres qui occupent entièrement le territoire afghan. L'arme aérienne a constitué un multiplicateur de forces, en permettant à la coalition de couvrir un périmètre plus grand avec moins de forces, face à un adversaire diffus et difficile à identifier, dans le but de l'empêcher de se regrouper et de mener des opérations d'envergure. La première caractéristique de l'opération réside dans la coopération terre-air, qui a trouvé, ici, un renouveau, en particulier avec la chaîne d'appui aérien. Uzbin fut un tournant malheureux mais nous sommes aujourd'hui entrés dans une bonne dynamique, où la coopération terre-air a pris toute sa mesure. Il s'agit d'une opération de contre-insurrection qui exige une grande compréhension de la situation. Il faut donc fournir aux troupes au sol les renseignements les plus nombreux, pertinents et rafraîchis possible. Il convient également de maîtriser absolument les dégâts collatéraux. En la matière, l'arme aérienne a accompli d'énormes progrès après des débuts difficiles puisqu'aujourd'hui moins de 15 % des dégâts collatéraux reconnus par l'OTAN sont imputables aux tirs de l'aviation de chasse. Le système ROVER a apporté un soutien très important en termes de renseignements fournis au commandant de l'opération, par la transmission d'images en instantané. Il constitue aujourd'hui un outil incontournable.

Le renseignement et la surveillance représentent des éléments primordiaux, du fait de l'explosion des besoins en vidéos en temps réel. Cela a commencé en Irak mais c'est l'Afghanistan qui a vraiment fait apparaître cet élément. Malgré la présence de 86 drones MALE, seulement 40 % des demandes sont honorées. Chaque opération au sol, chaque commandant d'une opération, la plus simple soit-elle, éprouve le besoin d'un apport vidéo temps réel. Les drones permettent de visualiser toutes les micro-activités, de détecter des intentions, de comprendre les modes opératoires des gens sur le terrain et d'en déduire une stratégie pour les contrer. L'armée de l'air a dépassé 4 000 heures avec le Harfang et



« Le système ROVER a apporté un soutien très important en termes de renseignements fournis au commandant de l'opération, par la transmission d'images en instantané. Il constitue aujourd'hui un outil incontournable. »

acquis une connaissance considérable de ces systèmes. Il faut désormais passer rapidement à l'échelle supérieure, avec un outil pleinement opérationnel.

L'arme aérienne doit garantir à chaque section engagée sur le terrain un appui en moins de 12 minutes H24. Cela nécessite une organisation particulière et très difficile à mettre en place, qui nécessite 170 chasseurs et 70 ravitailleurs en vol. Le ratio d'un sur deux constitue, à mon sens, la règle actuelle. En plus de la réactivité, cette arme aérienne apporte aussi la progressivité. Nous ne faisons pas que tirer des bombes. Le show of force représente un mode d'action premier, qui a, encore aujourd'hui, plus de 90 % d'effets positifs, en forçant l'adversaire à rompre le combat. L'image que je vous présente maintenant est caractéristique de la boucle courte. Il est 3 heures du matin, un groupe de Taliban est détecté, par un Predator, en train de poser un IED, des engins explosifs qui tuent nos soldats. Ces informations sont transmises aux États-Unis et reviennent au CAOC. Deux Mirage 2000D sont en alerte en vol. Mission leur est donnée d'intervenir. En moins de dix minutes, les Taliban sont frappés. Pourtant, les avions n'étaient pas dédiés à la protection du convoi. Cette mission a été découverte en l'air par les équipages et parfaitement exécutée.

L'allonge stratégique et la mobilité tactique représentent deux caractéristiques essentielles de l'arme aérienne en Afghanistan. 10 000 hommes par an sont envoyés par nos Airbus, qui accomplissent 50 rotations à Bagram ou Kaboul, parfois entre deux tirs de roquettes. La mobilité tactique constitue cependant une faiblesse aujourd'hui du fait de la vétusté de notre flotte Transall et du manque d'hélicoptères. Pour effectuer une opération d'ampleur, notre task force Lafayette a besoin principalement des appareils américains. Nous procédons également



A-340 TLRA Les avions de transport Airbus de l'armée de l'air effectuent chaque année 50 rotations en Afghanistan pour assurer la relève de 10 000 hommes.

au ravitaillement des zones éloignées par parachutage pour essayer d'éviter les IED. Il ne faut pas, enfin, oublier que l'opération en Afghanistan n'existe que parce qu'existent des bases aériennes comme Kandahar, Kaboul ou Bagram. Plus de 30 000 personnes occupent ces bases, qui permettent près de 800 sorties journalières. Il faut savoir faire vivre ces bases et les protéger en territoire ennemi. Je salue ici les Britanniques, qui sont de véritables experts en la matière. La France effectue 10 % des missions d'appui mais seulement 2 % des missions de ravitaillement en vol, réalisées surtout par les États-Unis.

## 2. L'arme aérienne en Libye

La Libye constitue une opération complexe, menée sur territoire très vaste représentant 2,5 fois la France et 160 fois le Kosovo. 170 avions frappent le territoire presque tous les jours contre 800 au Kosovo. Heureusement les combats sont concentrés sur seulement trois zones de confrontation puisque l'essentiel de ce vaste territoire est constitué de vide, que Kadhafi et ses troupes utilisent fort bien d'ailleurs. Cette guerre est aussi atypique car elle a débuté très vite sans que nous ayons eu réellement un état final recherché et le temps de dérouler une planification visant à l'obtenir. L'opération est aussi caractérisée par une succession de différentes structures de commandement et de conduite en quelques jours et une position américaine inédite. Pour la première fois, nous nous battons « sans » eux. Ils nous soutiennent certes, mais avec une capacité ISR comptée.

L'armée de l'air, la marine nationale et aujourd'hui nos hélicoptères de combat, la totalité des armées, ont engagé, dans cette opération, l'ensemble des capacités de la puissance aérienne : le contrôle du ciel et de l'espace, l'ISR, la mobilité, la recherche au combat, l'attaque et le C2. Toutes ces capacités ont été utilisées presque d'entrée de jeu et de manière simultanée.

Le 19 mars, nous avons dû répondre instantanément aux souhaits du président de la République, en instituant une no-fly zone au-dessus de la Libye dès 13 heures et une première frappe sur les colonnes de chars qui montaient vers Benghazi à 17 heures 45. La première partie de l'opération s'est déroulée sous contrôle national. La coordination a commencé le 19 mars. Mon adjoint s'est rapproché du général Zamzow à Ramstein pour conduire cette opération. Nous avons conservé le contrôle sur nos avions jusqu'au 25 mars avant une prise en charge américaine avec Odyssey Dawn puis par l'OTAN au 1er avril. Ce C2 a été effectif dès le début, grâce aux travaux dont mes prédécesseurs ont

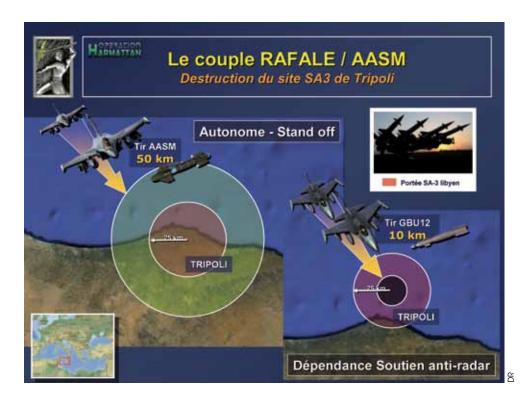


témoigné. Les outils étaient parfaitement prêts et rodés, ce qui nous a permis une conduite aisée dès les premiers jours de l'opération. La phase de renseignement aérien a duré 10 à 15 jours. Nous y avons recueilli l'ensemble des données qui nous permettraient, au besoin, d'intervenir. Les moyens employés nous ont donné une bonne idée des capacités des forces du colonel Kadhafi. Après ces 15 jours, nous avions acquis la conviction que nous pouvions répondre sans problème aux directives du président de la République. Après cette phase de connaissance anticipation, il nous a fallu, 36 heures après le vote de la résolution, engager les premières opérations. Nous sommes ensuite entrés dans une campagne plus classique, où tous les types de mission ont été effectués. La connaissance anticipation constitue, comme l'a rappelé le Livre blanc, la première ligne de défense. Il ne faut pas baisser la garde. Encore une fois, c'est elle qui nous a permis d'entrer en confiance au-dessus du territoire libyen dès le 19 mars. Ces outils se révèlent utiles de tous temps, partout et à tous les niveaux.

La première journée, la mission était claire : à 13 heures, les premiers avions devaient être

au-dessus de la Libye afin que le président de la République puisse sereinement ouvrir la conférence de Paris et qu'à la fin de son discours, après 17 heures 30, nous soyons capables de donner un coup d'arrêt aux colonnes de chars qui remontaient sur Benghazi. Ce fut une journée très tendue. La situation évoluait fortement au sol. Les avions, à peine prêts, ont dû conduire des missions difficiles de plus de 7 heures. Deux premières patrouilles se sont succédées après 13 heures pour rendre effective cette no-fly zone avant qu'à 17 heures je donne l'ordre aux avions de pénétrer dans l'espace aérien, en allant chercher les chars jusqu'à 10 kilomètres au sud de Benghazi. Ils les ont trouvés en moins de 3 minutes et les ont frappés. Huit bombes ont été tirées. La première colonne de chars a été touchée. Le lendemain, nous n'avons plus trouvé de forces de Kadhafi à moins de 80 kilomètres de Benghazi. L'opération était réussie. Les Américains et Britanniques ont, durant la nuit, tiré des missiles de croisière puis la coordination a commencé, pour être effective 2 ou 3 jours après.

Je dirai, en conclusion, quelques mots sur le couple *Rafale-A2SM*, qui constitue une



arme exceptionnelle : bombe propulsée, tir à distance de sécurité, six engagements multicibles simultanés, angle d'impact choisi depuis la cabine, des effets démultipliés, une très large gamme et toute une famille de corps de bombes. Nous avons réalisé des frappes réussies, dès le premier jour, à la surprise des Américains! Le pod Reco NG donne également de bons résultats, avec sa capacité de détection d'activité et la transmission des informations en vol, qui permet de raccourcir la boucle renseignement, de même que les frappes SCALP, dès le quatrième jour, totalement pilotées depuis Paris. Le spatial joue un rôle clé pour préparer ce type de missions.

La véritable problématique de la Libye consiste à trouver les cibles. Il faut des outils très performants pour les localiser. Ensuite, le CAOC va donner les coordonnées par l'intermédiaire de l'AWACS. L'avion doit les localiser puis réaliser une identification et une évaluation des dégâts collatéraux pour obtenir une autorisation de tir auprès du CAOC. Si elle est obtenue, l'information est transmise à nouveau par l'AWACS à l'avion. Le pilote se trouve en permanence au centre de cette problématique. La qualité

des capteurs, des processus de conduite, les contraintes et limitations imposées interviennent dans l'équation. Je souhaiterais donc, en conclusion, rendre hommage aux pilotes de l'armée de l'air, de l'aéronavale et de l'ALAT, qui s'engagent tous les jours et réalisent un travail remarquable.

## Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou

Je note l'importance du temps réel, devenu une règle pour tous, avec les contraintes que l'on met autour, qui constituent autant de facteurs de complexité. Vous avez aussi évoqué l'excellente coopération avec les autres armées. Au fil des opérations, les incompréhensions disparaissent. Tous sont désormais habitués à travailler ensemble et tout fonctionne beaucoup mieux que par le passé alors que les conditions d'emploi se complexifient. La parole est à la salle.



Général d'armée aérienne Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

## ? Colonel Lefebvre, IRSEM

Vous avez évoqué l'utilisation des moyens spatiaux; pourriez-vous brosser rapidement l'évolution de l'utilisation des moyens au profit des opérations aériennes depuis la première guerre du Golfe jusqu'aux opérations actuelles en Afghanistan et en Libye?

## ? Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

« Pendant vingt ans, comment cela a fonctionné entre la "chasse aux SCUD"? », je pense que c'est cela que vous avez en tête, c'est-à-dire la première fois où l'on utilise les moyens spatiaux pour faire des opérations en temps réel, et aujourd'hui, où cela fait partie de la panoplie des moyens utilisés en permanence?

## ✓ Major General Mark R. Zamzow

Regarding the evolution of space assets, it is clear that ISR and what aircraft see and relay back all blend together. There are always enhancements, and the connectivity between so many sources is amazing. The challenge is what we can share with our allies and how quickly we can do that. That has been a constant evolution, and it is still tough.

## ? Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

Cet échange permanent dans la coalition ne pose-t-il pas une deuxième question, en particulier pour les Américains, qui est celle de l'échange d'information en permanence. Le temps réel impose d'aller très vite : comment voyez-vous cette question?



Lieutenant-colonel Le Saint, état-major de l'armée de l'air.

### ✓ Major General Mark R. Zamzow

This is knowledge before an event happens and how quickly we share it. That is about diplomatic relations in getting things established ahead of time, whether exercises or real world exchanges.

#### ? Général d'armée aérienne (2S) Jean Rannou

Are you confident in your way of working?

## ✓ Major General Mark R. Zamzow

It is the only way to work, to be honest. We had full involvement from everybody, but stage setting has to happen ahead of time between governments.

## ✓ Général de corps aérien (2S) Jean-Patrick Gaviard, ancien commandant des forces aériennes françaises lors de l'opération Allied force

Je voulais simplement répondre pour la guerre du Kosovo, et puis même pour le début de celle d'Afghanistan, puisque j'étais aux affaires au niveau interarmées. Pour le satellite, il y a deux choses: il y a la partie image qui, effectivement, nous rapporte beaucoup de choses, et, avec Hélios, on a fait un bond dans l'appréciation autonome de situation. Mais il y a également la partie communication. Ainsi, en Afghanistan, nous avons fait dériver un satellite Syracuse afin d'obtenir cette communication avec un théâtre très éloigné. Sans les satellites de communication, nous n'aurions pas pu réaliser un certain nombre de missions aussi éloignées que celle-là. La seule chose que j'ai regrettée au Kosovo, c'est de ne pas avoir réussi à obtenir la station de théâtre pour effectuer mes missions. La DRM l'a gardée en central, malgré tous mes efforts pour la récupérer. Mais ce sont des problèmes internes, c'est-à-dire que lorsque nous avons des moyens nous devons les exploiter au mieux.

#### ✓ Lieutenant-colonel Le Saint, EMAA

Je m'adresse au général Desclaux : vous avez dit que la guerre que nous conduisons actuellement en Libye était atypique et je me souviens que c'était ce que nous disions de la guerre du Golfe puis de la guerre du Kosovo. Et la guerre en Libye fait mentir ceux qui disaient que la contre-insurrection serait la norme ad vitam æternam. Néanmoins, au travers de tout le parcours que nous avons effectué, y a-t-il possibilité de dégager, s'agissant de l'emploi de l'arme aérienne, quelques invariants, quelques



principes que la guerre à laquelle on doit s'entraîner, la prochaine, ne fait pas mentir ?

#### Général Gilles Desclaux

Ces invariants ont été évoqués par nous tous : réactivité, rapidité de l'intervention, souplesse d'emploi, allonge. Il faut aussi disposer d'une palette de capacités la plus large possible. Nous devrons de plus en plus contrôler au plus juste ces opérations. Le C2, dans ce cadre, reste l'outil sur lequel s'agrègent les capacités, qui les met en œuvre, les fait travailler ensemble intelligemment pour obtenir les meilleurs effets. La capacité C2 permet de mener à bien la coordination entre les composantes, en liaison avec la connaissance et l'anticipation.

## Général (2S) Jean Rannou

Une question me brûle les lèvres. Le général Fleury évoquait au début les problèmes de compréhension interarmées. La situation semble s'être améliorée, selon les derniers intervenants. Qu'en est-il réellement ?

#### Général Gilles Desclaux

Le multinational fonctionne en effet très bien. Notre JFAC vient d'être à nouveau certifié. Nous n'avons rencontré aucun problème de communication. Il faut cependant y mettre les moyens adéquats. Le seul frein à la véritable interopérabilité est une question de moyens. Les relations peuvent parfois être difficiles mais je crois que nous avons fortement progressé dans la compréhension.

## ✓ Major General Mark R. Zamzow

Regarding relationships, most Americans do not know other foreign languages. The French and other nations have made tremendous strides in their English skills, and that is a foundation. Therefore, interoperability and the ability to talk socially and professionally at any level helps us share our strategies, knowledge and skills.







## 3<sup>e</sup> table ronde: Quelles nouvelles conflictualités dans un monde en évolution?

Modérateur : Monsieur Pierre Servent

## Vision prospective du monde dans les 20 ans

par le monsieur Nicolas Tenzer, expert.

Nicolas Tenzer tente de définir les futures zones de conflit dans les deux décennies à venir. Pour cela il s'attache à préciser le rôle des États et des grandes organisations internationales dans les futurs centres d'impulsion mondiaux.



#### **Pierre Servent**

Je suis ravi d'être le modérateur de cette table ronde qui portera sur la dimension prospective. Voir plus loin est important. Les mots qui m'ont frappé aujourd'hui sont l'incertitude, et l'importance de l'anticipation. Nous tenterons donc d'éclairer les deux prochaines décennies. Cela constitue un défi très important. Les conflits de ces dernières années se sont révélés spécifiques. Dans un monde incertain, mieux vaut être très mobile sur le plan intellectuel. Je crois que c'est ce que cette table ronde va

démontrer. Nous ne pouvons passer à côté du caractère interarmées. Face à la complexité de ces conflits, nous sommes en effet plus intelligents à plusieurs. Cette table ronde croisera les regards dans une approche civile et militaire, interarmées et internationale.

## Nicolas Tenzer

Mesdames et Messieurs, je ne vais pas vous donner un aperçu du monde entier durant les vingt minutes qui me reviennent, mais vous dresser trois pistes pour dessiner à un horizon

de vingt ans un monde peut-être plus stable, plus sûr et sans doute moins globalement dangereux que je ne l'avais pensé voilà six ans, lorsque j'ai signé le contrat pour cet ouvrage.

Je crois que ce sera un monde où les États, confortés par des peuples beaucoup plus actifs sur la scène internationale et par des leaders plus puissants, retrouveront une place majeure et où la plupart des grandes unions internationales, y compris les Nations unies, auront tendance à jouer un rôle nettement moindre que voilà vingt ans et même qu'aujourd'hui. Ce monde connaîtra une dislocation progressive de ces unions régionales qui certes continueront d'exister mais qui éprouveront plus de difficultés qu'aujourd'hui à structurer des solidarités puissantes et constructives. Il en sera ainsi notamment de l'Union européenne. Avoir des États plus puissants signifie que les stratégies que les différents États vont conduire dans le monde seront des stratégies autonomes, fondées sur leur propre définition de leur intérêt national. La plupart des peuples et gouvernants, des élites de ces États seront plus aptes



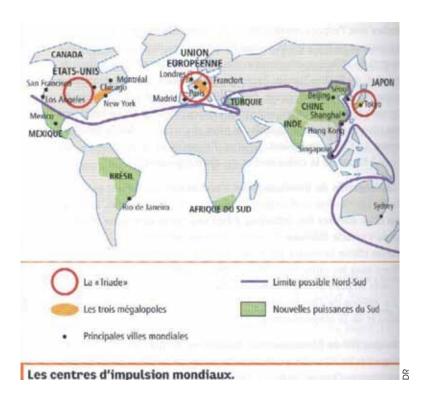
Nicolas Tenzer

qu'aujourd'hui à définir leur intérêt général et leurs objectifs dans le monde. Une reprise de la souveraineté s'opérera, non pas dans une logique de souverainisme rétrograde, fermé, clos sur lui-même, prompt à défendre un nationalisme aveugle et totalement suicidaire, mais dans une souveraineté qui se nouera avec une conscience extrême de la nécessité d'agir en partenariat avec les autres et de concevoir des stratégies partenariales plus subtiles et mobiles qu'aujourd'hui. Au sein de l'Union européenne, en particulier, la plupart des États moyens tenteront avec succès de s'unir avec des puissances d'autres zones du monde plutôt que de privilégier à tout prix les alliances au sein de leur propre zone. Il en sera de même au niveau de l'ANSEA et des zones comme l'Amérique du Sud, où les solidarités se révéleront beaucoup plus faibles. La conscience d'une solidarité au sein des différentes zones sera plus ténue, y compris sur les plans économique et monétaire. Ces alliances multiples vont dessiner un écheveau de relations beaucoup plus stables qu'aujourd'hui, écheveau qui garantira une stabilité et une relative pacification. Bien sûr, les États continueront à participer aux diverses alliances. L'Union européenne continuera d'exister mais essentiellement sous l'angle d'une solidarité économique et géopolitique sûrement transatlantique.

Les peuples, animés sans doute par des sentiments plus pacifiés, participeront eux aussi à l'histoire, imposant leur vue. Les dirigeants des pays même les moins démocratiques seront de plus en plus contraints de tenir compte de ces mouvements. On l'a vu au Moyen-Orient. Nous risquons de le voir dans d'autres zones du monde durant les dix prochaines années. Cette insurrection des peuples constituera, selon moi, une donnée très forte. S'agissant des leaders, on trouve aujourd'hui dans toutes les zones du monde, y compris dans les zones les moins démocratiques, des leaders formés



Le siège du Parlement européen à Strasbourg

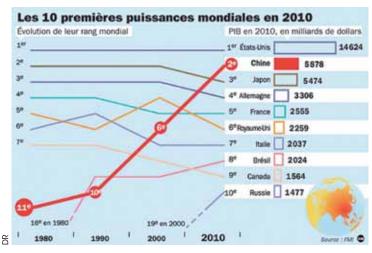


à l'intelligence internationale, capables de jouer sur plusieurs registres. Cette intelligence nouvelle des leaders des nouveaux États du monde posera un défi redoutable aux dirigeants occidentaux, notamment français, sans doute beaucoup moins mobiles et ouverts à l'international et parlant moins les langues étrangères que ces leaders.

La deuxième grande tendance touche à l'influence douce – le soft power. Il faut s'interroger non pas sur la notion mais sur le lieu où elle se situe. Il convient de bâtir une cartographie des principaux centres d'influence dans le monde, qui vont progressivement forger la doctrine, l'influence mondiale telle qu'elle va se développer au cours des quinze prochaines années. L'ensemble des marchés d'expertise mondiaux lancés par les États émergents ou par les organisations internationales représentent sur cinq ans 500 milliards d'euros, dans tous les domaines. Les conséquences concrètes en termes de marché s'élèvent à 25 000 milliards d'euros. Vous voyez bien l'enjeu pour la France. Je n'y reviendrai pas. La question majeure pour la plupart des États consiste à déterminer comment se situer sur ces marchés,

non seulement pour des raisons directement économiques mais également pour d'autres raisons. Lorsque l'on a remporté plusieurs de ces appels d'offres, on finit par fixer la doctrine, les bonnes pratiques, la norme, les standards qui vont prévaloir dans le monde de demain. Si, en outre, on est capable de défendre ces idées et règles de droit dans l'ensemble des think tanks et lieux où ces sujets sont discutés, on sera capable de défendre nos principes, nos valeurs, nos idéaux et nos intérêts de manière totalement indissociable tant sur le plan économique que sur celui de la pensée ou sur celui de la stratégie. Nous devons donc avoir une stratégie de présence beaucoup plus forte qu'aujourd'hui dans l'ensemble de ces lieux. Cette cartographie nouvelle du monde aura un effet totalement fondamental sur notre capacité à influencer et gagner des marchés.

La troisième tendance fondamentale tient au fait que la carte du monde sur le plan géopolitique va connaître des bouleversements majeurs. Le premier réside dans la disparition annoncée ou vraisemblable de la Russie comme grande puissance. À cela président d'abord des raisons démographiques puisque la Russie aura perdu



Source: FMI

30 millions de personnes d'ici vingt ans, des raisons d'état sanitaire, les hommes russes ayant une espérance de vie de 59 ans aujourd'hui, l'absence de classe moyenne, la fuite vers l'étranger de la richesse créée par les oligarques, la quasidisparition de l'industrie russe solide, l'absence de PME et le départ d'un très grand nombre de savants, intellectuels, qui quittent aujourd'hui le pays compte tenu du climat irrespirable sur le plan politique ou en matière de libertés et parce que le potentiel de recherche scientifique russe est en train de s'amenuiser. L'armée russe, aujourd'hui, pèse un vingtième de l'armée américaine. Tout cela produira, au centre de l'Europe, un gigantesque trou, avec des menaces considérables, notamment en Sibérie où la Chine est déjà presque chez elle mais aussi dans le Caucase avec des États qui ne sont pas totalement des États et des dirigeants qui n'en sont pas véritablement. Contrairement à un certain nombre de prédictions, je suis persuadé que la Chine jouera un rôle plus équilibrant dans le monde qu'aujourd'hui. La répartition des richesses opérée par l'État et le parti communiste chinois devra se faire, d'une manière ou d'une autre. Des signes se sont accrus d'incitations du Gouvernement ou de facilités pour accroître la consommation du peuple chinois. Il restera un problème tenant à l'accès aux matières premières et aux sources d'énergie. Il faudra trouver des pistes sérieuses pour une organisation de régulation qui instaure un accès beaucoup plus équilibré aux matières premières, qui évite les phénomènes de prédation que

nous connaissons aujourd'hui et établisse des systèmes de garanties de prix.

Suivant la quatrième tendance, les organisations généralistes vont connaître un affaiblissement mais les organisations spécialisées, qui produisent les normes et bonnes pratiques, seront considérablement renforcées pour 20 ou 30 ans. Une bonne moitié du monde se trouve aujourd'hui dans une phase de croissance extraordinaire, en Asie comme en Amérique du Sud-voire en Afrique. Les États de ces zones inventent un modèle économique et politique. Des ouvertures de pensée se créent. Pour ne pas disparaître, nous devons investir ces lieux de pensée et les connaître. J'en ai visité une quarantaine, à l'occasion du rapport spécial que j'avais réalisé en 2007 pour le Premier ministre. J'en ai découvert beaucoup. Nous devons maintenant apprendre à les connaître.

Le monde de demain n'en aura pas fini avec des phénomènes extrêmement dangereux qui justifient votre présence, votre action et votre engagement. Nous n'en aurons pas fini avec le terrorisme et les guerres civiles mais je crois que nous aurons de plus en plus la capacité de les endiguer. Il ne s'agit pas de baisser la garde, bien au contraire. La capacité opérationnelle de nos armées s'avère en ce sens totalement capitale. Nous connaîtrons des conflits civils, de multiples interventions sur des théâtres d'opération lointains. Cette réalité permettra aussi d'apporter un peu d'espoir.

# Pertinence de l'outil militaire face aux nouvelles menaces

par le général de division Vincent Lafontaine, directeur du CICDE.

Le général Vincent Lafontaine rappelle que la situation géopolitique a beaucoup évolué ces quinze dernières années, avec un changement de l'ordre mondial et l'apparition de nouveaux facteurs de tension aggravants comme la prolifération des armes de destruction massive. Cela permet de prédire trois menaces potentielles pour les engagements futurs : le risque interétatique, l'augmentation durable du terrorisme et de la criminalité organisée, et l'arrivée de nouveaux champs de confrontation avec le cyber-espace. Il faudra donc, malgré les contraintes budgétaires, investir dans la connaissance et l'anticipation pour que la France puisse rester, puisque c'est son ambition, une puissance militaire et diplomatique majeure.

#### **Pierre Servent**

Votre regard se révèle quand même décapant, faisant preuve d'un optimisme raisonné. Votre analyse sur le printemps des peuples et l'émergence de nouveaux peuples, en particulier sur la Chine, suscitera sans doute des questions. Mon général, présentez-nous votre regard interarmées sur la pertinence future de l'outil armé en général.

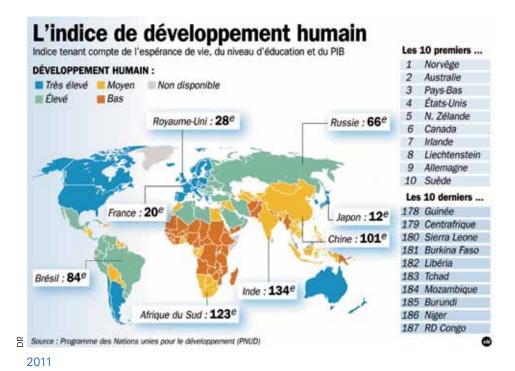
### **Vincent Lafontaine**

S'agissant des tendances à quinze ans, j'ai été « bousculé » par l'intervention de Monsieur Tenzer. J'y retrouve quelques aspects que j'avais tenté de dégager mais j'avoue que l'évolution que vous nous décrivez, quelque peu idyllique, avec un monde plus stable, plus sûr et moins dangereux, suscite mes interrogations. On voit poindre de façon perceptible la réapparition des États et l'affaiblissement des organisations internationales, ce qui ne constitue pas forcément, me semble-t-il, un facteur de stabilité. Par ailleurs, la puissance des États-Unis semble moins régnante que par le passé et se repositionne indéniablement vers le Pacifique. Je constate en parallèle un piétinement de l'Europe avec une cacophonie voire une aphonie et une incapacité de l'Europe

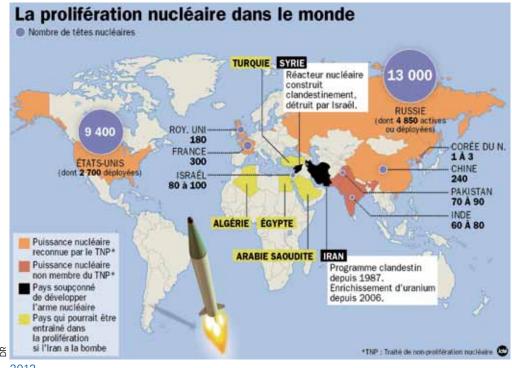


V 01

de se concevoir, pour le moment, comme une puissance globale. Je vois proche de nous le maintien de l'instabilité africaine et les rives sud et est de la Méditerranée durablement fragilisées, ne serait-ce qu'avec le maintien de la problématique du Proche-Orient. À cela s'ajoutent la montée en puissance de certains pays émergents comme puissances régionales ou mondiales, avec le déplacement du centre de gravité du monde vers l'Asie, ce qui ne doit pas être nécessairement perçu comme une menace immédiate mais qui pose de véritables problèmes, et la poursuite de la globalisation, qui multiplie les interdépendances et donc les fragilités qui y sont associées. Ce descriptif un peu sommaire des évolutions me laisse penser que la fragilité vient de ce bouleversement à tendre d'une structure unipolaire vers un



monde plus multipolaire voire oligo-polaire. Il faut se souvenir de la pertinence de la notion de surprise stratégique, toujours présente. Depuis vingt ans, de nombreux exemples nous incitent à rester humbles, à chercher la polyvalence et la réactivité pour nous adapter. Figurent en outre, dans ce panorama rapide, des facteurs de tension aggravants avec le poids croissant de la démographie et des déséquilibres en ce domaine. La démographie a partiellement été neutralisée dans les pays occidentaux avec l'avantage technique qui nous permettait de faire face à ce déséquilibre, avantage technique qui va progressivement se réduire sous le double effet de la dualité des techniques et des réductions d'investissements que les pays occidentaux veulent bien concevoir. Les besoins d'accès aux ressources vont, dans une phase transitoire,



poser sans doute des problèmes. Interviennent aussi, dans ce tableau, le développement des idéologies et des extrémismes mais aussi l'existence d'États faillis, la création de zones de nondroit où la criminalité et le terrorisme créent un terreau pour lancer ces activités. Enfin, il est probable que la prolifération des armes de destruction massive devrait se concrétiser dans les années à venir.

Quant aux caractéristiques de nos engagements futurs, j'ai identifié trois menaces potentielles. Il existe en premier lieu un risque interétatique, qui pourrait aller croissant, notamment dans la zone asiatique, avec des crises violentes sous l'effet de l'instabilité du contexte international en raison du changement d'ordre mondial et la fragilisation de deux verrous qui nous avaient évité le pire jusqu'à présent : la dissuasion qui, fragilisée par un contournement de plus en plus possible, ne joue plus que dans un certain nombre de cas et, avec l'idéologie, la fin du consensus sur le refus de la guerre. Je ne suis pas sûr que certains ne soient pas capables, au cri de « prenons notre part dans le monde », de recourir aux plus grandes extrémités. La deuxième menace potentielle tient à l'augmentation durable du terrorisme et de la criminalité organisée, avec la création d'une sorte de « triangle diabolique » regroupant zones de non-droit, criminalité et terrorisme, qui transforment une menace uniquement policière en une menace militaire réelle. Enfin l'arrivée de nouveaux champs de confrontation avec le cyber-espace, l'espace, et ce fameux champ des perceptions aura une influence de plus en plus grande sur nos engagements qui se révéleront toujours plus complexes. L'asymétrie de stratégie des acteurs, malgré tout relativement ancienne, non seulement était subie sous certains aspects, compte tenu du déficit technique, mais elle peut aussi être choisie. L'irrégularité des acteurs intervient aussi, avec la difficulté de les caractériser physiquement : insurgés la nuit, paysans le jour, comme en Afghanistan et par le fait que certains acteurs sont prêts à ne pas respecter les règles fondamentales jusqu'à présent largement reconnues. Enfin, l'hybridité des modes d'action et des menaces lors d'un même engagement

viendra aussi complexifier nos interventions. On verra s'entremêler beaucoup plus de différents modes d'action et menaces dans un seul et même conflit. Notre espace de bataille présentera des caractéristiques exigeantes. Il pourrait être éloigné de notre territoire. Il devrait se situer majoritairement dans les zones où la population est la plus nombreuse (zones littorales ou urbaines) et donc quasiment au sein des populations. Il s'agira d'un espace de bataille où l'adversaire cherchera à contester notre liberté d'action, notamment en contrevenant à notre liberté de mouvement, d'un espace où les réseaux de communication constitueront à la fois des forces et des faiblesses et d'un espace, enfin, où les contraintes juridiques et éthiques existeront de notre côté mais seront exploitées par notre adversaire.

En termes de conséquences pour notre outil militaire, la connaissance et l'anticipation, dans une période et un monde en pleine mutation, se révéleront plus que jamais indispensables. Au vu des contraintes qui pèsent sur les budgets de défense, il faudra impérativement disposer d'indicateurs très en amont pour gagner les délais nécessaires à une adaptation capacitaire avant que la crise majeure n'arrive. Certains ont tendance à traduire connaissance et anticipation par effort technique. Cela est faux. Cette fonction comprend un panel. Ce ne sont pas les moyens techniques qui élimineront la surprise stratégique. La prévention est appelée à se développer eu égard au risque croissant de contagion des crises et au souci d'éviter les engagements toujours plus lourds politiquement et militairement. De ce point de vue, le concept d'intimidation conventionnelle méritera d'être creusé. On sent bien toutefois dans nos pays occidentaux la difficulté à marier une politique de prévention efficace et une tentation de politique non interventionniste. Les fondements de la dissuasion demeurent face aux États mais l'asymétrie des stratégies et l'hybridité des menaces facilitent inévitablement son contournement. Il est temps selon moi de mesurer le juste niveau d'investissements financiers nécessaire pour conserver la crédibilité de notre dissuasion dans une logique de budget contraint. Sans cet



Dans le conflit libyen, l'appui d'une autorité régionale comme la ligue des États arabes a été une caution précieuse pour légitimer les opérations.

effort, nous risquons un jour de nous trouver en situation très difficile. Quant à la protection, les populations et le territoire national sont au cœur de la stratégie de sécurité. Dans un monde globalisé, cette protection doit bien sûr être envisagée et conçue au plus loin mais la participation des armées à la résilience de l'État doit aussi être mieux prise en compte. Il est donc nécessaire d'établir une collaboration toujours plus étroite avec l'ensemble des services de l'État, sans pour autant aller jusqu'à une confusion des missions entre défense et sécurité. Enfin, l'intervention est clairement liée à l'ambition de la France de rester une puissance militaire et diplomatique majeure. Si nous voulons cela, il faudra pouvoir couvrir une palette large de l'intimidation par l'action jusqu'à la coercition.

Les conséquences capacitaires résident tout d'abord dans la nécessité de maintenir la garde dans un monde proliférant et, de mon point de vue, plus dangereux, de développer nos moyens de protection et d'action dans les nouveaux champs d'affrontement.

Il me paraît ainsi souhaitable de développer :

- ✓ l'aptitude à projeter une force interarmées autonome,
- ✓ notre réactivité opérative pour faire face aux grands espaces que nous ne pourrons contrôler en permanence,

- ✓ notre aptitude à nous appuyer sur des forces locales,
- ✓ le niveau de protection des forces que nous déploierons, notamment dans la troisième dimension, vis-à-vis des approches côtières et de la liberté de mouvement indispensable sur les grands axes,
- ✓ l'aptitude à durer plusieurs mois avec un volume nécessaire pour la tenue des points clés, la maîtrise des approches et la réaction sur le théâtre,
- ✓ l'aptitude à l'intervention autonome d'urgence sur notre territoire national, afin de remplir pleinement notre rôle envers nos concitoyens, en recherchant des pôles d'excellence utilisables à la fois sur le territoire national et en opération extérieure (NRBC, aide à la mobilité, etc.).

Comme le rappelle le CEMA, notre outil de défense est et sera la traduction de nos ambitions sur la scène internationale. Avant d'atteindre un point de rupture et de décrocher, il faut absolument corréler les ressources attribuées aux armées aux ambitions affichées, en se méfiant des non-choix et des effets de seuil surtout lorsque l'on en vient à échantillonner nos capacités. En particulier, face au poids renouvelé de la démographie, une nouvelle réduction de nos formats devra au minimum être mûrement pesée.

## Quelles évolutions pour l'armée de l'air indienne?

par l'Air Commodore SK Ghotia, attaché de l'air auprès de l'ambassade d'Inde à Paris.

Dans une démarche prospective, riche de sa vision de militaire conjuguée à son expérience de diplomate, l'Air Commodore Ghotia esquisse la force aérienne indienne propre à relever les défis futurs d'un monde en pleine mutation. Dans ce contexte mouvant, l'Asie est devenue le centre de gravité d'une intense politique de puissance. Forte d'une économie en pleine croissance, la région a rapidement développé ses capacités militaires. L'une des principales menaces pour l'Inde, aujourd'hui et demain, réside dans le terrorisme et l'ennemi asymétrique. C'est pourquoi il convient d'adapter les forces aériennes à la guerre irrégulière mais, plus largement, de maintenir les capacités sur tout le spectre des conflits. Une telle ambition requiert une volonté politique forte.

#### **Pierre Servent**

Vous êtes à la fois un militaire et un diplomate, mais vous posez très clairement des sujets de fond dont il faut espérer que les candidats à l'élection présidentielle débattront. Vont nous être maintenant présentés la vision de l'Inde sur l'efficacité et la pertinence de l'arme aérienne et, pour clore, le regard porté sur cette question du côté de l'armée de l'air française.

#### **SK Ghotia**

Air power, in its relatively short time-span, has had profound influence on our lives and world affairs. The change has been even more dramatic in the last two decades, where air power has had to evolve and adapt to a variety of scenarios, ranging from operation *Desert Storm*, Kosovo, Iraq, Afghanistan and Kargil. In all these operations, air power has played a dominant role.

The world that we live-in today is turbulent and is characterised by conflicts of all shades. The days of total wars, with large standing armed forces slugging it out face to face over protracted periods, seem increasingly remote. The nuclear factor, emergence of non-



State actors, asymmetric warfare, increased economic interdependence, world opinion, media activism etc, have changed the very nature of conflict. Countries the world over are now facing violence from irregular forces at a sub-conventional level. This is a paradigm shift and we, as the practitioners of air warfare,

have to understand its implications because it has far reaching effects on our force structures, doctrines and training.

In the evolving global geo-strategic environment, Asia has become the Centre of gravity of intense "Power Politics". Booming economies and growth have spurred rapid development and military capabilities.

The entire Asian mainland, from its western extremity to the Eastern Pacific coast and down to the Indian Ocean region, exhibits various degrees of turbulence. The threats to most countries are both internal and external, and emanate from terrorism, insurgency and fundamentalist forces as peoples attempt to reshape their destinies.

India is no stranger to violence. It may surprise many to know that the problem of terrorism has persisted for nearly half of the period since our independence in 1947. Since the 1970s, more than 80,000 lives have been lost due to terrorism and insurgency – in Punjab, Jammu and Kashmir, north-eastern States and in many Indian cities including the last one in Mumbai.

In addition to conventional adversaries, threats to the security of a nation now emerge from faceless enemies with a variety of motivations. In our environment we sometime witness a



Forces indiennes prises à partie par les militants du Front musulman de libération du Cachemire s'opposant violemment à la tenue des élections générales de l'Inde en mai 2009.



Armée indienne en position autour du marché de Srinagar après une fusillade, suite au regain de tension après l'arrestation controversée de Bashir Ahmad Baba, recruteur de jeunes fanatiques et spécialiste en explosifs fortement soupçonné de liens avec le Hizb-ul-Mujahidin (mars 2010).

combination of the two. Long standing traditional and communal affinities challenge established national boundaries, often with violence, blurring the distinction between policing and military operations. The accessibility of technology also provides hitherto unavailable sophistication to terrorist organisations. These shadowy entities now operate with greater connectivity and situational awareness, making detection difficult. This raises the bar for the armed forces, even as they have to exercise restraint against an increasingly elusive and tech-savvy adversary.

While these sub-conventional adversaries utilise asymmetric methods and the cover of civilian population, they lack and cannot effectively offset unfettered access to the high ground that superiority in air, space and cyberspace provides. Exploiting altitude, speed and range, airborne platforms can create effects without the constraints that terrain imposes on ground forces. Use of aerospace power can therefore produce asymmetric advantages that can be effectively leveraged by commanders in virtually every aspect of irregular warfare.

But it must be accepted that most Air forces are generally not structured to deal with Irregular Warfare. They are designed to meet the higher intensity conflicts. Therefore, they need to adapt themselves to this role within the avail-



Avion de chasse indien Su-30 Mkl.

able resources and modify their procurement policies and training to Irregular Warfare. The most commonly employed functions include air mobility, ISR, personnel recovery and Command and Control. In fact, all airpower capabilities can be utilised. However, forces composition and application would vary, depending upon the situation.

Today, air power provides unique capabilities to achieve and sustain information dominance and use its precision engagement strength to effectively neutralise such irregular threats. Technological advancements in sensors, aircraft, guidance systems and standoff precision weapons, permit air power to be used in novel and innovative ways in such situations to synergise the effects produced by surface forces.

The task before our forces therefore, is two fold. The first is to determine the kind of capabilities that would be needed to address the kind of threats that we envisage and the second is to translate these into reality.

Unlike many other western forces that have downsized in response to their reduced threat perception, we in India have had to maintain capability across the entire spectrum of the conflict. Most of our modern combat assets have multi-role capability and can be used in a multitude of roles. The inherent potential already exists. We now need to add on the requisite systems, weapons and expertise to translate these into capability.

In light of the fact that we now consider subconventional scenarios to be as important as our conventional threats, our planning has to be equally meticulous. The application of airpower in urban terrain is constrained by a large number of variables. It has to consider the reduced destructive effectiveness of air delivered weapons due to the diffused nature of the targets, close to proximity of our friendly forces and the ever present risk of collateral damage. The leadership must also be aware that the employment of airpower has always had a magnified strategic effect, with political and diplomatic repercussions, and therefore has to be used with the due care, knowledge and understanding. This is particularly the case in view of the existence of weapons of mass destruction in various theatres.

There is yet another imperative that we will have to deal with. Such situations invariably provide very fleeting opportunities for engagement of targets. This implies that forces do not have the luxury of time, either for building up forces or positioning of stores and material or for clearances that would be required. We have to work towards the execution of compressed and responsive decision cycles. Delay in decision making and the inability to strike at the right moment would lead to failure, loss of effectiveness and credibility.

As can be visualised, such a scenario requires an entirely different set of doctrines and training. We would also need specific equipment that would include multi-role combat aircraft, airborne command posts, interoperable communications, UAVs, helicopters, appropriate weapons for urban terrain, night capability and intrusive surveillance. We would also have to acquire different destructive technologies, like non-kinetic and non-lethal weapons. These could be particularly useful in avoidance of escalation.

Aerospace power can be effective only when utilised correctly. Therefore, we need to possess the potential, where at very short notice, we can transport an all inclusive combination of assets, command and control infrastructure and trained operators to the required location in a state of readiness. For that, we could think of developing some kind of a composite group with expeditionary capability so that we do not waste time and effort in the allocation of assets, coordinating moves and putting them together. I wish to re-emphasise that time would be the most critical factor since windows of opportunity will be extremely limited. Our effectiveness in future will be determined by the speed of our response.

At no stage do I imply that air power can achieve the objectives all by itself. There are things that can be done and some that cannot! An operation in the sub conventional sphere would involve many different agencies; therefore these operations will have to be "Joint". All involved agencies should participate in formulation of operational plans right from the beginning. We have to define and develop a robust and responsive Command and Control structure that allows the Air Component Commander to take quick decisions and employ the required air assets in a manner considered operationally appropriate. This requires planning and training together and clear political direction.

Recognising these developments and preparing for them well in time, will hold the key to successful application of airpower in the future. It needs political will and corresponding physical capability by the Air Force. Swift response, precise weapon delivery, flexibility, persistence, ISR capabilities, and robust command and control mechanisms are the essential ingredients. Air power must be used in concert with all other forms of national power, right from the planning stage itself, each complementing the other, in order to achieve the desired objectives.

In the end, I would state that building and nurturing aerospace power to counter asymmetric threats, on account of its costs, technology and implications, has to be a national endeavour requiring the commitment of the government, civil society, industry, scientific community and, of course, the Air Force. Thank you.

# Quel rôle pour l'arme aérienne dans les nouvelles conflictualités?

par le général de brigade aérienne Guy Girier, sous-chef plans-programmes de l'état-major de l'armée de l'air.

Le général Girier indique que les nombreux changements au plan international sont générateurs de nouvelles tensions sur les plans politique, idéologique et économique, amplifiées par la prolifération nucléaire et auront de fortes implications en matière de défense. Il ajoute que la spécificité de l'arme aérienne en fait, au sein des ces nouvelles conflictualités, l'outil indispensable pour le gain de la liberté d'action, puisqu'elle permet notamment la protection des populations grâce à la maîtrise du ciel, la continuité de l'action politique dans les contextes de crise et la crédibilité de la dissuasion. Il note qu'il faudrait éviter que le contexte de restrictions budgétaires ne vienne réduire son efficacité.

#### Général de brigade aérienne Guy Girier

Les conflictualités ont été largement évoquées par les orateurs précédents. Je rejoins pleinement la vision du général Lafontaine. Il suffit de regarder rapidement en arrière. Ce qui ressort des crises antérieures tient à un manque d'anticipation, comme en témoigne la succession des surprises stratégiques depuis la chute du mur de Berlin, depuis le 11 septembre. Il ne faut pas non plus oublier les crises financières européennes et le Printemps arabe qui confirme l'arc de crise, avec des issues incertaines sur l'avenir de la Libye et de l'Égypte. Nous pouvons aussi évoquer les difficultés de l'Europe à se concevoir aujourd'hui en tant que puissance militaire. L'émergence des nouveaux acteurs stratégiques locaux va changer le jeu des alliances, avec le développement de la Chine et de l'Inde. Ces changements sont porteurs de risque, par les tensions qu'ils créent, tant au niveau politique, idéologique mais surtout économique. L'accès aux matières premières se posera avec d'autant plus d'acuité que les besoins continueront d'augmenter sous pressions, entre autres, de la croissance démographique et du développement économique.

Ces risques seront amplifiés par les proliférations des techniques et des armements



conventionnels. Dans les prochaines années, la prolifération des armes de destruction massive sera elle-même facilitée par le développement des échanges de toute nature propices à la diffusion des connaissances et des techniques souvent duales. Ces risques ne sont pas nouveaux et peuvent potentiellement présenter de fortes implications en matière de défense. Ils sont, comme le souligne l'histoire récente, générateurs dans les espaces de conflictualité traditionnels de nouvelles menaces ou de nouveaux contextes auxquels les forces armées

et l'arme aérienne en particulier devront s'adapter. Ils pourront, du fait de l'évolution technique, se développer dans les nouveaux espaces communs que sont le cyberespace ou l'espace.



Printemps arabe, Tunisie, mai 2011.

C'est donc une nouvelle redistribution au niveau mondial et régional qui est en cours et qui nécessitera une révision probable des ambitions de défense, telle qu'elle est envisagée en 2012 dans le cadre de la révision du Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale.

Quel rôle pour l'arme aérienne dans ces nouvelles conflictualités ? Avant tout, il importe de rappeler les caractéristiques générales de l'arme aérienne, qui sont liées aux spécificités du milieu qu'elle exploite. Sa transparence, sa perméabilité, sa fluidité et sa continuité permettent l'expression de performances spécifiques : réactivité, vitesse, flexibilité et réversibilité.

L'arme aérienne n'est pas le mode d'action unique mais elle tire des caractéristiques précédentes cinq particularités. Elle permet tout d'abord l'élongation pour porter des effets militaires à très grande distance dans des temps les plus contraints, avec une forte réactivité et une grande flexibilité des trajectoires. Applicables à toutes les composantes de combat et de transport, dans le cadre de la projection de forces et de puissance ou de la mise en œuvre de l'échelon national d'urgence, ces qualités sont également essentielles dans le cadre de la dissuasion où la composante aéroportée, en complément de la composante

océanique, offre au chef de l'État une gamme suffisamment large de modes d'action.

L'arme aérienne constitue l'outil indispensable pour le gain de la liberté d'action. Dans le domaine de la protection, elle permet l'exercice de la souveraineté dans la troisième dimension, en garantissant l'usage du milieu et la protection des centres d'intérêt vitaux contre toute menace. Elle participe à la garantie de la continuité de l'action politique dans les contextes de crise les plus sévères. Elle assure également à ce titre la crédibilité de la dissuasion sur le territoire national quelque soit la composante. La liberté d'action permet l'exploitation du point haut pour l'évaluation des situations et la communication. Si le satellite bénéficie encore à ce jour d'une certaine sûreté d'emploi au regard du droit international et de la menace, ses caractéristiques ne permettent qu'un recueil partiel d'information du fait des temps de révolution. Cette liberté d'exploitation pourra potentiellement être contestée à moyen terme comme elle l'est pour les moyens utilisés dans l'espace atmosphérique en l'absence d'une protection adaptée.

Dans le domaine de l'intervention, cette liberté d'action joue aussi un rôle capital puisque toute action partant de la surface ne peut trouver son point d'application désiré qu'à la condition de disposer de la liberté d'action dans la troisième dimension. À défaut, une force s'expose au déni d'emploi des plates-formes de départ, à l'impossibilité d'agir sur les cibles au point d'application souhaité de la force, à l'exposition de ses hommes et de ses systèmes d'armes à des risques inacceptables. La liberté d'action constitue de fait une condition préalable à l'entrée en premier, c'est-à-dire à la capacité de pénétrer les défenses adverses intactes, en parfaite connaissance de la menace et du risque couru. L'histoire récente illustre le rôle initial de l'arme aérienne dans les crises. La première guerre du Golfe a débuté par une phase de préparation aérienne du 16 janvier à fin février 1991, qui a permis l'attrition de la totalité des moyens de défense aérien d'évaluation de situation, de commandement et d'action dans

la troisième dimension de l'Irak ainsi qu'environ de 20 % de son potentiel militaire terrestre. Pendant plus de 12 ans les opérations Southern Watch et Northern Watch, tout en assurant la protection des populations shiites dans le sud et kurdes dans le nord ont permis à la coalition de conserver la supériorité aérienne au-dessus de l'Irak face à des forces et à des structures de commandement déjà mises à mal au cours de la première guerre. Au Kosovo, 78 jours de campagne aérienne auront conduit les Serbes à la table des négociations et créé de fait les conditions de la stabilisation du théâtre et d'une restauration des conditions d'une paix durable. En Afghanistan, le 8 octobre 2001 commence une campagne aérienne qui, combinée avec celle des forces spéciales américaines à compter du 15 octobre, aboutira au départ des Taliban de Kaboul au mois de novembre.

L'arme aérienne permet également la maîtrise du temps et de l'espace, ce qui confère la possibilité de mener des campagnes thématiques pour atteindre les objectifs politiques fixés en appliquant par thèmes des pressions successives et coordonnées sur l'adversaire, sur ses capacités militaires, économiques, sur son économie, sa sociologie, ses structures de gouvernance, voire sur les intérêts propres du leadership politique.

Dans ce contexte, comment construire une arme aérienne qui réponde aux cadres et aux critères d'engagement prévisibles à court et moyenne échéance ? Avant de se projeter sur l'avenir, il convient de parcourir rapidement l'histoire récente, et plus précisément le contexte qui a accompagné l'engagement de l'arme aérienne dans les conflits cités.

En 1991, l'armée de l'air représentait environ 90 000 personnes, 450 avions de combat et 90 avions de transport stratégique et tactique. En 2014, elle se composera de 50 000 personnes et d'une ligne de 240 appareils de combat (*Rafale* et *Mirage 2000*) ainsi que de 80 avions de transport stratégique et tactique. Cette profonde transformation de l'armée de l'air s'est accompagnée d'une évolution qualita-



Taliban, Afghanistan.

tive significative. À chacune des opérations, des jalons capacitaires ont été franchis. La première guerre du Golfe voyait l'avènement du tir de précision avec l'utilisation des munitions guidées, ainsi que des premières applications du tir et oubli et du multicibles dans le domaine air-air. Le Kosovo consacre la permanence et la précision de l'action aérienne avec la même exigence d'efficacité de jour, de nuit et par tous les temps, créant ainsi les conditions d'actions thématiques sur l'adversaire. En Afghanistan, la liaison de données tactiques et la géographique-localisation atteignent une première maturité faisant évoluer les modes d'action pour une plus grande efficacité interarmées. L'action coopérative permet de tirer le meilleur parti des capteurs et des effecteurs (drones-vecteurs aériens-contrôleurs avancés au sol) pour atteindre les objectifs fixés dans des règles d'engagement toujours plus restrictives. Toutes ces opérations ont vu les critères d'interopérabilité se renforcer à la fois sur les normes, les techniques et les procédures.

Cette transformation s'est conduite dans un contexte budgétaire qui a tiré depuis 1989 les bénéfices de la nouvelle donne stratégique qui s'imposait à l'Europe au sortir de la guerre froide. Le maintien des capacités de l'arme aérienne a été le fruit de choix cruciaux qui ont permis d'optimiser les performances de l'outil dans un contexte budgétaire contraint. Au cœur de ces choix, la cohérence de la composante s'avère déterminante pour garantir au politique la réactivité et la diversité des modes

d'action indispensables dans la gestion des crises modernes. Ainsi, le 19 mars 2011, la mise en œuvre de la résolution 1973 de l'ONU n'est possible que par l'engagement d'une composante cohérente qui associe des moyens :

- ✓ de planification, de commandement et de conduite des opérations, y compris en vol;
- ✓ d'évaluation des situations sur l'ensemble des spectres électromagnétique et visible;
- ✓ d'effets militaires au niveau de performance adapté pour faire face aux menaces du théâtre;
- ✓ de soutien en vol des moyens engagés (ravitaillement en vol - guerre électro-
- √ de soutien sur les sites déployés des unités engagées;
- ✓ d'innovation, pour laquelle le rôle du CEAM ne doit pas être minimisé.

Cette cohérence, dans un contexte de réduction des formats, a été obtenue par une plus grande polyvalence des moyens. Le Rafale, aujourd'hui, demain les drones MALE, l'A400M, le MRTT et le SAMPT élargissent les champs d'action traditionnels de ces systèmes. Les axes d'évolution de l'arme aérienne s'analysent à l'aune du retour d'expérience des l'analyse prospective pour le moyen terme. L'analyse des opérations aériennes souligne en premier lieu des progrès notables réalisés, résultats des investissements consentis et de choix courageux et parfois même originaux effectués au cours des années récentes. En Afghanistan ou en Libye, l'arme aérienne aura couvert toutes les phases des conflits depuis l'entrée en premier à la stabilisation du théâtre et au rétablissement des conditions favorables à la paix. Le retour d'expérience, quant à lui, dégage quelques axes d'évolution nécessaires de l'outil pour répondre aux besoins immédiats dans les contextes asymétriques. L'environnement juridique et politique des crises renforce la nécessité de maîtriser les dommages collatéraux. Le renforcement des règles d'engagement devient un critère prépondérant. Il impose de dépasser le seuil de la précision des tirs pour atteindre la maîtrise directe des effets militaires. Cela influence fortement la définition des armements

nécessitant le recours à des panoplies plus larges,

voire à des effets nouveaux. La multiplication

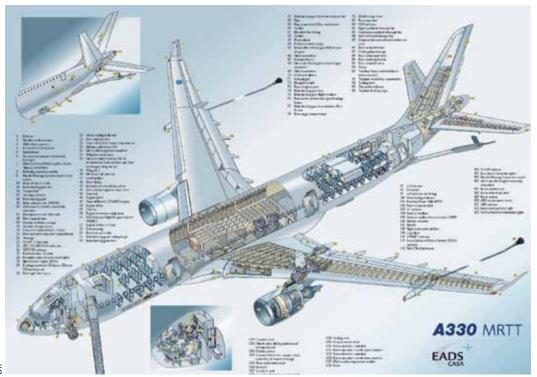
des acteurs, les imbrications des contextes mili-

taires et civils en fonction du degré de la crise

rend primordiale la discrimination des cibles.

Le drone MALE apporte des performances

opérations en cours pour le court terme et de



nouvelles dans l'évaluation des situations. Outre la permanence d'observation, il ajoute une analyse dynamique des scènes par la discrimination d'activités fugaces caractéristiques de la présence de menace. Armé, il est l'outil du « time sensitive target » en permettant le traitement immédiat des menaces. L'imbrication comme la complexité des règles juridiques imposent également d'optimiser les processus de commandement et de conduite des opérations. Il s'agit de réduire les temps entre la détection et l'autorisation de traitement des cibles pour se rapprocher de l'exigence du temps réel.

Sur le long terme, les nouvelles conflictualités n'apporteront probablement pas de rupture dans la gestion des crises. Elles offrent des potentiels plus élevés d'affrontement symétrique comme d'exploitation plus poussée d'asymétrie. Ce n'est donc pas le type de conflictualité qu'il convient de prendre en compte sur le long terme, mais l'évolution des menaces qui les accompagnent : le terrorisme, l'augmentation des dépenses militaires et les attaques majeures contre les systèmes d'information. La crise financière est dans l'immé-

diat la surprise stratégique potentiellement la plus lourde de conséquences. Les enjeux de programmation à venir, dans un contexte budgétaire contraint, porteront sur la conservation de la cohérence de l'outil, pour réaliser des choix entre les formats et les performances, la soutenabilité de l'existant et la capacité d'innovation du ministère.

Trois domaines principaux guident les évolutions de l'armée de l'air d'ici à 2025 et la plupart sont déjà engagés :

- ✓ le renouvellement des capacités de combat au niveau des performances requises pour assurer la PPS ainsi qu'une participation significative de la France dans les coalitions dans le cadre de la gestion des crises majeures;
- ✓ l'adaptation des outils en service à l'évolution des normes et des critères d'interopérabilité;
- ✓ le soutien des socles de compétences, car l'homme est au cœur des capacités de l'armée de l'air. Il est sa richesse, il valorise ses capacités, au niveau d'une armée de l'air qui compte en Europe et fait référence dans le monde. ●



Un Rafale lors de l'opération Harmattan en Libye, DICoD.

## Questions / Réponses



#### ? Pierre Servent

J'ai été frappé par l'expression « action thématique » sur l'adversaire, qui reflète le fait que l'outil aérien offre au politique une gamme d'actions sur laquelle jouer, avec une pression variable d'une cible à l'autre, instrument majeur face à la complexité du monde.

Monsieur Tenzer, vous passez une partie de votre temps hors de France. Quel regard portent vos interlocuteurs sur la France dans ses atouts et faiblesses pour faire face aux défis du monde?

#### ✓ Nicolas Tenzer

Tout dépend d'où vient ce regard. Le regard de mes interlocuteurs habituels en Asie s'apparente à une absence de regard. La France ne fait pas partie du paysage. Elle ne constitue pas une préoccupation sur le plan stratégique, sauf dans un certain nombre de pays qui regrettent fortement, notamment dans les pays de l'Est, en Inde, aux États-Unis et au Canada, le fait que la France, sur le plan de l'investissement diplomatique, ne se donne pas les moyens d'agir. Les moyens d'influence des Allemands et Britanniques voire des Italiens se révèlent 30 ou 40 fois supérieurs aux nôtres par exemple, dans les pays de l'Est. J'ai essayé de pousser cette idée

autant que possible auprès des pouvoirs publics, qui n'ont jamais répondu. Je prendrai un seul exemple. Discutant avec le chef d'un institut de politique étrangère, il me disait : « Vous m'invitez régulièrement à Paris mais nous tenons, avec les Britanniques et les Allemands, un séminaire toutes les six semaines, une grande conférence deux ou trois fois par an et une publication en commun. » Nous disposons pourtant d'un potentiel dans le domaine de la réflexion et de l'expertise et donc d'une faculté stratégique à jouer comme contrepoids aux États-Unis, à la Chine et à une série d'autres pays. Nous devons exploiter ce potentiel.

#### ✓ SK Ghotia

Les forces armées de nos deux pays entretiennent de très bonnes relations, avec des exercices communs. Nous allons commencer des exercices avec les armées de terre cette année. Nous possédons également de nombreux liens économiques et politiques. L'Inde représente le dixième partenaire commercial de la France. De nombreux étudiants indiens viennent en France, le français est enseigné dans de nombreuses écoles publiques et nombre d'activités culturelles sont organisées en coopération avec la France.

#### ? Colonel Depardon, EMA

Si l'on considère la définition du délégataire de la violence légitime qu'est le militaire, dans le passé il s'agissait de protéger un espace géographique et les instruments de puissance associés. Aujourd'hui plus aucune action ne se conçoit sans une résolution des Nations unies. Pour quelles raisons ferons-nous la guerre demain ? Quelles seront les raisons d'utiliser cette violence ? Quelle sera la place du militaire dans la cyber-violence ?

#### ✓ Vincent Lafontaine

Ma réponse sera très brève : contrairement à ce que l'on pense, les raisons pour lesquelles on fait la guerre n'ont pas changé et, je le crains, ne changeront pas. Elles sont éternelles.

#### ✓ Nicolas Tenzer

Je suis tout à fait d'accord. Le monde de demain sera peut-être un monde globalement plus équilibré avec des possibilités d'éviter des conflits mondiaux mais il y aura des conflits sur une multitude de zones. Contenir des menaces et les limiter sur un périmètre géographique restera l'un des fondements du militaire, qui obligera à une très grande mobilité des forces armées et sans doute à des systèmes d'interopérabilité multiples.



Colonel Depardon, EMA.

#### ? Madame Jacquart

Le continuum air et espace avec la prise en compte de l'avion ou du drone spatial, notamment avec les dernières décisions du conseil de défense et la DAMB qui va prendre plus d'importance, exigera-t-il la définition d'une nouvelle stratégie et de nouvelles alliances ? Je n'évoquerai pas la disparition du kérosène qui pourrait avoir certaines conséquences sur l'avion du futur.



Madame Jacquart.

#### ✓ GBA Guy Girier

Notre avenir, jusqu'à 2025, est déjà figé. Les solutions que vous évoquez entrent dans des études qui ont une échéance de vue bien plus lointaine. S'agissant de la DAMB, la défense anti-missiles de théâtre devient une réalité, avec la mise en place du système Sonde T. Se pose maintenant la question d'une contribution française dans le cadre des ambitions de défense anti-missiles avec nos principaux partenaires de l'OTAN. La réflexion est en cours, avec l'ambition d'apporter le système Sonde T comme nos savoir-faire dans le domaine du C2.

#### ✓ Pierre Servent

Voici la fin de cette table ronde que je me garderai bien de conclure. Pour avoir travaillé récemment sur des auteurs du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, j'ai constaté que nombre d'entre eux évoquent « l'art de la guerre ». Cette expression peut choquer dans un milieu purement civil. Elle me semble pourtant exacte car elle englobe la nécessité d'être créatif, imaginatif. Or plus le monde est complexe, plus nous avons intérêt, me semble-t-il, à être mobiles intellectuellement, imaginatifs, souples. Merci à tous nos intervenants.

## Clôture des débats – Général d'armée aérienne Jean-Paul Paloméros, chef d'état-major de l'armée de l'air.



Mesdames, Messieurs,

C'est un moment un peu délicat. Je ne voudrais pas être coupable d'overdose dans cette journée de réflexion stratégique longue et dense. C'est toujours un plaisir, un honneur et une stimulation intellectuelle d'intervenir dans ces Ateliers de l'armée de l'air. Si je reprends l'histoire récente de ces ateliers, j'ai remarqué que les thèmes abordés ont toujours été très pertinents, non seulement à l'égard du passé mais aussi vis-à-vis de l'avenir. Je me souviens des discussions sur les opérations de l'ONU avant que celles-ci ne prennent autant d'ampleur. Tel est l'intérêt fondamental de cet exercice, qui réunit de nombreux acteurs divers et variés, de différents milieux et de différentes cultures. pour réfléchir ensemble. Je rejoins tout à fait la conclusion de cette dernière table ronde : nous devons être imaginatifs, innovants, ce qui nécessite de nous ouvrir aux autres tout en restant clairs et fermes sur un certain nombre de convictions pour ne pas céder à des effets de mode.

Je remercie toutes les personnalités influentes, reconnues, faisant référence dans notre monde de la réflexion stratégique, dans notre milieu opérationnel. Il n'y a pas de bon débat s'il n'est pas ouvert à la dimension interarmées.

Sur proposition du CESA, je crois qu'il n'était pas inutile de faire le point sur ces vingt dernières années. Nous avons trop tendance à regarder le proche futur plutôt qu'à regarder très loin ou en arrière. Cela s'avère pourtant indispensable si l'on veut préparer l'avenir. Je n'ai pu assister à l'ensemble des tables rondes mais je dois dire qu'elles répondent tout à fait à nos attentes et je remercie à nouveau tous ceux qui ont accepté d'y contribuer, de les animer et d'enrichir les débats par leurs questions. Il n'y a pas de mauvaises questions mais des réponses à trouver à vos interrogations. Ces réponses, si nous ne les trouvons pas, d'autres peuvent les trouver, qui ne nous conviendront peut-être pas.

Cette journée aura indéniablement éclairé les perspectives du fait aérien des enseignements du passé, voire du présent. En restant assez modeste face aux événements en cours, je crois que l'on peut d'ores et déjà tirer quelques éclairages de l'opération en Libye. Les opérations d'aujourd'hui sont menées en coalition, des coalitions internationales et interarmées, qui dépassent de loin les forces armées elles-mêmes. Coalitions de bonnes volontés,



Le général Jean-Paul Paloméros durant l'opération Harmattan en Libye (Setphan Agostini/AFP.)

coalitions industrielles, les coalitions sont aujourd'hui généralisées.

Le thème de cet atelier pouvait sembler peut-être un peu rétrospectif. Les opérations en cours sont cependant particulièrement démonstratives de ce que nous avons souhaité atteindre aujourd'hui, nous faire réfléchir ensemble sur les leçons de l'histoire récente des opérations aériennes en les remettant en perspective.

Durant les derniers mois, l'Afghanistan, la Côte-d'Ivoire, la Libye représentent une illustration du quotidien opérationnel des forces aériennes depuis vingt ans. Il importe de rendre hommages aux femmes et aux hommes qui, aujourd'hui, se trouvent en opération. Le 19 mars dernier, soit seulement deux jours après la résolution 1973 du Conseil de sécurité, nos aviateurs intervenaient aux portes de Benghazi assiégées, quelques minutes seulement après l'annonce d'une décision politique majeure par le chef des armées, président de la République. Cela démontre indiscutablement qu'aujourd'hui la « souveraineté politique » ne peut se concevoir sans être adossée à des capacités crédibles et à une puissance aérienne crédible et visible. De cette opération, qui se poursuit en ce moment, comme des plus récentes, la journée nous aura permis de tirer des enseignements pertinents et de retenir des leçons, souhaitons-le, durables. Il ne suffit pas d'identifier les problèmes pour les résoudre. Souvenons-nous-en. Nous ne bâtirons rien de

solide et d'utile pour nos successeurs sur les vingt prochaines années, si nous ne sommes pas capables, malgré le rythme auquel nous sommes aujourd'hui soumis, d'une réflexion honnête, objective, constructive, qui couvre les cadres d'engagement passés et présents, en tâchant si possible de ne pas nous focaliser sur les caractéristiques parfois uniques de certains d'entre eux. Telle est la difficulté : il s'agit de tirer l'essentiel en laissant de côté les éléments particuliers qui pourraient nous amener sinon à des conclusions erronées, du moins à des conséquences très lourdes. Il s'agit certes d'un exercice très complexe mais sans alternative.

Début 1991, des mois, des jours et des heures décisifs sont passés pour notre défense, nos armées et en particulier pour l'armée de l'air. Nous héritons aujourd'hui de l'armée de l'air construite voilà vingt ans. C'est bien au cœur du désert saoudien que le conflit semblait inévitable. Nous avions cependant eu le temps de nous y préparer. C'est peut-être en ce domaine que les choses ont bien changé. Le temps nous manque aujourd'hui pour nous préparer aux conflits auxquels nous avons à faire face. Raison de plus pour le faire avant qu'ils ne se produisent, ce qui constitue un exercice prospectif évidemment délicat. Voilà vingt ans, le 17 janvier 1991, Desert Storm s'ouvre dans le golfe Arabo-Persique : une campagne aérienne massive de 40 jours, 40 nuits, 6 semaines, 110 000 sorties. On ne peut que saluer l'analyse du colonel Warden, qui correspondait à un cadre relativement clair. Nous avions en face de nous un adversaire avec ses forces et ses faiblesses, que nous pouvions relativement bien identifier, notamment grâce aux brillantes méthodes que vous aviez suggérées. C'était aussi l'époque où le monde découvrait en direct l'impact stratégique de la puissance aérienne, qui ouvrait la voie à une campagne terrestre très efficace. La complémentarité capacitaire est plus que jamais à l'ordre du jour. Elle l'était déjà en 1991. Aujourd'hui, les opérations libyennes exigent de plus en plus de synergies au cœur des opérations en temps quasi-réel.

Voilà vingt ans, nous refermions un chapitre de quarante ans de guerre froide. Ne l'oublions pas. C'est cela qui nous a donné la force de mener à bien ces opérations et la capacité à durer, qui n'est pas donnée à toutes les forces, puisque nous sommes aujourd'hui à l'heure du juste à l'heure au juste niveau, du stock zéro et de la RGPP sous toutes ses formes. Nous devons tirer des conséquences de tout cela. Nous nous étions alors donné les moyens de durer. La campagne fut efficace. Nous avons beaucoup appris de ces engagements mais il faut aussi se souvenir que cette guerre du Golfe n'était tout de même pas une découverte totale. Nous avions anticipé, durant nos entraînements et nos exercices Red Flag, précurseurs en la matière, en travaillant sur un très haut niveau d'interopérabilité entre les forces terrestre, aérienne et navale. Cela nous a apporté l'efficacité dont nous avons fait preuve lorsqu'il nous a fallu nous engager. Nous l'avions compris. Nous l'avons démontré. Les capacités de soutien opérationnel sont indispensables dans les opérations actuelles. Je soulignerai une nouvelle fois l'importance du ravitaillement en vol, qui a donné à l'arme aérienne sa vraie dimension stratégique. Il faut s'en souvenir à l'heure où nous devons renouveler ces capacités. Vous connaissez ma conviction en la matière. Il n'est que temps : nous pouvons et devons faire mieux.

Souvenons-nous aussi de l'importance de la guerre électronique qui retrouve aujourd'hui, ne serait-ce que dans le cadre libyen, tout son intérêt alors que l'on aurait pu, au fil des conflits dits asymétriques, en oublier l'importance. La guerre électronique s'avère indispensable. Elle prend d'ailleurs des formes nouvelles. Nous devrions, je le crois, mener des réflexions sur ce point, car sans effort elle pourrait ne plus constituer l'un de nos points forts, face à des adversaires qui l'utiliseront certainement, sous différentes formes.

Cette période fut la fin du paradigme du monde bipolaire, qui avait façonné notre culture de défense, un trait d'union entre une guerre froide planifiée que nous avions répétée jour après jour, nuit après nuit, heure de vol après heure de vol, pour ne pas avoir à la mener et les conflits des deux dernières décennies, toujours imprévisibles, qui nous ont montré que cette capacité de réactivité qu'appelait la fin de la guerre froide allait être mise à l'épreuve. Elle le fut au fil des différents conflits abordés aujourd'hui. Je suis intervenu ce matin pour souligner qu'un conflit m'a marqué sans doute parce que j'y ai participé mais aussi parce qu'il m'a semblé assez caractéristique de l'avenir : la Bosnie. Malgré sa courte durée, en termes de politique et d'investissement de la communauté internationale, il s'est agi pour la communauté internationale de prendre des décisions d'intervenir. Or la composante aérienne, alliée à la composante terrestre, a fait très rapidement la différence pour conduire aux accords de Dayton. C'est un moment de l'histoire que nous avons un peu oublié. Il est bon de remettre à jour ses enseignements. Si nous l'avions fait à l'époque, nous ne rencontrerions peut-être pas aujourd'hui les problèmes de coordination entre les forces aériennes et les forces terrestres que nous connaissons aujourd'hui. Nous en sommes tous un peu coupables, moi y compris. Il ne s'agit donc pas de regarder le passé mais bien de se tourner vers l'avenir.

Il n'est pas de vérité absolue. Les vingt dernières années ne sauraient en aucun cas figurer les vingt prochaines. Cela serait trop simple. On peut cependant penser que certaines idées clés qui se dégagent des conflits actuels perdureront. Elles ont été évoquées au cours de cette journée. Cette aptitude à la polyvalence est la voie de la modernisation qu'a retenue l'armée de l'air avec le Rafale. Quelle démonstration au-dessus de la Libye dès la première opération! Cela sera aussi le cas avec tous les nouveaux outils, ce qui constitue un impératif. La polyvalence tient aussi à la capacité nucléaire qui lui a été confiée et dont nous pouvons, je crois, être fiers. Les aviateurs parlent tous aujourd'hui le même langage. La Libye montre l'avènement de ce que l'on appelle techniquement les transmissions de données, c'est-à-dire l'aptitude à ne pas s'appuyer sur des communications verbales, avec tout ce qu'elles



La polyvalence du Rafale, l'une des clés du succès en Libye.

comportent comme difficultés et problèmes techniques, mais à aller à l'essentiel, avec des informations numérisées et sécurisées, qui permettent à la fois de dissiper toute ambiguïté et d'améliorer l'efficacité des forces. C'est ce que nous vivons et les hommes et femmes les utilisent au mieux, grâce aux capacités techniques qu'elles permettent mais surtout grâce à leur imagination.

Ce qui marque ces vingt ans d'opérations aériennes, c'est finalement la capacité des hommes et des femmes à s'adapter, l'aptitude de nos anciens à avoir inventé et prévu cet avenir en développant toutes ces capacités. Cela a pris du temps, de l'imagination et de l'adaptation puisque les ressources n'atteignent jamais tout à fait le niveau requis. Regardons comment nous avons construit l'outil des vingt dernières années pour voir comment construire l'outil de demain et démontrer à ceux qui s'interrogent sur la nature des investissements combien ceux-ci se sont avérés rentables au sens très large du terme et non seulement d'un point de vue comptable. Une défense est rentable si elle produit de la paix et plus de sécurité dans le monde et pour nos concitoyens. C'est ce que les opérations des vingt dernières années

ont tendu à démontrer : une force aérienne crédible mise entre les mains de politiques qui y croient et savent s'en servir représente un outil remarquable. Je souhaite que l'on conserve cette lucidité et cette aptitude à nous interroger sur les besoins. Peut-être faut-il aussi aller plus vite. Combien de temps perdu sur nos drones alors que certains, dès 1995, survolaient la Bosnie et transmettaient en temps direct leurs informations au centre d'opérations de Vincenza! L'histoire nous apprend qu'il faut parfois beaucoup de force de conviction, de ténacité et d'opiniâtreté pour faire valoir ses idées. Il faudrait quand même aujourd'hui, où nous n'avons plus le droit de nous tromper, que nous sachions faire les bons choix. Je crois que ces Ateliers du CESA nous y aident. Chacun repartira, je l'espère, convaincu que nous avons fait par le passé les bons choix pour répondre aux besoins d'aujourd'hui. Les conflits sont certes imprévisibles mais nous devons être prévoyants face à l'imprévisible. Merci pour votre attention et votre participation très active et stimulante. Je suis certain que cette journée, comme les précédentes, marquera une étape dans notre réflexion et notre préparation de l'avenir. Je vous remercie.

### À nos lecteurs

Penser les Ailes françaises a pour ambition de susciter et de stimuler la réflexion sur les grands sujets d'intérêt « Air et Espace ».

Cette tribune est ouverte aux officiers de l'armée de l'air mais aussi à tous ceux dont la réflexion permettra de faire connaître et progresser la pensée aérienne.

Cette publication est disponible sur notre site:

#### www.cesa.air.defense.gouv.fr

Retrouvez-y aussi Les Carnets du Temps, Tour d'Horizon, Question'Air...

...ainsi que les informations sur le CESA, et un accès à un fonds documentaire « Air et Espace »...

#### Écrire dans Penser les Ailes françaises

Vous souhaitez écrire un article et le voir paraître dans *Penser les Ailes françaises* ? Consultez notre charte éditoriale en ligne sur le site du CESA et envoyez nous votre article : il sera peut-être publié dans notre prochain numéro.

Contact: redac.plaf.cesa@intradef.gouv.fr

Rendez-nous visite, connectez-vous, et faites-nous part de vos commentaires !

#### **Avertissement**

Les opinions émises dans les articles publiés n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Toute reproduction partielle ou intégrale, sur quelque support que ce soit, de la présente revue sans l'autorisation de l'éditeur ou des auteurs est interdite (Art. L. 122-4 et L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle).

ISSN 1771-0022





www.cesa. air. defense. gouv. fr

Penser les Ailes françaises
Centre d'études stratégiques aérospatiales
1 place Joffre
75700 Paris SP 07